

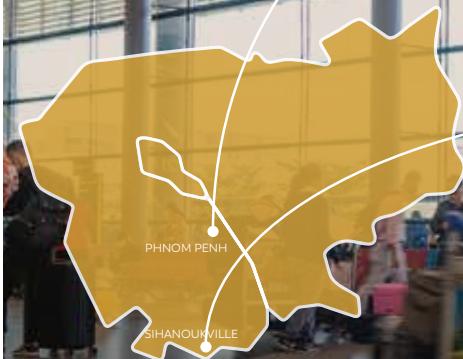
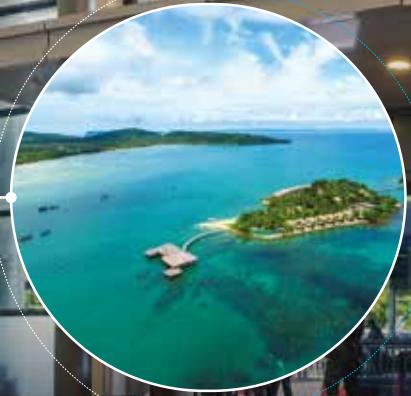


ENTREPRENDRE AU CAMBODGE

2025-2026



CAMBODIA AIRPORTS
THE KINGDOM'S GATEWAYS
YOUR JOURNEY STARTS AT OUR AIRPORTS



Since 1995, Cambodia Airports has developed and operated the Kingdom's international airports, ensuring connectivity to over 60 destinations in Asia and the Gulf region.

Cambodia Airports is a member of VINCI Airports network, the world's leading private airport operator and the first one to commit to an international environmental strategy.

Cyril Girot

Président
de la CCI France Cambodge



ÉDITO

En parcourant la nouvelle édition 2025-2026 du guide «Entreprendre au Cambodge», force est de constater que les opportunités d'affaires ne manquent pas au Cambodge ! Grâce à la bonne dynamique économique propre au pays, à un gouvernement pro-business ainsi qu'à son intégration dans l'ASEAN, un marché de plus de 675 millions d'habitants avec un des plus forts potentiels de croissance économique au monde, le Royaume est un terreau fertile pour les investissements.

À la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Cambodge (CCIFC), nos équipes s'emploient à ce que le solide lien fraternel tissé depuis des siècles entre la France et le Cambodge devienne un avantage et se traduise par la croissance des échanges économiques bilatéraux.

Dans un contexte qui a vu les deux gouvernements multiplier les gestes en faveur d'une coopération plus étroite et ambitieuse, les entreprises franco-cambodgiennes bénéficient d'un vent favorable. Le nouveau Premier Ministre, Samdech Thipadei Hun Manet, avait choisi la France pour effectuer, en janvier 2024, sa première visite officielle à l'étranger et tenu à rencontrer de nombreux responsables de grandes et moyennes entreprises et pu mesurer l'intérêt de ses derniers pour le marché cambodgien.

Dans ce climat au beau fixe, le Cambodge a été désigné par les Chefs d'État et de gouvernement francophones pour accueillir le XX^e Sommet de la Francophonie en 2026, un événement qui devrait également offrir l'opportunité de promouvoir et de renforcer les liens économiques au sein de l'espace francophone.

Les conditions sont donc actuellement réunies pour développer les relations économiques franco-cambodgiennes. Mais compte tenu de l'évolution rapide de l'environnement économique au Cambodge, les entreprises de l'Hexagone doivent agir au même rythme pour se positionner sur le marché cambodgien. Elles peuvent, pour ce faire, prendre le sillage de leurs devancières et s'appuyer sur ces homologues qui ont prospéré au Cambodge depuis des décennies. Et elles sont nombreuses, actives et leaders dans leur secteur !

Dans ce cadre, la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Cambodge intervient pour appuyer les entreprises qui veulent s'implanter au Cambodge. Fondée en 1998 et basée à Phnom Penh, nous regroupons actuellement plus de 230 entreprises françaises et cambodgiennes représentant divers secteurs tels que la construction, le tourisme, l'hôtellerie, l'aéroportuaire...

Nos missions constitutives sont les suivantes:

- Faciliter l'accès au marché cambodgien pour les entreprises françaises et promouvoir leurs intérêts auprès des autorités locales.
- Animer la communauté d'affaires franco-cambodgiennes à travers divers événements.
- Offrir des services tels que des études de marché, la recherche de partenaires commerciaux, et un accompagnement au recrutement.

Le moment est propice et placé sous les meilleurs auspices. Saisissez les opportunités d'affaires qui se présentent, et œuvrons ensemble au renforcement du lien qui unit nos deux beaux pays.



Fondée en 1998, la Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge (CCIFC) et ses 230 membres vous accompagnent tout au long de votre projet professionnel au Cambodge. Acteur incontournable des petites et moyennes entreprises intéressées par le Cambodge et la France, la CCIFC possède une connaissance approfondie du marché cambodgien et a noué des relations privilégiées avec les principaux acteurs économiques publics et privés.

Explorez les opportunités liées à l'adhésion sur notre site internet ou en contactant notre équipe (directeur@ccifcambodge.org).

Entreprenant au Cambodge
Imprimé en Septembre 2025 à Phnom Penh

Chef de projet : Charles JULLIARD

Rédacteurs :
Enguerran DI CARLO
Camille TACHON

La CCIFC souhaite adresser ses chaleureux remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce guide.



092 493 852



ccifcambodge.org



directeur@ccifcambodge.org

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	7
Histoire.....	10
Politique intérieure	11
Le rôle stratégique dans l'ASEAN	14
Le Cambodge à l'horizon 2030	18
 POLITIQUES ET FINANCEMENTS INTERNATIONAUX	21
Les accords commerciaux et partenariats bilatéraux	22
Commerce international.....	24
Échanges commerciaux France-Cambodge.....	26
Programmes de soutien et institutions internationales	27
Les Investissements Directs Étrangers.....	28
 SECTEURS D'AVENIR	33
Agriculture	34
Industrie textile.....	37
Automobile	39
Infrastructure et logistique	41
Banque et finance.....	45
Numérique.....	49
Immobilier et construction	55
Énergie.....	57
Environnement	61
Tourisme	65
Santé	70
 ENTREPRENEURIAT ET LEADERSHIP.....	75
Portraits d'entrepreneurs français : Leçons et stratégies	76
Conseil sur l'implantation.....	81
Cadre juridique et environnement des affaires	87
Fiscalité	92
Réglementation douanière.....	96
Les zones économiques : un levier stratégique pour l'investissement	100
Droit du travail et conformité des entreprises	102
Régime foncier et immobilier.....	110



ZELIY

Engineering & Construction



WE BRING OVER 15 YEARS OF EXPERTISE TO EVERY CONSTRUCTION AND RENOVATION PROJECT IN CAMBODIA.



FOUNDATION



STRUCTURAL



ARCHITECTURAL



M.E.P



INTERIOR DESIGN



FURNITURES SUPPLY



zeliy.engineering.cambodia@gmail.com

+855 96 513 8603



AMBASSADE
DE FRANCE
AU CAMBODGE

CIGRAAL



CHAPITRE I

INTRODUCTION



OPTIONS FLEXIBLES DE LOCATION DE VOITURES

AVIS CAMBODGE propose des options de location flexibles - transferts d'aéroport, location journalière, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle, avec ou sans chauffeur.



SOCIÉTÉ DE LOCATION DE VOITURES N°1 AU CAMBODGE
6 années consécutives, depuis 2019




CONDUITE AUTONOME

Conduisez à votre propre rythme en toute liberté, avec une couverture d'assurance complète.

SERVICE AVEC CHAUFFEUR

Voyez en toute sérénité avec des chauffeurs fiables, expérimentés et professionnels.

LOCATION LONGUE DURÉE

Économique et pratique, entretien et véhicule de remplacement inclus.

LOCATION COURTE DURÉE

Location possible à la journée, à la semaine ou au mois.

LOCATION DE CAMIONS & ÉQUIPEMENTS



BUDGET CAMBODGE propose une large gamme de produits pour répondre à tous vos besoins professionnels.

VÉHICULES COMMERCIAUX



SERVICE DE DÉPANNAGE



ÉQUIPEMENT DE CONSTRUCTION



ÉQUIPEMENT D'ENTREPÔT



ÉQUIPEMENT DE NETTOYAGE



GÉNÉRATEURS



ÉQUIPEMENT AGRICOLE



RICKSHAW



QUALITÉ

Louez des produits fiables pour optimiser vos opérations.

SANS SOUCI

Nous nous occupons de l'entretien pour vous.

SOLUTION TOUT-EN-UN

Louez tout l'équipement nécessaire au même endroit !

Nom officiel Royaume du Cambodge

Nature du régime politique Monarchie constitutionnelle

Population 17,64 millions d'habitants (2024)

Superficie 181 035 km²
(équivalent à 28% de la superficie de la France)

Densité 95,7 habitants/km² (2022)

Capitale administrative et économique Phnom Penh (2,3 millions d'habitants)

Villes principales
Siem Reap (Angkor Wat) : 245 000
Battambang : 250 000
Sihanoukville : 200 000

Langue officielle (écrite et parlée) Khmer

Monnaies Riel (KHR) et dollars américains (USD)
(économie dollarisée à 80%)

Religion principale Bouddhisme Theravāda

Moyenne d'âge 70% de la population a moins de 30 ans

Présence française Environ 5 000 personnes

Histoire

Le Cambodge s'inscrit dans une histoire millénaire, portée par l'âge d'or de l'Empire khmer et la majesté d'Angkor, chef-d'œuvre du patrimoine mondial. Après avoir traversé des périodes de déclin et avoir été placé sous protectorat français jusqu'à son indépendance en 1953, le pays a enduré l'épreuve tragique du régime des Khmers rouges.

Malgré ce passé tumultueux, le Cambodge s'est relevé avec détermination. Tourné vers l'avenir, il renforce aujourd'hui son rôle sur la scène internationale, notamment au sein de l'ASEAN, et attire des investissements étrangers pour soutenir son développement. Le tourisme, véritable moteur économique, met en lumière la richesse culturelle et la diversité des paysages cambodgiens.

Le pays mise également sur l'éducation et le développement durable pour bâtir une croissance inclusive et harmonieuse. Conscient des défis à relever, le Cambodge avance avec confiance, animé par un esprit de résilience et une vision résolument optimiste quant à son avenir.



1953

INDÉPENDANCE DU CAMBODGE



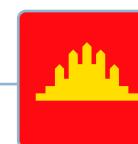
1970

COUP D'ÉTAT MILITAIRE



1975 - 1979

RÉGIME DE POL POT



1979

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CAMBODGE



1985

HUN SEN, PREMIER MINISTRE

De juillet 1863 à 1953, le Cambodge est placé sous protectorat français. Le 9 novembre 1953, le Roi Norodom Sihanouk négocie directement avec la France et obtient l'indépendance complète du Royaume du Cambodge, marquant ainsi le retour du pays en tant qu'État souverain. Sous le gouvernement du Roi Norodom Sihanouk, le Cambodge connaît une période de modernisation et de progrès appelée le Sangkum.

Coup d'État par le général Lon Nol, bombardements américains et création du mouvement des Khmers rouges.

Le 17 avril 1975, les Khmers rouges, dirigés par Pol Pot et Khieu Samphan, s'emparent du pouvoir et instaurent la République démocratique du Kampuchea. Cette période est marquée par un génocide brutal de la population khmère, avec plus de 2 millions de victimes sur une population totale de 8 millions de personnes.

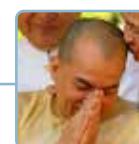
Création de la République Populaire du Cambodge (1979 -1989) sous l'occupation vietnamienne. Conflicts persistants entre nationalistes, Khmers rouges et partisans de Norodom Sihanouk.

Hun Sen, Président du Parti du Peuple Cambodgien (PPC), est élu Premier Ministre du Royaume du Cambodge.

Politique intérieure

La Monarchie constitutionnelle est établie au Cambodge depuis 1991, grâce aux Accords de Paris. En 2004, c'est le roi Norodom Sihamoni qui succède à son père Norodom Sihanouk sur le trône, jouant un rôle conforme à la Constitution qui précise «le Roi règne mais ne gouverne pas».

Le 23 juillet 2023, Hun Manet succède à Hun Sen après 38 ans à la tête du Parti du Peuple Cambodgien et remporte la totalité des sièges de l'Assemblée Nationale à plus de 82% des voix.



1991

ACCORDS DE PAIX DE PARIS

Le 23 octobre 1991, les forces politiques cambodgiennes signent les Accords de Paris sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies. Ces accords ont pour objectif de mettre fin à la guerre civile entre l'État cambodgien et une coalition composée des Khmers rouges (Kampuchea démocratique), des royalistes (FUNCINPEC) et des républicains (FNLPK). Ils marquent un tournant vers la paix dans la région.

1993

NOUVELLE CONSTITUTION

Une coalition est formée entre le parti royaliste (FUNCIPEC) dirigé par le Prince Norodom Ranariddh et le Parti du Peuple Cambodgien dirigé par Hun Sen. Le 21 septembre 1993, une nouvelle constitution est adoptée, rétablissant la Monarchie Constitutionnelle. Trois jours plus tard, le Prince Sihanouk est officiellement nommé Roi du Cambodge.

1997 - 1999

CRISE CAMBODGIENNE

Le Prince Norodom Ranariddh est évincé. Hun Sen et le PPC remportent une nouvelle fois les élections législatives.

2004

NORODOM SIHAMONI, ROI DU CAMBODGE

Norodom Sihamoni devient Roi du Cambodge suite à l'abdication de son père, Norodom Sihanouk. Fervent francophone, il a vécu en France pendant 20 ans.

2018

ÉLECTION LÉGISLATIVE

Le 29 juillet 2018, le parti du Premier Ministre Hun Sen, le PPC remporte les élections législatives en obtenant plus de 76% des voix et avec, la totalité des 125 sièges de l'Assemblée Nationale.

2023

ÉLECTION LÉGISLATIVE

Hun Manet succède à Hun Sen après 38 ans à la tête du Parti du Peuple Cambodgien et remporte la totalité des sièges de l'Assemblée Nationale à plus de 82% des voix.

DONNÉES MACROÉCONOMIQUES

PIB (Banque mondiale)	46,4 Mds USD (2024)
PIB par habitant (Banque mondiale)	2 628 USD (2024)
Taux de croissance (Banque mondiale)	5 % (2023) 6 % (2024) 4 % (2025)
Principaux secteurs économiques	Industrie textile Tourisme Agriculture Construction
Importations (Direction générale des douanes et accises)	28,7 Mds USD (2024)
Principales marchandises importées (2024)	Intrants textiles : 25 % Combustibles minéraux, hydrocarbures, électricité : 13 % Équipements électriques/électroniques, machines : 13 % Métaux : fer, aluminium, cuivre... : 10 % Produits chimiques : pharmaceutiques, engrais, peinture, chimiques organiques... : 7 % Produits en plastique et en caoutchouc : 6 % Véhicules, matériels de transport : 6 % Produits agroalimentaires : 5 %
Exportations (Direction générale des douanes et accises)	26,7 Mds USD (2024)
Principales marchandises exportées (2024)	Produits textiles : 52 % Produits agricoles : 17,5 % Matériels électriques, électroniques et équipements mécaniques : 8 % Produits de caoutchouc & de plastique : 7 % Appareils d'éclairage, meubles et matelas : 4 % Produits agroalimentaires : 2 % Bicyclettes : 2 %
Investissements Directs Étrangers (CNUCED)	4 395 millions USD (flux 2024) ; 52 670 millions USD (stock 2024) 3 959 millions USD (flux 2023) ; 48 420 millions USD (stock 2023)



THALIAS

HOSPITALITY

L'histoire de Thalias Hospitality commence en janvier 1997 avec l'ouverture d'un petit restaurant familial au cœur de Phnom Penh. Plus de vingt-cinq ans plus tard, le groupe réunit plus de 500 collaborateurs et signe aujourd'hui certaines des marques les plus emblématiques du pays : Topaz, Malis, Khéma, Arunreas Hotel et Cambodge Mag, présentes à Phnom Penh et à Siem Reap. En 2025, Thalias franchit une nouvelle étape avec l'ouverture de Malis à l'aéroport international de Phnom Penh, le lancement d'Opal Catering et le déploiement de Khéma Go, tout en renforçant son écosystème digital avec l'application Thalias.



Topaz

L'élégance et la grande tradition gastronomique française au cœur de Phnom Penh, avec une ambition renouvelée autour du vin, des expériences exclusives et des dîners de prestige.

Malis

Passion, mémoire et créativité au service d'une cuisine cambodgienne réinventée, aujourd'hui déclinée à Phnom Penh, Siem Reap et bientôt à l'aéroport comme porte d'entrée culturelle du pays.

Khéma

Café-restaurant, boulangerie-pâtisserie et traiteur, proposant une sélection unique de fromages affinés, de charcuteries maison et de créations artisanales. Khéma Go ouvre la voie à une nouvelle génération de formats urbains et pratiques.

Opal Catering

Le nouveau visage du catering haut de gamme au Cambodge, réunissant l'expertise de Topaz, Malis et Khéma pour des événements privés, diplomatiques ou institutionnels.

Arunreas Hotel

Une expression de l'art de vivre de Thalias, au service d'un accueil raffiné et personnalisé.

www.thalias.com.kh



Téléchargez l'application Thalias. Découvrez un univers d'avantages exclusifs et profitez immédiatement de 10 % de réduction, ainsi que jusqu'à 15 % de bonus sur vos recharges Wallet. Une expérience privilégiée, réservée à nos clients les plus fidèles.



Le rôle stratégique du Cambodge dans l'ASEAN

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DE L'ASEAN AEC

Le 31 décembre 2015, l'ASEAN a lancé la Communauté économique de l'ASEAN (AEC) dans le but de favoriser l'intégration économique régionale et de créer un marché unique, à l'image de celui de l'Union européenne.

L'AEC vise à assurer la libre circulation des biens, des services, des capitaux et de la main d'œuvre qualifiée entre les pays membres. Pour concrétiser cette ambition, il est essentiel de réduire les barrières non tarifaires, d'améliorer les infrastructures de transport et de mettre en place des mécanismes plus stricts pour garantir le respect des engagements par les États membres.

L'ASEAN a défini un premier plan directeur couvrant la période jusqu'en 2015, suivi d'un second, en cours, s'étendant jusqu'en 2025. Ce dernier a pour objectif de renforcer l'intégration économique, de bâtir une communauté économique plus solide et d'intensifier la connectivité ainsi que la coopération entre les membres de l'ASEAN.

ASEAN FREE TRADE AREA AFTA

La création de la zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA) a été décidée lors du sommet de l'ASEAN à Singapour en 1992. Les principaux objectifs de l'AFTA sont les suivants :

- Créer une zone de libre-échange et une base de production régionale intégrée.
- Attirer les investissements directs étrangers.
- Développer le commerce et les investissements au sein de l'ASEAN.

L'AFTA a également été mise en place en réponse à l'émergence d'autres groupements régionaux, tels que la zone de libre-échange nord-

américaine (ALENA) et l'expansion de l'Union européenne (UE). Il s'agissait aussi de tirer parti des immenses potentiels et complémentarités de la région afin de renforcer et d'approfondir les liens industriels au sein de l'ASEAN, notamment par le développement de petites et moyennes entreprises solides et compétitives.

ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE ALE

En 2022, le Cambodge a signé des Accords de Libre-Échange avec la Chine et la Corée du Sud, renforçant ainsi les échanges commerciaux avec ces deux pays.

Le partenariat stratégique entre les États-Unis et l'ASEAN est toujours en développement. S'il se concrétise, il offrirait aux deux parties des perspectives prometteuses.

Les relations entre la France et le Cambodge, malgré l'absence d'accords de libre-échange, sont solides. La France soutient le Cambodge dans divers secteurs, notamment l'éducation, les sciences, les infrastructures par l'intermédiaire de l'Agence Française de Développement (AFD), ainsi que la coopération militaire. La visite du Premier ministre Hun Manet en janvier 2024, qui a rappelé celle du roi en 2022 et de son prédécesseur en 2023, témoigne des relations dynamiques entre les deux pays.

L'ASEAN a permis au Cambodge de renforcer et faciliter ses échanges commerciaux avec les pays de la région. Un accord de partenariat économique global a par exemple été signé entre le Cambodge et les Émirats Arabes Unis en juillet 2023. Cet accord vise à renforcer les relations bilatérales, ouvrant ainsi leurs marchés respectifs et favorisant les investissements.

SOUTIEN À L'INTÉGRATION RÉGIONALE DE L'ASEAN ARISE

La relation entre l'ASEAN et l'Union européenne

dure depuis près de 50 ans. Actuellement, l'Union européenne est le deuxième partenaire commercial de l'ASEAN, tandis que cette dernière représente le troisième allié commercial pour l'Union européenne.

Entre 2013 et 2016, le programme ARISE a été créé dans le but de renforcer la coopération entre l'UE et l'ASEAN pour faciliter les échanges. Ce programme a été prolongé entre 2017 et 2022 sous le nom d'ARISE Plus. Il a agi à plusieurs niveaux, notamment en soutenant la mise en œuvre du plan directeur de l'AEC pour 2025 et en renforçant les capacités institutionnelles du secrétariat de l'ASEAN et de ses organes sectoriels.

Un exemple récent de cette coopération fructueuse entre l'ASEAN et l'UE est l'accord de CATA signé en octobre 2022. Cet accord a permis de rationaliser les 140 accords bilatéraux existants entre les pays membres des deux organisations dans le domaine du transport aérien, tout en facilitant de nouvelles liaisons entre les pays de l'UE et de l'ASEAN.

ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST ASEAN

L'ASEAN est une organisation régionale qui vise à renforcer la coopération entre ses membres dans les domaines économique, social, culturel, technologique, éducatif et sécuritaire. Elle a également été créée pour maintenir la stabilité économique et politique dans la région. À ce jour, l'ASEAN compte 10 États membres. Le Timor oriental est membre observateur depuis 2023, sa pleine adhésion n'ayant pas encore été finalisée en raison de réticences de l'Indonésie.

Le Cambodge a rejoint l'ASEAN en 1999. Il a assuré la présidence tournante de l'organisation en 2022, en accueillant le Sommet de l'ASEAN en novembre de la même année. La présidence actuelle est exercée par la Malaisie. Le rôle stratégique du Cambodge au sein de l'ASEAN consiste à développer et à renforcer les opportunités de coopération et de dialogue entre les membres, en particulier sur les questions de sécurité, de développement économique et social, et de maintien de la paix.

Être un membre actif et durable de l'ASEAN permet au Cambodge de renforcer son intégration régionale et internationale, notamment dans la zone Asie-Pacifique. Le Cambodge s'engage à contribuer à la paix et à la prospérité régionales et mondiales, en s'appuyant sur sa politique de « gagnant-gagnant » et sa participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies (avec notamment l'appui de la France). Fort de sa croissance socio-économique, le pays ambitionne de jouer un rôle moteur dans l'approfondissement de l'intégration régionale au sein de l'ASEAN afin de relever les défis actuels et futurs.

RÉGIME DE TARIF PRÉFÉRENTIEL EFFECTIF COMMUN CEPT

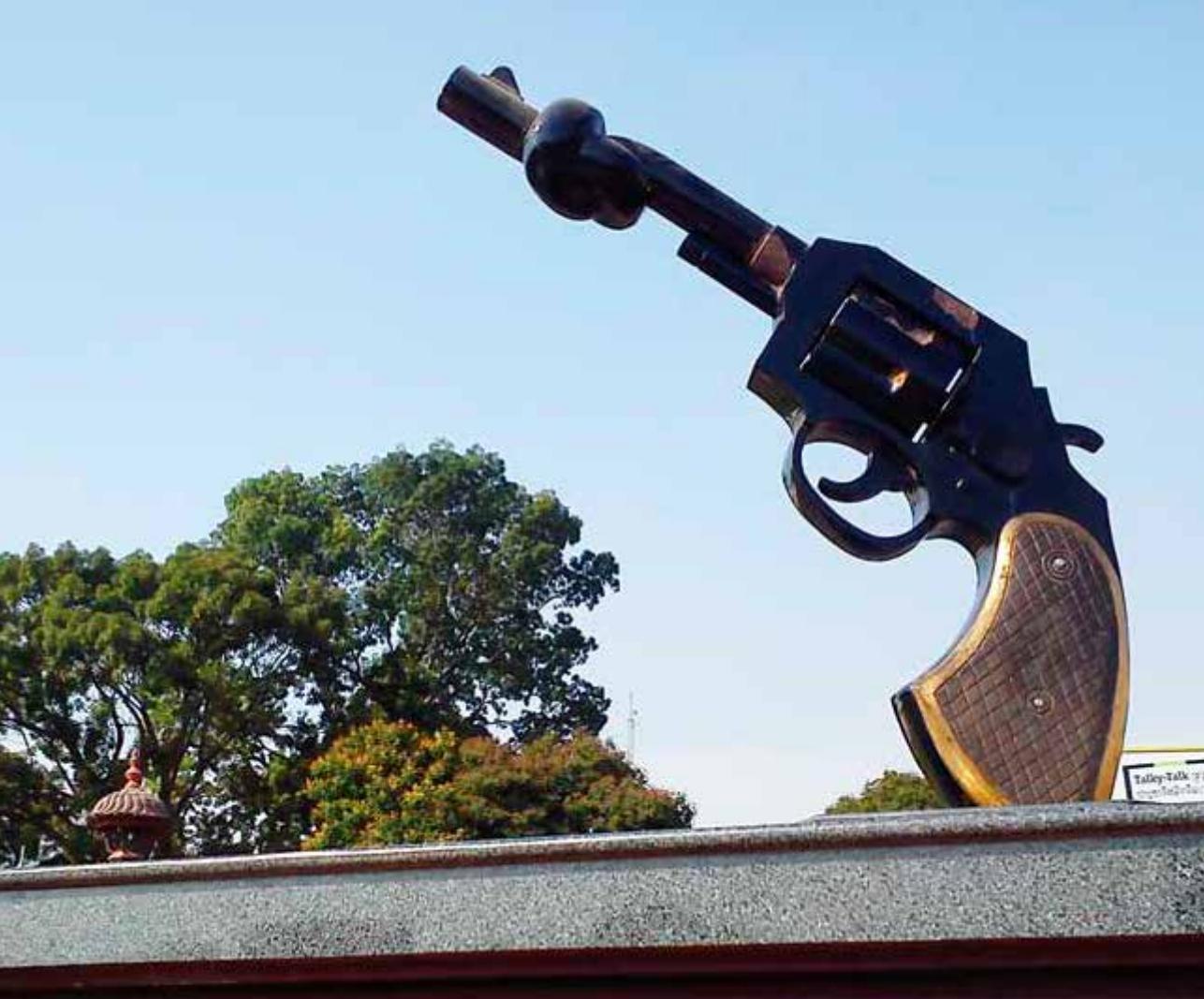
Le Cambodge s'est engagé dans le cadre du CEPT de l'AFTA à éliminer les droits de douane sur les importations de marchandises en provenance des autres pays membres de l'ASEAN. Cependant, des exemptions ont été accordées au Cambodge jusqu'en 2018.

Ces tarifs préférentiels s'appliquent aux membres de l'ASEAN. Les membres de l'ASEAN se sont également engagés à réduire les barrières non tarifaires, ainsi que les restrictions quantitatives et les limitations sur les changes.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE OMC

Depuis son adhésion à l'OMC le 13 octobre 2004, le Cambodge bénéficie d'un programme de désarmement tarifaire et d'un soutien technique de l'Organisation via un plan d'action en douze points visant à améliorer l'environnement des investissements et à faciliter le commerce.

En février 2016, le Cambodge a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC, qui est entré en vigueur le 22 février 2017. Cet accord comprend des mesures pour accélérer les procédures, le dédouanement et la circulation des marchandises, y compris celles en transit. Il favorise également une coopération efficace entre les douanes et d'autres autorités compétentes pour assurer la facilitation des échanges et la conformité aux procédures douanières.



PARTENARIAT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL GLOBAL RCEP

Le 15 novembre 2020, le Cambodge a signé le Partenariat économique global régional (RCEP), un vaste accord commercial de libre-échange qui lie les 10 pays membres de l'ASEAN à cinq autres pays : la Chine, la Corée, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ce partenariat est entré en vigueur pour le Cambodge le 1er janvier 2022. Il constitue le plus grand accord de libre-échange au monde en termes de PIB des pays membres.

Depuis son entrée en vigueur, les exportations du Cambodge vers le marché international ont connu une nette augmentation. Il est toutefois à noter que le Cambodge bénéficiait déjà d'accords de libre-échange, directement ou via l'ASEAN, avec les 14 autres pays parties au RCEP.

PRÉFÉRENCE TARIFAIRES «TOUT SAUF LES ARMES» TSA

Le régime tarifaire «Tout sauf les armes» (TSA) élimine les droits de douane et les contingents pour les importations de biens en provenance des pays les moins avancés, à l'exception des armes et des munitions.

Cependant, en raison de graves violations des droits de l'Homme, le Cambodge a été sanctionné par l'Union européenne, ce qui a conduit à la suspension des 20 % des préférences tarifaires accordées au Royaume depuis le 12 août 2020.

Malgré cela, l'UE reste le quatrième partenaire commercial du Cambodge (mais son troisième marché d'exportation, derrière les États-Unis et l'ASEAN).



Le Cambodge à l'horizon 2030

Projets de développement et ambitions nationales

Le projet du Cambodge à l'horizon 2030, n'est que la première étape d'un plan plus vaste : la stratégie Pentagonale. Ce plan constitue une évolution des deux précédents plans gouvernementaux - le plan triangulaire et le plan rectangulaire, initiés par l'ancien Premier Ministre Hun Sen. La stratégie Pentagonale s'étend sur le long terme, avec une perspective jusqu'en 2050, se concentrant sur cinq secteurs prioritaires, identifiés comme essentiels pour assurer une croissance durable du pays.

• PENTAGONE 1

DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

Objectifs : Accroître un capital humain en bonne santé, qualifié, capable de stimuler l'économie, valoriser les cultures locales et développer de nouvelles idées pour un développement socio-économique dynamique et durable.

Axes d'action :

- Amélioration de l'éducation, du sport, des sciences et des technologies;
- Développement des compétences techniques;
- Renforcement du système de santé et du bien-être;
- Amélioration du système de protection sociale et de la sécurité alimentaire;
- Promotion d'un cadre de vie urbain de qualité, fondé sur la moralité, l'égalité et l'inclusion.

• PENTAGONE 2

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET RENFORCEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ

Objectifs : Soutenir une croissance durable et résiliente à moyen et long terme, à travers le développement d'une base productive forte, la hausse de la valeur ajoutée, l'intégration des chaînes de production et logistiques, et l'attraction d'investissements dans les secteurs industriels émergents.

Axes d'action :

- Développement des secteurs clés et nouvelles sources de croissance;
- Renforcement de la connectivité et de l'efficacité des infrastructures: transport, logistique, énergie, eau et numérique;
- Amélioration de l'environnement d'affaires et d'investissement;
- Optimisation des zones économiques spéciales (ZES), incluant parcs industriels, agro-industriels et zones de libre-échange;
- Innovation dans les mécanismes et produits financiers pour soutenir l'investissement.

• PENTAGONE 3

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ET DE L'EMPLOI

Objectifs : Mettre le secteur privé au centre pour qu'il devienne le moteur principal de la croissance, un créateur d'emplois, de solutions innovantes et de compétitivité à l'échelle régionale et mondiale.

Axes d'action :

- Développement du marché du travail;
- Promotion des micro, petites et moyennes entreprises, des startups, de l'entrepreneuriat et du développement de l'économie informelle vers le formel;
- Renforcement des partenariats public-privé;
- Encouragement de la concurrence entre entreprises;
- Développement du système bancaire et des services financiers non bancaires.

• PENTAGONE 4

DÉVELOPPEMENT RÉSILIENT, DURABLE ET INCLUSIF

Objectifs : Adopter une approche holistique pour transformer le développement socio-économique du pays et faire face aux défis globaux, à l'instar du changement climatique et des incertitudes géopolitiques.

Axes d'action :

- L'optimisation de l'accroissement démographique, promotion de l'égalité des genres et amélioration de la résilience démographique;
- Gestion durable des ressources naturelles, du patrimoine culturel et du tourisme;
- Développement de l'agriculture et des zones rurales;
- Modernisation de la gestion urbaine;
- Mise en œuvre de politiques de durabilité environnementale et d'adaptation climatique, promotion de l'économie verte.

• PENTAGONE 5

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SOCIÉTÉ NUMÉRIQUES

Objectifs : Exploiter le potentiel des technologies numériques comme levier de la croissance économique, de modernisation administrative et de transformation sociale.

Axes d'action :

- Mise en place d'un gouvernement et d'une société digitalisés;
- Développement de l'économie numérique, du commerce électronique, des entreprises numériques et de l'innovation technologique;
- Construction et expansion des infrastructures numériques;
- Renforcement de la cybersécurité et de la gouvernance numérique;
- Développement des technologies financières (fintech).

Ce plan Pentagonal a pour ambition de concrétiser la «Vision 2050» du Cambodge : devenir un pays à revenu élevé, une nation prospère, dotée d'une économie résiliente, d'un peuple instruit et d'une influence renforcée sur les scènes régionales et mondiales.

Il s'agit d'un chemin ambitieux, jalonné de défis mais aussi riche en opportunités, pour garantir un avenir prospère et durable au Cambodge au XXI^e siècle.



TRUE.Values.

OCS Cambodia.

OCS Cambodia provides facilities services to clients across multiple key sectors. Services include cleaning, pest control, security, hard services, front-of-house, and integrated facilities management.

Our teams are trained to deliver consistent outcomes in regulated and operationally sensitive environments.

We support multinational clients with a focus on compliance, safety, and day-to-day continuity.



OCS Global.

OCS operates across the **UK, Europe, Asia Pacific, and the Middle East**. We serve **8,000 customers** through a workforce of **130,000 people**.

Our teams work in critical environments where service quality, safety, and uptime are essential.

We enable organisations to function reliably, through services structured around people and performance.

Sectors.

- Corporate
- Retail
- Manufacturing
- Infrastructure, Aviation
- Healthcare
- Banking Services
- Education
- Public Sector, Embassy, & UN Agencies
- Hospitality
- Transport, Distribution, & Logistics

Our Services.



Facilities Management



Cleaning



Security



Window Abseiling Cleaning



Hard Services



Pest Control



Landscaping



Front of House & Concierge Service

CHAPITRE II

POLITIQUES ET FINANCEMENTS INTERNATIONAUX



Les accords commerciaux et partenariats bilatéraux

À la fin de l'année 2024, le volume total des échanges commerciaux du Cambodge a atteint environ 54,74 milliards de dollars US. Toutefois, le pays a enregistré un déficit commercial de 2 milliards de dollars US, avec des exportations de plus de 25 milliards de dollars US et des importations totalisant plus de 27 milliards de dollars US.

CHINE

En 2024, le commerce bilatéral entre le Cambodge et la Chine a continué de croître, atteignant 15,19 milliards de dollars US, soit environ 30% du commerce extérieur total du Cambodge. Les exportations cambodgiennes vers la Chine ont augmenté de 18,4%, totalisant 1,75 milliard de dollars US, tandis que les importations en provenance de Chine ont progressé de 24,6%, atteignant 13,44 milliards de dollars US. Le déficit commercial avec la Chine a atteint 11,69 milliards de dollars US, un chiffre en augmentation par rapport à 2023. La Chine reste le premier investisseur étranger au Cambodge, avec des investissements en 2024 de près de 6,9 milliards de dollars US, représentant environ 50% des investissements étrangers directs dans le pays. En réalité, l'excédent commercial chinois sur le Cambodge est largement un excédent chinois sur les Etats-Unis, et pas seulement dans le secteur-phare des exportations cambodgiennes qu'est le textile au sens large.

L'accord de libre-échange Cambodia-China Free Trade Agreement (CCFTA) ainsi que l'accord Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) ont contribué à renforcer ces échanges commerciaux, facilitant – dans une certaine mesure – les exportations cambodgiennes vers la Chine, notamment dans le secteur agricole.

ÉTATS-UNIS

Les échanges commerciaux entre le Cambodge et les États-Unis ont augmenté de 11,3% en 2024. La balance commerciale est particulièrement favorable au Cambodge, avec des exportations atteignant près de 10 milliards de dollars US,

tandis que les importations sont restées faibles, à 264 millions de dollars US.

Le président américain avait initialement frappé les exportations cambodgiennes de droits de 49%, les plus élevés au monde, en raison de la proximité du Cambodge avec la Chine et du fait qu'une bonne part des exportations américaines proviennent de Chine. Cambodge et Thaïlande ayant accepté un cessez-le-feu promu par les États-Unis, les droits seront finalement de 19% pour les deux pays. Cela ne devrait donc pas avoir trop – relativement aux concurrents du Cambodge – d'effet sur la compétitivité des exportations cambodgiennes.

UNION EUROPÉENNE

Les échanges bilatéraux ont atteint 7 milliards de dollars US en 2024, faisant de l'Union européenne le troisième marché d'exportation du Cambodge – il était le deuxième avant le Brexit –, qui dégage ainsi un excédent de 5,1 milliards de dollars US. Nul doute qu'en tant que partenaire commercial, l'Union européenne contribue très largement au développement socio-économique du Cambodge ; plus que certains pays ayant un commerce développé, mais au prix d'un excédent très élevé sur le Cambodge.

Outre les accords avec la Chine, les États-Unis, le Vietnam, le Japon et la Corée du Sud, le Cambodge a également signé d'autres accords commerciaux avec des pays comme l'Australie, le Royaume-Uni, et l'Inde.

Ces accords visent à diversifier les partenariats commerciaux du Cambodge et à renforcer les secteurs tels que le textile, l'agriculture et l'industrie.

VIEETNAM

Le commerce entre le Cambodge et le Vietnam a atteint 10 milliards de dollars US en 2024. Les exportations cambodgiennes vers le Vietnam ont augmenté de 37,7%, atteignant 2,2 milliards de dollars US, tandis que les importations en provenance du Vietnam ont augmenté de 12,9%, totalisant 2,4 milliards de dollars US.



La balance commerciale est légèrement déficitaire, mais l'échange reste important pour le Cambodge, faisant du Vietnam le deuxième partenaire commercial du pays après la Chine.

JAPON

Le volume des échanges commerciaux avec le Japon a atteint 2,2 milliards de dollars US en 2024, en hausse par rapport aux années précédentes. Les investissements japonais dans des secteurs comme l'industrie, l'agriculture et les infrastructures ont également continué à croître, consolidant les relations économiques entre les deux pays.

CORÉE DU SUD

Les échanges commerciaux avec la Corée du Sud ont atteint 762 millions de dollars US en 2024, marquant une augmentation de 11,49% par rapport à l'année précédente.

L'accord de libre-échange Cambodia-Korea Free Trade Agreement (CKFTA), entré en vigueur récemment, a contribué à cette croissance en facilitant les exportations cambodgiennes vers la Corée du Sud. La Corée du Sud reste un

investisseur important dans des secteurs tels que la finance, l'agriculture, l'immobilier et l'industrie manufacturière.

Par exemple :

- L'Australie est un partenaire important pour les exportations agricoles du Cambodge, notamment le riz et les produits de la mer.
 - Le Royaume-Uni continue de renforcer ses liens commerciaux avec le Cambodge après le Brexit, avec une attention particulière portée à l'exportation de produits textiles et de vêtements.
 - L'Inde joue un rôle croissant en tant qu'investisseur dans l'industrie pharmaceutique et les infrastructures.
- Le Cambodge s'efforce également de diversifier ses relations commerciales avec des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique, cherchant à attirer des investissements dans les secteurs non traditionnels, comme les énergies renouvelables et les technologies.

Commerce international

Le Cambodge continue de se distinguer dans la région ASEAN, se classant comme le deuxième pays avec le taux de croissance le plus élevé. En 2024, le taux de croissance du commerce extérieur a été estimé à environ 6%, soutenu par une augmentation notable de la balance commerciale de 16,9%, atteignant ainsi 54,7 milliards de dollars US, contre 46,8 milliards de dollars US en 2023. Cette évolution reflète une forte dynamique commerciale, où les exportations ont progressé de 15,7%, atteignant 22,2 milliards de dollars US, tandis que les importations ont augmenté de 18%, s'élevant à 28,5 milliards de dollars US en 2024.

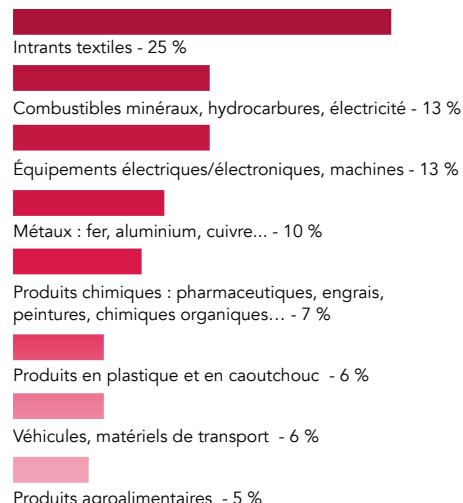
LES IMPORTATIONS

En 2024, les importations restent l'une des charges les plus élevées de la balance commerciale cambodgienne. Près de 47% des importations totales proviennent de Chine, avec une augmentation de 24,6%, atteignant 13,44 milliards de dollars US. La Chine exporte principalement des matières premières destinées aux usines cambodgiennes, ainsi que des produits de consommation courante, aliments et boissons, des véhicules, des machines, des matériaux de construction, des produits électroniques, des produits pharmaceutiques et des produits agricoles.

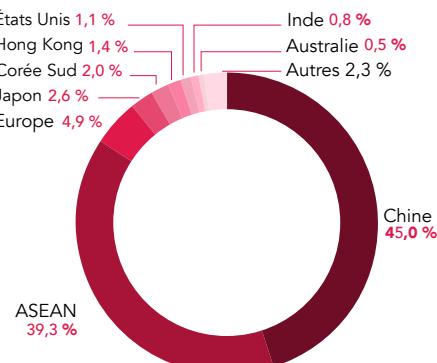
Les autres importations majeures viennent principalement des pays voisins de l'ASEAN, avec des volumes importants provenant du Vietnam (4,2 milliards de dollars US), de la Thaïlande (3,45 milliards de dollars US), de l'Indonésie (1 milliard de dollars US), de Singapour (800 millions de dollars US) et de Malaisie (718 millions de dollars US).

En termes de produits spécifiques, certains ont vu des augmentations significatives des importations en 2024, dont le cuivre, avec une hausse spectaculaire de 93,3%, atteignant 276,2 millions de dollars US. Les métaux, l'acier ainsi que le caoutchouc figurent également parmi les autres produits dont les importations ont augmenté, respectivement de 69,6% et 66,3%.

PRODUITS IMPORTÉS AU CAMBODGE (2024)



IMPORTATIONS PAR PAYS



Les secteurs de l'énergie et de l'agroalimentaire représentent les plus grosses importations, avec 5,8 milliards de dollars US pour l'énergie (20,3% des importations totales), suivis par l'industrie agroalimentaire (4,2 milliards de dollars US, soit 14,8%) et l'industrie textile et de l'habillement (3,1 milliards de dollars US, représentant environ 10,8%). Enfin, les produits chimiques divers ont connu une baisse importante entre 2023 et 2024, avec une chute de 45%, passant de près de 1 milliard de dollars à environ 543 millions de dollars.

LES EXPORTATIONS

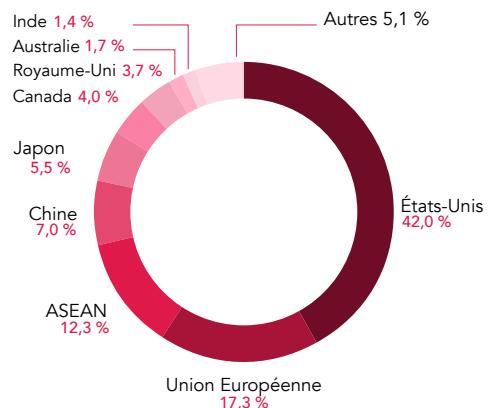
En 2024, les exportations cambodgiennes ont augmenté de 15,7%, passant de 22,6 milliards de dollars US à 26,1 milliards de dollars US. Les principales exportations sont dominées par le secteur du textile, avec 11,7 milliards de dollars US, dont une large partie est destinée aux États-Unis, un marché clé qui représente près de 10 milliards de dollars US des exportations cambodgiennes. Les autres destinations majeures pour les exportations cambodgiennes comprennent le Vietnam (3,6 milliards de dollars US), la Chine (1,7 milliard de dollars US), le Japon (1,4 milliard de dollars US), le Canada (1,1 milliard de dollars US) et l'Espagne (1 milliard de dollars US). Contrairement aux importations, les exportations cambodgiennes sont relativement diversifiées à l'échelle mondiale.

En plus des produits textiles, les exportations cambodgiennes comprennent des matières premières comme le caoutchouc, le cuir et le bois (environ 3,9 milliards de dollars US), ainsi que des produits de l'industrie agroalimentaire (3,5 milliards de dollars US). Le secteur des équipements et machines représente 2,6 milliards de dollars US, et les produits de loisirs, maison et bien-être s'élèvent à environ 1,5 milliard de dollars US.

PRODUITS EXPORTÉS AU CAMBODGE (2024)



EXPORTATIONS PAR PAYS

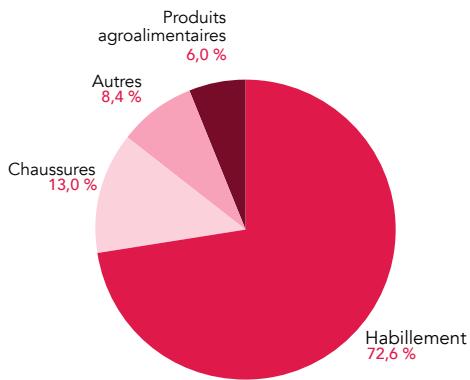


Échanges commerciaux France-Cambodge

En 2024, les échanges commerciaux entre la France et le Cambodge ont atteint 1,51 milliard d'euros, marquant une augmentation d'environ 20% par rapport à l'année précédente. Cette hausse a été principalement impulsée par l'augmentation des importations en provenance du Cambodge, particulièrement dans le secteur de l'habillement, qui a progressé de 20,8%. Les importations françaises en provenance du Cambodge ont ainsi totalisé 1,357 milliard d'euros en 2024, compensant partiellement la diminution de 26,9% des exportations françaises vers le Cambodge, cette tendance s'expliquant par la réduction drastique des exportations de produits de fonderie et métallurgie de 99,1%, passant de 35,4 millions d'euros à seulement 313 000 euros en 2024.

En termes de classement, en 2023, le Cambodge occupait la 67^e place parmi les partenaires commerciaux de la France. Le Cambodge se positionne comme le 103^e client de la France, le 58^e fournisseur et le 35^e pays avec lequel la France enregistre le plus grand déficit commercial. Il représente 0,029% des exportations françaises dans le monde.

IMPORTATIONS FRANÇAISES



Les importations françaises en provenance du Cambodge ont augmenté de 13,8% entre 2023 et 2024. Ces importations sont dominées par le secteur de l'habillement, qui représente 72,6% du total des importations, soit environ 1,010 milliard d'euros. Les chaussures et les produits agroalimentaires constituent les deux autres catégories les plus importantes, représentant ensemble près de 20% des importations (respectivement 13% et 6%), pour un montant total d'environ 280 millions d'euros.

Malgré une augmentation des importations cambodgiennes, les exportations françaises vers le Cambodge ont diminué de 26,9% en 2024 par rapport à 2023. Parmi les principales exportations françaises vers le Cambodge, les produits agroalimentaires occupent une place importante, enregistrant une augmentation de 3% entre 2022 et 2024, pour atteindre 43,3 millions d'euros en 2024. Cette catégorie est principalement dominée par les produits alimentaires divers, qui représentent 20,2 millions d'euros, soit presque la moitié de la valeur totale des exportations agroalimentaires. En outre, les boissons, y compris le vin et les boissons alcoolisées et rafraîchissantes, représentent environ 35,5% des exportations agricoles françaises vers le Cambodge.

Les produits pharmaceutiques occupent la deuxième place parmi les exportations françaises, avec environ 38,7 millions d'euros d'exportations en 2024. La France est le deuxième fournisseur de produits pharmaceutiques au Cambodge, derrière l'Inde. Les entreprises françaises telles que Sanofi, Pierre Fabre et Servier sont des acteurs clés dans ce secteur.

Enfin, les machines et équipements divers représentent environ 6% des exportations françaises vers le Cambodge. En particulier, les exportations de machines à usage divers ont connu une augmentation spectaculaire de 116% entre 2023 et 2024.

Programmes de soutien et institutions internationales

L'accès aux financements au Cambodge se fait par différentes voies, principalement des programmes de soutien proposés par des institutions internationales et locales.

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT AFD

L'Agence Française de Développement (AFD) est présente au Cambodge depuis 1993. Elle joue un rôle clé dans le financement de projets de développement dans divers secteurs stratégiques. Chaque année, l'AFD consacre environ 100 millions d'euros à des projets au Cambodge, portant la totalité de ses financements à 880 millions d'euros depuis son implantation, répartis sur 133 projets différents. Les secteurs ciblés par l'AFD sont variés, incluant :

- L'assainissement de l'eau;
- Le développement durable;
- Les systèmes d'irrigation;
- Les infrastructures de transport;
- Les centres de formation.

L'AFD soutient ainsi le développement de projets clés en matière d'infrastructures et de services essentiels, contribuant à la croissance économique et à l'amélioration des conditions de vie au Cambodge.

PROPARCO

Proparco, une filiale de l'AFD, se concentre sur le financement et le soutien aux entreprises privées. Elle intervient dans des secteurs clés pour le développement économique et social du Cambodge. Proparco soutient des projets dans des domaines tels que :

- Les infrastructures (en particulier les énergies renouvelables);
- L'agroalimentaire;
- Les institutions financières;
- La santé;
- L'éducation.

Les interventions de Proparco ont pour objectif de renforcer la contribution du secteur privé à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), tout en promouvant une croissance économique inclusive et durable. En soutenant des projets d'infrastructures et des initiatives privées, Proparco joue un rôle crucial dans la stimulation de l'investissement privé au Cambodge, en particulier dans des secteurs à fort potentiel pour la transition écologique et la durabilité.



Les Investissements Directs Etrangers

Au cours des dernières années, le Cambodge a connu une dynamique soutenue en matière d'investissements directs étrangers (IDE), renforçant ainsi sa position comme l'un des pôles attractifs d'Asie du Sud-Est pour les capitaux internationaux. En 2023, les IDE entrants ont atteint environ 4 milliards USD, en hausse de 10,6% par rapport à 2022 (3,6 milliards USD). Ce rebond, intervenant dans un contexte mondial encore marqué par des tensions économiques, témoigne de la résilience et de l'attractivité croissante du pays. À la fin de l'année 2024, le stock total d'IDE au Cambodge s'élevait à plus de 55 milliards d'USD. Contrairement à la tendance régionale, où les flux d'investissements vers les pays en développement ont chuté de 7%, le Cambodge a maintenu une croissance soutenue, portée par des réformes favorables à l'investissement, une stabilité politique, et sa participation à plusieurs

accords commerciaux régionaux tels que le RCEP (Partenariat économique régional global) et tous les accords de l'ASEAN.

PRINCIPAUX PAYS INVESTISSEURS

La Chine reste, et de loin, le principal investisseur au Cambodge. En 2024, elle représentait environ 50% des IDE entrants, soit près de 3,43 milliards USD (les investissements taïwanais, qui ne sont pas clairement distingués dans les statistiques cambodgiennes, en représentent environ 6 à 7 points). Elle est suivie par des pays comme le Vietnam (8,1%), la Corée du Sud, Singapour, le Japon, la Malaisie, la Thaïlande, le Canada et le Royaume-Uni. À noter également que le secteur privé national cambodgien contribue significativement, représentant près de 34% des projets approuvés.

Evolution des flux d'investissements vers le Cambodge (en M USD)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Flux	1823	2476	2786	3213	3663	3625	3483	3579	3959	4395
Stock d'IDE	21901	24377	27049	30370	34030	36903	41025	44537	48420	52670

UNE PRÉSENCE FRANÇAISE CONCRÈTE AU CAMBODGE

Cette situation contraste fortement avec la présence économique française réelle dans le pays. Bien que les investissements financiers soient peu visibles dans les statistiques officielles, plusieurs grandes entreprises françaises sont implantées durablement au Cambodge, parfois depuis de nombreuses années, et y mènent des activités industrielles, commerciales ou de services. Il devient toutefois difficile de retracer tous les investissements des entreprises françaises, dont nombre ne viennent pas directement de France.

Parmi elles, Vinci Airports occupe une place majeure grâce à la gestion des principaux aéroports internationaux du Cambodge. Cette présence d'envergure illustre l'importance des entreprises

françaises dans le secteur des infrastructures aéroportuaires, un domaine stratégique pour le développement économique du pays. Parallèlement, la filiale Vinci Construction Grands Projets intervient dans des projets d'infrastructures publics, renforçant la présence française dans la construction et le génie civil au Cambodge. Le groupe Saint-Gobain est également bien implanté, notamment dans la fabrication et la distribution de matériaux de construction tels que les plaques de plâtre et les isolants, contribuant ainsi à moderniser le secteur du bâtiment local ; dans la fourniture de canalisations pour l'adduction d'eau également (PAM). De même, Legrand et Schneider, spécialistes mondiaux des équipements électriques, proposent au Cambodge des solutions adaptées à la croissance des infrastructures résidentielles et tertiaires.

Dans le secteur agroalimentaire, Danone s'est positionné par des partenariats locaux pour fournir des produits laitiers et de nutrition infantile, tandis que Newrest est un acteur reconnu dans la restauration collective, notamment dans les services aéroportuaires. Par ailleurs, Pernod Ricard est très actif dans la distribution et la promotion de ses spiritueux, profitant d'un marché en expansion (les vins et spiritueux français occupent la première place au Cambodge). Le groupe Michelin assure la distribution de pneus de qualité, répondant à une demande croissante dans le secteur automobile cambodgien. Enfin, la BRED Banque Populaire est la seule banque française – et même européenne – présente localement, offrant un soutien financier aux entreprises françaises et aux échanges commerciaux bilatéraux.

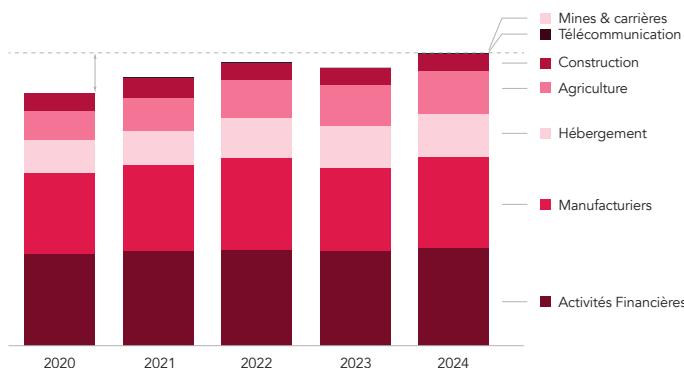
Au-delà de ces grands groupes, de nombreuses petites et moyennes entreprises françaises des Français·es de l'étranger (EFE), souvent membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge (CCIFC), participent activement à l'économie locale. Elles interviennent dans des

secteurs variés tels que le conseil, l'éducation, le numérique, l'agriculture, la distribution et l'hôtellerie-restauration. Cette présence variée et concrète illustre que, malgré des flux financiers modestes, la France dispose d'une implantation solide au Cambodge. Elle représente un socle important pour développer plus largement les investissements directs étrangers français dans les années à venir.

RÉPARTITION SECTORIELLE

En 2024, la majeure partie des investissements s'est dirigée vers le secteur industriel, avec 394 projets totalisant 4,8 milliards USD. Les infrastructures ont accueilli 8 projets pour un montant de 1,3 milliard USD, tandis que le tourisme a bénéficié de 4 projets pour 738 millions USD, et l'agriculture/agro-industrie de 8 projets représentant 121 millions USD. Cette répartition confirme une concentration des investissements sur les chaînes de valeur industrielles, les projets logistiques, et le développement des infrastructures.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (2020-2024)



UNE IMPLANTATION SECTORIELLE DIVERSIFIÉE

Infrastructure et logistique

Le groupe Vinci, via Cambodia Airports, gère les principaux aéroports internationaux du pays (Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville). CMA-CGM, géant du transport maritime, est également très actif dans la logistique et l'acheminement des marchandises à destination du Cambodge, notamment via le port de Phnom Penh.

Énergie et environnement

TotalEnergies est présent depuis de nombreuses années dans la distribution de carburants et de produits pétroliers. L'entreprise contribue à la modernisation des infrastructures de distribution et à l'amélioration de la sécurité énergétique.

Hôtellerie et tourisme

Accor, l'un des leaders mondiaux de l'hôtellerie, opère plusieurs établissements au Cambodge sous les marques Sofitel, Novotel, ibis Styles et Raffles. Ces établissements participent à l'essor touristique du pays, notamment à Siem Reap, porte d'entrée des temples d'Angkor.

Commerce de détail et distribution

Decathlon a ouvert son premier magasin au Cambodge en 2021 à Phnom Penh. L'entreprise propose une large gamme d'articles de sport à des prix accessibles, visant une clientèle à la fois locale et expatriée. Son implantation témoigne du potentiel du marché cambodgien en matière de consommation urbaine émergente.

Agroalimentaire et spiritueux

Pernod Ricard est présent au Cambodge via la distribution de ses principales marques de spiritueux (Ricard, Chivas, Absolut, etc.). L'entreprise bénéficie d'une solide notoriété auprès des classes moyennes urbaines et du secteur de l'hôtellerie haut de gamme.

Automobile et mobilité

Le groupe Stellantis, maison mère de Peugeot, commercialise des véhicules au Cambodge via un réseau de concessionnaires. Le marché automobile reste de niche, mais en croissance constante, avec une demande accrue pour les modèles urbains et utilitaires.

Industrie et pneumatiques

Michelin est présent de manière indirecte à travers l'importation et la distribution de ses pneus via des partenaires locaux. Le développement des infrastructures routières et la motorisation croissante du pays soutiennent la demande.

Santé et pharmacie

Sanofi, acteur majeur de la santé, distribue ses médicaments et vaccins au Cambodge via des partenariats locaux. Le marché pharmaceutique, encore en structuration, bénéficie de la reconnaissance de la qualité française en matière de soins et de prévention.

Banque et services financiers

BRED Banque Populaire, filiale du groupe BPCE, est présente à Phnom Penh depuis 2017. Elle offre des services bancaires aux particuliers comme aux entreprises, avec une expertise dans les solutions de financement pour les sociétés étrangères et locales.

Services professionnels et entrepreneuriat

Outre ces grands groupes, de nombreuses PME et startups fondées par des Français sont actives dans les secteurs de la restauration, de l'agroalimentaire, de l'ingénierie, du design, du digital ou encore du conseil. Cette communauté entrepreneuriale contribue au dynamisme économique local, en apportant des savoir-faire techniques, une capacité d'innovation et une forte proximité avec les besoins du marché cambodgien.





HAMARIYA
Kampuchea Paramed

« Caring means respecting, listening, and preserving dignity. »

ABOUT US

With more than 10 years of trusted experience in Phnom Penh and Siem Reap, Hamariya clinic offers home and hotel medical care.

Our multidisciplinary team of doctors, nurses, and therapists speaks Khmer, French, and English, delivering care that is professional, compassionate, and tailored to your needs 24/7.

We bring hospital-grade care to your door, so you can heal where you feel safest.

OUR MEDICAL & SUPPORT SERVICES

- Homecare & Palliative Care
- Caregivers at Home
- Home Nursing Care
- Medical Repatration
- Psychiatry & Addictions
- Rehabilitation & Convalescence Care
- Medical Consultations & Care Coordination
- Training & Care Prevention
- First Aid for Events



PHNOM PENH

HAMARIYA Phnom Penh
Le Grand Mékong Serviced Apartments,
253-255 Preah Sisowath Quay, Phnom Penh

📞 +855 96 231 4342

✉️ homecare.pp@hamariya.com
Hamariyahomecare.com

SIEM REAP

HAMARIYA Siem Reap
56N Melbourne Avenue, Krong Siem Reap

📞 +855 97 601 5414

✉️ reception_sr@hamariya.com
Hamariyahomecare.com

CHAPITRE III

SECTEURS D'AVENIR



Agriculture

Un secteur porteur en évolution



UN SECTEUR CENTRAL POUR LE PAYS

Avec 79% de la population vivant en milieu rural, l'agriculture est l'un des secteurs les plus importants de l'économie au Cambodge, représentant 22,2% du PIB (Banque mondiale, dernières données disponibles) et employant directement 36% de la population, soit 6 millions de personnes. Selon le recensement de 2023, le Cambodge compte près de 1,85 million de ménages agricoles contre 2,13 millions en 2013, reflétant un changement vers des exploitations plus grandes. Parallèlement, la valeur ajoutée agricole a fortement augmenté, passant de 4,3 milliards d'euros en 2013 à 6,5 milliards d'euros en 2023, augmentant de 51%.

Selon l'Institut national de la statistique, 75% des exploitations ont une superficie de un ou deux hectares et 98% des agriculteurs en sont propriétaires. La production agricole représentait pour 59% des exploitations plus de la moitié de leur revenu total. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) identifie plusieurs secteurs autour desquels l'agriculture cambodgienne est structurée. Les cultures occupent la première place, représentant environ 54% du PIB agricole, suivies par la pêche (25%), l'élevage (15%) et la sylviculture (6%).

En 2024, environ 569 millions de dollars ont été alloués à ce ministère, contre 367 millions de dollars en 2023 (+55%), une augmentation entre 2023 et 2024 suivant déjà la tendance des années précédentes.

DES CULTURES DIVERSIFIÉES

Le riz est la principale culture du Cambodge, représentant 95% des plantations céréalières, permettant au Cambodge de répondre entièrement à ses besoins et contribuant à 15% du PIB global du pays (rapport d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières). En 2024, plus de 445 000 tonnes de riz ont été exportées pour un montant de 335 millions de dollars US (rapport de la Fédération Cambodgienne du Riz), principalement vers l'Union européenne, la Chine et l'ASEAN. Malgré cela, le Cambodge a un niveau d'exportation plus faible que ses voisins thaïlandais et vietnamiens.

L'agriculture cambodgienne comprend aussi des productions de manioc, maïs, noix de cajou, caoutchouc, sucre de canne, fruits (mangues, bananes, durians...) et légumes (concombres, choux...). Ces productions répondent aux besoins du pays et sont exportées vers l'Asie ou vers l'Union européenne. Le Cambodge importe chaque année près de 30% de ses fruits et légumes.

De plus, l'élevage représente une source de revenus pour plus de 1,4 million de ménages agricoles et permet de couvrir environ 80% de la demande intérieure (rapport de GIZ), le reste venant de Thaïlande et du Vietnam. La filière halieutique représente 22% du PIB agricole du pays et est une source de revenus pour plus de 60 000 ménages agricoles.

Ainsi, en 2024, le Cambodge a exporté pour 11,7 millions de tonnes de produits agricoles, une augmentation de 34% par rapport à 2023, engendrant un revenu de 4,8 milliards de dollars US. Mais l'industrie agroalimentaire reste sous-développée, représentant 2,4% du PIB en 2018. Le pays importe donc une grande partie des matières premières depuis le Vietnam ou la Thaïlande. La promotion de cette industrie est centrale pour le gouvernement qui essaie d'attirer des investisseurs via des mesures incitatives (exonération fiscale, réduction des coûts de l'électricité...).

DES DÉFIS LOGISTIQUES À RÉSOUTRE

Le Cambodge doit aussi faire face à des défis logistiques et mettre en place des projets afin de les résoudre. Tout d'abord, le réseau électrique est en amélioration malgré des difficultés concernant les coûts et la couverture. L'AFD et Electricité du Cambodge (EDC) sont à l'origine d'un projet d'extension et de modernisation du réseau national d'électricité qui aidera les agriculteurs.

Le manque d'infrastructures logistiques et leur coût, notamment en milieu rural, entrave aussi la croissance du secteur. L'AFD finance un projet d'amélioration du réseau routier qui permettra de pallier en partie ces problèmes. Les infrastructures maritimes se modernisent mais le Cambodge reste encore très dépendant des ports étrangers pour exporter sa marchandise.

Enfin, l'usage de la mécanisation progresse malgré des freins liés à la taille des exploitations et aux revenus des agriculteurs. De fait, le Ministère de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches (MAFF) collabore avec le secteur privé pour aider les producteurs à intégrer leur utilisation et répondre à la diminution de la main-d'œuvre agricole (80% en 1993 contre 32% aujourd'hui).

LE DÉVELOPPEMENT LIMITÉ DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET PROTÉGÉE

La demande de produits agricoles sains est de plus en plus forte et incite au développement de l'agriculture biologique. Le marché biologique cambodgien s'est développé avec deux principaux systèmes de certifications biologiques,

l'USDA NOP et l'EU Organic. Le riz, le poivre et les herbes représentent aujourd'hui les cultures biologiques principales. L'agriculture biologique est cependant quasi inexistante, représentant seulement 0,5% des exploitations (GIZ, 2019). De plus, les pesticides sont encore très présents dans l'agriculture. Pour rendre l'agriculture plus durable et respectueuse, le Cambodge doit développer la formation des producteurs concernant le bio et renforcer le contrôle sur les importations et la vente de produits chimiques.

Certains produits bénéficient d'une Indication Géographique (IG) garantissant l'origine ainsi que le respect d'un cahier des charges lors de la production. Au Cambodge, un consortium d'ONG mené par le Gret et soutenu par l'AFD a déjà fait de trois produits emblématiques du pays des IG : le poivre de Kampot, le sucre de palme de Kampong Speu, le miel sauvage du Mondolkiri.

LE RISQUE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Cambodge est considéré comme vulnérable face au changement climatique du fait de sa production (près de 80% de l'agriculture repose sur les conditions climatiques du pays) mais aussi du fait du manque d'adaptation du secteur agricole. En 2024, le pays connaît une saison sèche très longue qui, couplée à la mauvaise gestion des ressources hydrauliques et à la faiblesse du système d'irrigation, a entraîné la perte d'une partie de la production agricole. En outre, 48% des villages ont subi des épisodes de sécheresse et 39% ont été touchés par des inondations.

L'AGRICULTURE SUR LE PLAN POLITIQUE

L'agriculture est un secteur majeur du Plan Pentagonal et plusieurs objectifs ont été mis en avant dont la modernisation des pratiques agricoles (utilisation des machines, irrigation améliorée..), le soutien financier et technique (formation, accès au crédit, subventions...) et le développement des infrastructures rurales (routes, installations de stockage...). Le Plan a également pour objectif d'encourager les partenariats public-privé dans le secteur agroalimentaire.

Le Cambodge a renforcé ses relations commerciales au cours des dernières années en signant des accords bilatéraux ou régionaux :

- Le RCEP (*Regional Comprehensive Economic Partnership*) entré en vigueur en 2022 et permettant au Cambodge d'avoir accès à des marchés clés comme la Corée, le Japon ou encore l'Australie.
- Les accords de février 2025 visant à la coopération avec les Philippines visant à accroître les échanges agricoles entre les pays.
- Le nouveau protocole signé courant avril 2025 avec la Chine autorisant le Cambodge à exporter des produits agricole et venant s'ajouter à l'Accord de libre-échange Cambodge-Chine (CCFTA), entré en vigueur en 2022 et permettant l'exportation d'environ 350 produits agricoles vers la Chine.



Le Fonds de Développement Agricole (FIDA) a également mis en place différents projets suivant le Plan Pentagonal. Le FIDA a développé le COSOP, un programme définissant les grandes priorités pour le pays dans le secteur agricole. Les objectifs stratégiques du COSOP pour le Cambodge sont l'augmentation des capacités de production et des revenus de 250 000 ménages agricoles ainsi que le renforcement de la durabilité environnementale et de la résilience climatique.

Parmi les projets évoqués dans le COSOP, deux sont en cours pour l'année 2025. Tout d'abord, le projet ASPIRE-AT (Agriculture Services Program for an Inclusive Rural Economy and Agriculture Trade) ayant pour objectifs de diminuer la pauvreté dans les milieux ruraux tout en développant une agriculture durable, ce qui passe par les formations, l'assistance technique et l'innovation.

Le second projet est le CAISAR (Climate Adaptive Irrigation and Sustainable Agriculture for Resilience) qui vise à améliorer l'adaptation des petites exploitations au changement climatique et renforcer les capacités des institutions locales et des ministères en charge du projet.

Enfin, la Banque mondiale et le Cambodge ont à partir de juin 2024 mis en place le projet «Cambodia Water Security Improvement Project» (CaWSIP) visant à améliorer la qualité de l'eau et à remettre à neuf les équipements hydrauliques pour garantir la sécurité hydraulique du pays. Le projet CaWSIP permettra aussi aux agriculteurs d'obtenir des aides afin d'adopter de nouvelles technologies plus respectueuses de l'environnement. Ce projet de 145 millions de dollars devrait permettre à près de 115 000 personnes de bénéficier de ces avancées à l'horizon 2030.

La CCIFC tient à remercier East-West Seed pour sa contribution à la rédaction de ce chapitre.

LES PROJETS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AU CAMBODGE

Plusieurs organisations internationales financent et mettent en œuvre des projets dans le but de développer le secteur agricole, les infrastructures mais aussi d'aider les agriculteurs.

L'AFD accompagne ainsi le gouvernement dans sa stratégie de développement rural à travers trois projets :

- Agriter Phase III qui prévoit l'amélioration de la transition des exploitations engagées dans l'agro-écologie en diffusant les savoirs et savoir-faire via la formation, la sensibilisation du grand public et les collaborations entre réseaux (notamment Nord-Sud).
- CapFish qui a pour but de répondre aux contraintes du secteur de l'aquaculture pour assurer une croissance durable et la sécurité alimentaire en soutenant le secteur privé et le secteur public. Agricultural Value Chain Competitiveness and Safety Enhancement Project (ACSEP) en partenariat avec la Banque Asiatique de Développement qui soutient cinq filières en développement (cajou, mangue, manioc, volaille et maraîchage) en facilitant l'accès aux financements et promouvant les liens entre les agro-entrepreneurs et les coopératives agricoles.

Industrie textile

Pilier économique en transition vers plus de durabilité



INTRODUCTION AU MARCHÉ

Le secteur textile du Cambodge constitue un des moteurs clés de l'économie du pays, représentant environ 45% des exportations totales en 2024. En effet, ce secteur emploie près de 1 million de personnes, soit plus de 10% de la population active. La majorité des travailleurs sont des femmes, principalement âgées de 18 à 30 ans.

Depuis plusieurs années, le Cambodge attire de plus en plus de grandes marques internationales en raison de son coût de production compétitif et de sa capacité à fournir des produits à grande échelle. Cependant, le secteur fait face à des défis importants, notamment en matière de conditions de travail et de concurrence régionale.

Les exportations cambodgiennes de produits textiles, qui incluent des vêtements, chaussures et articles de voyage, ont atteint 13,94 milliards de dollars US en 2024. Cette performance marque une croissance de 23,3% par rapport à l'année précédente, ce qui témoigne de la résilience du secteur. Les chiffres des exportations en 2024 sont les suivants (en dollars US) :

- Vêtements : 9,79 Md (+24%)
- Chaussures : 1,68 Md (+18%)
- Articles de voyage : 1,95 Md (+21%)
- Textiles bruts et autres produits associés : environ 520 millions de dollars

Les principaux marchés d'exportation sont les États-Unis, qui représentent plus de 40% des exportations, suivis de l'Union européenne (environ 25%), du Royaume-Uni, du Japon et de la Corée du Sud.

Le Cambodge reste un lieu stratégique pour les grandes marques internationales, attirées par des coûts de production faibles, une productivité élevée et une chaîne d'approvisionnement bien rodée. Parmi les marques qui bénéficient de cette production, on retrouve Adidas, H&M, Levi's, Zara (Inditex) et Puma, qui ont toutes établi des relations commerciales avec des usines cambodgiennes. Aujourd'hui, le pays abrite plus de 1 200 usines de textile et de confection, concentrées principalement autour de Phnom Penh et dans les provinces environnantes comme Kandal et Svay Rieng.

Le secteur textile cambodgien repose en grande partie sur une main-d'œuvre féminine, avec près de 85% des ouvriers étant des femmes. Ces dernières occupent principalement des postes dans les usines de confection de vêtements, travaillant souvent pendant de longues heures et dans des conditions de travail exigeantes. Le secteur textile est le seul à appliquer un salaire mensuel minimum. En 2024, celui-ci a été révisé à 200 USD/mois pour les travailleurs de ce secteur. Toutefois, avec des primes de logement et des indemnités de transport, les ouvrières peuvent gagner un salaire moyen compris entre 217 et 228 USD par mois. Ce montant reste relativement bas, mais il est légèrement supérieur à celui d'autres pays de la région comme le Vietnam et le Bangladesh.

DES INVESTISSEMENTS EN FORTE CROISSANCE

Malgré des défis conjoncturels, le secteur textile continue d'attirer des investissements étrangers. En 2024, le Conseil pour le Développement du Cambodge (CDC) a approuvé 43 projets industriels, dont 11 projets textiles, représentant un investissement total de 940 millions de dollars. Ces projets devraient créer environ 39 000 nouveaux emplois dans le secteur.

En outre, le Cambodge met en place des zones économiques spéciales (ZES) pour encourager la croissance de l'industrie textile. Le gouvernement a également annoncé des initiatives pour renforcer les infrastructures logistiques, comme le projet du canal *Funan Techo*, financé par la Chine, qui vise à améliorer la connectivité entre Phnom Penh et le Golfe de Thaïlande. Ce projet devrait contribuer à améliorer la fluidité des exportations et réduire les coûts de transport.

UN SECTEUR FACE À DE NOMBREUX DÉFIS

Le secteur textile cambodgien, bien que dynamique, fait face à plusieurs défis qui rendent le pays moins attractif que certains voisins :

- Dépendance aux importations de matières premières : Plus de 80 % des tissus utilisés dans les usines cambodgiennes sont importés, principalement de Chine et du Vietnam, créant une vulnérabilité aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières.
- Concurrence régionale : Le secteur fait face à une forte concurrence de pays voisins, notamment le Bangladesh, le Vietnam et le Myanmar, qui bénéficient de coûts de production encore plus bas et d'une plus grande compétitivité.
- Conditions de travail : Bien que des progrès aient été réalisés notamment grâce au programme «Better Factories Cambodia» de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), des ONG et des syndicats continuent de dénoncer des conditions de travail difficiles, des heures supplémentaires non rémunérées et des licenciements abusifs. Le respect des normes de sécurité dans les usines reste aussi une préoccupation majeure.



Face à ces défis, le Cambodge cherche à diversifier son industrie textile en se tournant vers des produits à plus forte valeur ajoutée : vêtements de sport, tissus techniques et produits de luxe. Certaines entreprises s'efforcent également de préserver les savoir-faire artisanaux grâce à des productions traditionnelles de tissus ou de vêtements. Ainsi, le pays commence à investir dans la formation professionnelle pour améliorer la qualification de sa main-d'œuvre et renforcer sa compétitivité. Le Cambodge entame progressivement une transition vers un secteur textile plus durable et éthique. Des normes environnementales sont mises en place pour réduire l'impact des usines textiles, notamment en matière de recyclage des eaux usées et de gestion des déchets. En outre, les grandes marques qui font produire au Cambodge imposent de plus en plus des audits sociaux et environnementaux pour garantir des conditions de travail et de production décentes. Le pays met aussi en œuvre des stratégies pour améliorer la traçabilité de ses produits et encourager des pratiques de consommation responsable à l'échelle mondiale.

Le secteur textile cambodgien, en dépit de ses défis, demeure un secteur clé pour l'économie du pays, avec un potentiel de croissance important. La montée en gamme des produits, la diversification des marchés et des investissements dans la durabilité seront des facteurs déterminants pour l'avenir du secteur. Cependant, pour assurer une croissance inclusive et pérenne, il sera essentiel de continuer à améliorer les conditions de travail et de mettre en place des politiques visant à attirer des investissements tout en garantissant un respect accru des droits des travailleurs et des normes environnementales.

Automobile

Un marché grandissant qui se tourne au vert



Photo Crédit : RMA Cambodia

LE MARCHÉ ACTUEL

Le secteur automobile cambodgien connaît une transformation rapide, portée par la croissance économique, l'urbanisation, la jeunesse de la population et des politiques gouvernementales ambitieuses. Alors que le pays était historiquement dominé par les véhicules d'occasion importés, la tendance s'inverse progressivement au profit des véhicules neufs et des technologies plus vertes.

Le marché automobile cambodgien affiche une santé robuste. En 2024, les véhicules neufs représentent plus de 40% des ventes totales, avec une ambition affichée d'atteindre les 50% d'ici à 2026. Cette progression est soutenue par l'amélioration du pouvoir d'achat, la croissance d'une classe moyenne urbaine et l'essor des solutions de financement proposées par les concessionnaires officiels, désormais bien implantées dans le pays. En parallèle, la demande pour les véhicules personnels reste soutenue, notamment dans les centres urbains comme Phnom Penh, Sihanoukville ou Siem Reap, où la mobilité devient un enjeu majeur.

Les marques automobiles chinoises, notamment BYD et Chery, connaissent une progression fulgurante au Cambodge. En 2024, elles détiennent 29% de part de marché dans le segment du neuf, contre seulement 12% en 2023. Leur succès repose sur des prix compétitifs, une grande visibilité marketing et une adaptation rapide aux attentes des consommateurs cambodgiens. La création d'usines d'assemblage locales témoigne de leur

volonté de s'ancrer durablement dans le paysage industriel du pays.

En 2019, les importations de voitures, motos et vélos ont atteint respectivement 95 000, 512 000 et 466 000 unités, générant un commerce de près d'un milliard de dollars. Malgré la pandémie de COVID-19, les ventes ont rebondi rapidement : durant les neuf premiers mois de 2021, les ventes de voitures neuves ont progressé de 24%, selon la Cambodia Automotive Industry Federation (CAIF). Le ministère des Travaux publics et des Transports recensait à la fin 2021 plus de 920 000 voitures et plus de 5,2 millions de motos enregistrées dans le pays.

Le régime fiscal appliqué à l'automobile reste l'un des plus élevés de la région. En fonction de la cylindrée du moteur, les droits de douane, la taxe spéciale et la TVA peuvent atteindre jusqu'à 145% de la valeur du véhicule. Les véhicules de luxe sont les plus taxés, tandis que les pick-ups ou véhicules familiaux bénéficient de taux plus modérés.

VERS UN SECTEUR PLUS VERT

Les voitures électriques (VE) profitent quant à elles d'un régime fiscal bien plus favorable : elles sont actuellement taxées à 40%, un niveau réduit comparé aux véhicules thermiques. Le Cambodge applique également des exonérations ou réductions fiscales dans le cadre d'accords de libre-échange comme l'ATIGA (ASEAN Trade in Goods Agreement) ou l'AJCEP (ASEAN-Japan Comprehensive Economic Partnership).

Dans le cadre de sa transition vers une économie verte, le gouvernement cambodgien a lancé une stratégie nationale pour le développement des véhicules électriques 2024-2030. Celle-ci prévoit 800000 véhicules électriques sur les routes d'ici 2030. En juin 2024, le pays comptait déjà 1614 voitures électriques en circulation — avec BYD (658), Toyota (261) et Tesla (186) en tête — ainsi que 914 scooters électriques et 440 tricycles électriques.

Cette transition est soutenue par un plan de développement d'infrastructures de recharge. Actuellement, seulement 70 bornes de recharge sont disponibles à travers le pays, principalement dans les grandes villes et le long des autoroutes reliant Phnom Penh à Kampot et Sihanoukville. Pour 2050, le gouvernement vise une électrification de 40 % des voitures et bus urbains, et 70 % des motos. Cette ambition pourrait générer un écosystème local de production et de services liés aux VE, stimulant l'emploi dans la fabrication, la vente, la maintenance et les technologies vertes.

DÉFIS ET ENJEUX

Malgré cette dynamique positive, le secteur automobile cambodgien fait face à deux défis majeurs.

Le marché gris reste un problème structurel : chaque année, environ 40000 véhicules sont importés en dehors des circuits officiels. Ces véhicules, souvent moins chers, contournent les taxes, créant une concurrence déloyale pour les concessionnaires agréés. Pire encore,

ils présentent parfois des risques de sécurité et de non-conformité technique, notamment en matière de carburant ou d'adaptation aux conditions routières locales. Ce phénomène freine les investissements étrangers dans le secteur automobile.



Photo Crédit : RMA Cambodia

Deuxièmement, le marché reste vulnérable aux aléas économiques. Sa croissance dépend fortement de la stabilité macroéconomique, tant nationale que régionale. Une récession ou une instabilité monétaire pourrait ralentir les ventes et affecter la confiance des consommateurs.

Le marché automobile cambodgien entre dans une nouvelle ère. Porté par une population jeune, une urbanisation rapide et des politiques de transition énergétique ambitieuses, il représente un terrain fertile pour les investisseurs et constructeurs innovants.



+(855) 17 500 565

+(855) 16 696 911

www.kcricambodia.com

vadalot@kcriinternationalco.com.kh

5 Street 606, Sangkat Boeung Kak 2, Khan Toul Kork, 120408, Phnom Penh

Rooted in
Nature

Crafted for
Trust

KCRI Agriculture is an integrated trading company focused on revolutionizing the Khmer agricultural sector, with a core emphasis on sustainable & ethical sourcing, processing, and export of high-quality Khmer produce, primarily cashew nuts.

Our Products:

- Cashew Nut
- Cassava
- Rubber
- Agarwood
- Swiftlet Nest
- Fertilizers

Infrastructure et logistique

Moderniser pour connecter



Photo Crédit : OCIC Group – Techo International Airport, Phnom Penh, Cambodia (09/2025)

SECTEUR AÉRIEN

En 2024, le tourisme cambodgien a connu un rebond, le pays ayant accueilli 6,7 millions de visiteurs étrangers, soit une hausse significative de 22,9% par rapport à l'année précédente. Cette dynamique s'est ainsi répercutee sur les deux aéroports internationaux gérés par la filiale cambodgienne du groupe français VINCI Airports, qui poursuivent une trajectoire ascendante. À titre d'exemple, l'aéroport international de Phnom Penh a ainsi accueilli plus de 4,7 millions de passagers (arrivées et départs confondus).

De façon identique, le trafic a progressé de plus de 19% par rapport à l'année 2023. Les lignes reliant Phnom Penh à Séoul, Bangkok, Singapour et certaines villes vietnamiennes ont dépassé leurs niveaux de 2019 ; d'autres ont connu un regain, comme celles entre la capitale cambodgienne et quelques grandes villes chinoises. Par ailleurs, l'année 2024 a été une période de temps forts entre l'ouverture d'une liaison vers/de Delhi, le rétablissement des vols entre Phnom Penh et Dubaï, et l'entrée sur le marché d'une nouvelle compagnie aérienne, Air Asia Cambodia.

Dans le même temps, l'aéroport international de Sihanoukville reste dans une phase de reprise, ayant accueilli 95 000 passagers, et vu le niveau de son trafic s'accroître de 71% en comparaison de l'année 2023.

S'agissant de l'aéroport de Siem Reap, le groupe

chinois qui gère la plateforme annonce avoir enregistré 1,4 millions de passagers alors qu'elle en avait accueilli aux alentours d'1 million en 2023.

Globalement, porté par la vitalité de l'économie du pays et par la forte demande mondiale de voyages, le transport aérien au Cambodge devrait poursuivre sa croissance.

Sur le plan des connexions aériennes régionales, les aéroports cambodgiens sont reliés à la quasi-totalité des grandes capitales de l'ASEAN telles que Jakarta, Vientiane, Kuala Lumpur, Manille, Singapour, Bangkok ou encore Hanoï. Brunei et le Myanmar ne sont pas desservis sur une base régulière. Beaucoup de destinations secondaires de la région ont également une connexion avec les aéroports cambodgiens.

En plus des vols directs connectant le Cambodge aux autres plus grandes métropoles de la région Asie-Pacifique, les aéroports ont des lignes vers des plateformes mondiales, traitant des vols en correspondance, telles que les « hubs » de Hong Kong, de Singapour, de Séoul, de Taipei, de Shanghai, de Doha, ou de Dubaï, New Delhi... Grâce à ce maillage, à la présence de compagnies aériennes leaders dans le secteur, et à la qualité des infrastructures aéroportuaires, l'accès aérien au Cambodge et vers le reste du monde se situe à un bon niveau. À titre d'illustration, les deux aéroports internationaux du Cambodge gérés par VINCI Airports assurent plus de 140 vols par jour.

Les vols depuis les aéroports du pays sont en partie opérés par les quatre compagnies aériennes cambodgiennes que sont Sky Angkor Air, Cambodia Airways, Air Cambodia et Air Asia Cambodia (cette dernière ayant rejoint leurs rangs en 2024). Leur part de marché est restée relativement stable au cours des trois dernières années, représentant environ un tiers du nombre total de vols et de passagers transportés au Cambodge. À la différence de leurs devancières, les compagnies opérant actuellement semblent plus solides et aptes à résister aux crises qui secouent régulièrement le transport aérien.

La mise en service du Techo International Airport à Phnom Penh le 9 septembre 2025 représente une étape supplémentaire dans l'évolution de l'industrie aéroportuaire cambodgienne des 30 dernières années, marquée par le rôle historique de VINCI Airports à travers sa filiale locale Cambodia Airports. Cette nouvelle infrastructure, propriété du consortium cambodgien OCIC, contribuera à poursuivre le développement du trafic aérien à Phnom Penh.

Afin d'atteindre cet objectif, Cambodia Airports a été nommé opérateur de cet aéroport, pour maintenir l'excellence des opérations et pour continuer de densifier la connectivité - en ciblant notamment des destinations peu ou pas desservies et en attirant de nouvelles compagnies aériennes. Par ailleurs, face au défi climatique, Cambodia Airports s'est engagé à garder des standards et pratiques environnementaux de très haut niveau.

Les équipes de VINCI Airports s'attachent ainsi à, d'une part, maintenir l'excellence des opérations et, d'autre part, à poursuivre le développement de la connectivité en ciblant des destinations peu ou pas desservies et en attirant de nouvelles compagnies aériennes. Par ailleurs, face au défi climatique, Cambodia Airports veille à garder des standards et pratiques environnementaux de très haut niveau.

Malgré ces avancées, le secteur aérien reste confronté à des difficultés variables dans un secteur qui compte beaucoup d'intervenants - aéroports, compagnies aériennes, fournisseurs de ces derniers, l'autorité de régulation qu'est l'aviation civile... - mais dont les actions sont néanmoins conditionnées par un cadre

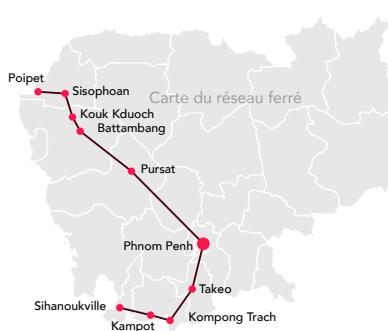
réglementaire international strict. L'un des enjeux majeurs à venir sera lié à la capacité de pourvoir les offres d'emploi ouvertes avec une main-d'œuvre qualifiée et d'être en mesure de la former tout au long d'une carrière.

Dans ce contexte en évolution, les accords CATA (Comprehensive Air Transport Agreements) signés entre l'Union Européenne et l'ASEAN constituent une avancée majeure. En instaurant un « espace aérien commun », ces accords visent notamment à simplifier les règles relatives aux services aériens historiquement fondés sur des accords bilatéraux interétatiques, auxquels se substituent depuis 2022 les accords de « bloc à bloc » en l'occurrence entre l'ASEAN et l'Union Européenne.

Ces accords représentent une excellente initiative pour le transport aérien au sein de l'ASEAN et au Cambodge. Ils devraient à terme contribuer à la croissance significative des vols entre l'Union Européenne et l'ASEAN et offrir des avantages économiques à la fois aux passagers, aux acteurs du transport aérien, et aux professionnels du tourisme tout en permettant également l'harmonisation des règles dans plusieurs domaines, comme celui de la sûreté et de la sécurité aériennes et celui des normes environnementales.

SECTEUR FERROVIAIRE

Le secteur ferroviaire cambodgien est en phase de modernisation. Actuellement, le réseau ferroviaire comprend deux lignes principales desservant le transport de passagers et de marchandises : la ligne Nord, allant de Phnom Penh à Poipet, parcourant 386 km et la ligne Sud allant de Phnom Penh à Sihanoukville et parcourant 264 km.





Cependant, la part modale du rail parmi les transports utilisés au Cambodge reste faible. Les services ferroviaires sont, en effet, limités en raison d'infrastructures vieillissantes, d'une vitesse de service limitée mais aussi d'un manque de connectivité nationale et régionale. À titre d'exemple, les services entre Battambang et Poipet sont suspendus sur la ligne Nord, réduisant la fréquence des trajets en train.

Toutes ces problématiques représentent, de fait, des défis à relever pour le Cambodge et les opérateurs ferroviaires afin de rendre le transport ferroviaire plus attractif et productif. Afin d'améliorer le secteur ferroviaire, le Cambodge collabore avec des partenaires nationaux et internationaux, notamment à travers des partenariats public-privé, pour moderniser ses infrastructures ferroviaires. Un accord-cadre a par exemple été signé avec Royal Railway PLC en février 2025 pour renforcer le système ferroviaire existant et accélérer son développement.

Ainsi, le gouvernement prévoit le déploiement de huit projets ferroviaires majeurs dans les prochaines années, dont parmi eux, la ligne Phnom Penh - Bavet prévue pour 2030. L'investissement total pour la création de lignes ferroviaires et la modernisation de celles existantes représenterait plus de 10 milliards de dollars. D'ici 2035, le pays souhaiterait avoir la capacité de transporter environ 1,5 million de passagers et 8 millions de tonnes de marchandises par an, renforçant ainsi son intégration régionale.

De plus, des projets visent à connecter le Cambodge à ses voisins laotiens, thaïlandais et vietnamiens, créant un réseau ferroviaire panasiatique, renforçant l'intégration régionale du Cambodge et améliorant les liens commerciaux

entre les pays. Actuellement, la ligne ferroviaire reliant Phnom Penh à Bangkok en Thaïlande est en place mais les services directs n'ont pas encore commencé, des accords internationaux étant encore nécessaires. Les autres projets, notamment la ligne reliant le Cambodge au Vietnam et celle reliant le Cambodge au Laos, n'ont pas encore débuté par manque de financement.

SECTEUR MARITIME

Situé sur le golfe de Thaïlande, le Cambodge bénéficie d'un accès direct aux routes maritimes de la région. De fait, le secteur maritime cambodgien doit jouer un rôle stratégique dans le développement économique du pays et pour permettre au pays de devenir un acteur régional majeur du commerce maritime.

Le secteur maritime, déjà crucial pour l'économie nationale, connaît un développement significatif au Cambodge, porté par la croissance du commerce international et des investissements dans les infrastructures portuaires. En 2024, le port autonome de Sihanoukville (PAS) a enregistré un trafic de 1 032 191 EVP (Equivalent Vingt Pieds, aussi appelé en anglais TEU Twenty foot Equivalent Unit), soit une augmentation de 29,38% par rapport à 2023.

Le Cambodge possède deux ports principaux: le port de Phnom Penh, uniquement fluvial mais dont le chiffre d'affaires était de plus de 30 millions USD en 2022 ; et le port autonome de Sihanoukville, principal point d'entrée du commerce international maritime étant le seul port en eau profonde du pays.

Les ports sont équipés pour gérer divers types de cargaisons, avec des installations pour conteneurs

et vrac. Le port autonome de Sihanoukville est, par exemple, en capacité d'accueillir des navires d'un tirant d'eau mesurant jusqu'à 9 mètres et possède une jetée pétrolière ainsi que des lieux de stockage d'une superficie de plus de 80 000 m², lui permettant d'accueillir de nombreux navires et cargaisons. De plus, le Cambodge applique le Code ISPS (International Ship and Port Facility Security) pour assurer la sécurité des installations portuaires et faciliter le transport international de marchandises.

Comme évoqué précédemment, le commerce maritime est en expansion au Cambodge, et plusieurs projets sont mis en place pour faciliter cette croissance, notamment pour augmenter la capacité de manutention du PAS à 3 millions d'EVP d'ici 2032 ou encore la construction d'un nouveau terminal à conteneurs, financé par le Japon, afin de transformer le port en hub régional d'ici à 2029.

Au niveau international, le Cambodge est membre de l'Organisation maritime internationale (OMI) et participe à des accords régionaux comme le ReCAAP pour renforcer la sécurité maritime. Le pays cherche également à renforcer sa coopération régionale pour développer le secteur maritime, notamment par des projets comme le canal Funan Techo, visant à établir une voie navigable directe reliant la capitale Phnom Penh aux ports du golfe de Thaïlande, éliminant ainsi la nécessité de passer par les routes commerciales traditionnelles qui traversent le territoire vietnamien.

SECTEUR ROUTIER

En 2025, le réseau routier s'améliore grâce à des projets d'infrastructure majeurs, permettant la réduction des coûts logistiques et stimulant le commerce intérieur et régional. Cependant, des défis subsistent notamment en termes de connectivité provinciale.

Actuellement, le pays prévoit la construction de neuf autoroutes dont l'une reliant Phnom Penh à Banteay Meanchey, améliorant la connectivité avec le Vietnam ; des projets de modernisation de 85 routes nationales et provinciales d'ici 2033 sont également prévus, avec un investissement de 13,6 milliards de dollars ; enfin, le développement du transport routier public est également envisagé notamment dans les principales villes du pays.

Ces projets permettraient de faire face à l'augmentation du trafic routier dans les années à venir, notamment en améliorant la gestion du trafic par des infrastructures modernes et des politiques de transport intégrées. Ce sont principalement les partenariats public-privé, souvent avec des investisseurs étrangers, qui jouent un rôle clé dans le développement des infrastructures routières.

La CCIFC tient à remercier VINCI Airports pour sa contribution à la rédaction de ce chapitre.



+ (855) 12 904 107

+ (855) 93 904 107

www.8sgroup.com

chek.sroeun@moonec.com

5 Street 606, Sangkat Boeung Kak 2, Khan Toul Kork, 120408, Phnom Penh

We Build Your Dream

A local company that delivers word-class quality engineering, construction and consulting services to diverse clients (from big scale projects to individual developers) since 2015 in Cambodia.

Our Services:

- Condo, Building & Hotel
- Warehouse
- Infrastructure Work
- Landscape Work
- Batching Plant
- AC & RC Road
- HVAC system
- Electrical & Plumbing
- Waste Water Treatment

Banque et finance

Un secteur ultra concurrentiel en permanente mutation



Le secteur bancaire cambodgien connaît une croissance soutenue et joue un rôle clé dans l'économie du royaume. Porté par une forte expansion depuis deux décennies, il représente aujourd'hui l'un des piliers du développement économique du pays. En 2024, le Cambodge compte plus de soixante banques commerciales, neuf banques spécialisées, seize institutions financières et quatre-vingt-sept institutions de microfinance.

Cette diversité reflète la vitalité du secteur, caractérisée également par une forte présence de banques internationales asiatiques. La croissance des actifs bancaires a été alimentée par une augmentation continue des crédits et des dépôts, avec une moyenne annuelle de 16,5% pour les crédits et 16,9% pour les dépôts entre 2018 et 2024. Depuis la pandémie de COVID-19, le secteur a démontré sa résilience grâce à une adoption accélérée des technologies numériques.

Les solutions de paiements électroniques, dont les portefeuilles digitaux et le système Bakong, ont largement contribué à cette transformation. Bakong, développé par la Banque Nationale du Cambodge, repose sur la technologie blockchain et permet de simplifier et sécuriser les transactions numériques tout en favorisant l'utilisation du riel dans les échanges du quotidien. Le système de paiement par QR code, désormais répandu dans l'ensemble de l'ASEAN, est en cours d'interconnexion entre pays, illustrant l'intégration régionale croissante du Cambodge.

ENTRE DÉFIS ET ENJEUX, UN SECTEUR EN CONSTANTE ÉVOLUTION

Malgré cette évolution positive, le secteur fait face à plusieurs défis majeurs. L'un des plus pressants est l'augmentation rapide du taux de créances douteuses, passé de 2,6% en 2022 à 7,9% en 2024. La forte concurrence entre établissements, notamment parmi les quelque quarante banques ayant une part de marché inférieure à 2%, comme la BRED Bank Cambodia, annonce une phase de consolidation à venir. Le marché est actuellement dominé par trois banques principales, ABA, ACLEDA et CANADIA, qui détiennent chacune plus de 10% de parts de marché. Une dizaine d'autres, comme KB Prasac, Maybank, FTB ou Sathapana, oscillent entre 2 et 10% de parts.

Sur le plan technologique, les banques cambodgiennes ont fortement investi dans leurs plateformes digitales au cours de la dernière décennie. Le développement d'applications mobiles intuitives, sécurisées et accessibles a permis d'élargir l'accès aux services bancaires, aussi bien pour les particuliers que pour les PME et les grandes entreprises. Ces outils facilitent les opérations financières quotidiennes, à l'échelle locale comme internationale, et contribuent à renforcer l'inclusion financière, particulièrement en milieu rural, dans un pays où l'adoption du smartphone est en constante progression. Pour assurer la stabilité économique et renforcer la confiance dans le système financier, la Banque Nationale du Cambodge a mis en place un cadre



réglementaire rigoureux. Elle impose notamment des exigences de capital minimum parmi les plus élevées de l'ASEAN, oblige les banques à conserver un pourcentage de leurs dépôts sous forme de réserves obligatoires, actuellement fixées à 7 % pour les dépôts en dollars comme en riels, et encadre les taux d'intérêt afin de prévenir les pratiques de prêt abusives. La protection des consommateurs est également au cœur de la régulation, avec la mise en place d'un contrat de prêt standardisé pour les financements inférieurs à 50 000 dollars. En septembre 2024, la BNC a assoupli les règles de provisionnement afin de permettre aux banques de soutenir plus souplement leurs clients à travers des restructurations de dettes adaptées au contexte économique incertain. Parallèlement, la Banque Nationale promeut activement la dédollarisation de l'économie cambodgienne, historiquement très dépendante du dollar américain, en encourageant l'usage du riel via des campagnes

de sensibilisation et des incitations pratiques.

Le système financier cambodgien reste confronté à des défis structurels. La dollarisation limite l'efficacité des politiques monétaires, même si la stabilité du riel ces dernières années témoigne de la performance de la gestion du taux de change par la Banque Centrale. Le surendettement des ménages, favorisé par une croissance rapide du crédit et l'existence de prêteurs non réglementés, représente un risque important. Par ailleurs, la forte concurrence entre banques intensifie la pression sur la gestion de la liquidité, ce qui a conduit la Banque Nationale à réduire le taux de réserve obligatoire sur les dépôts en dollars en 2023 pour injecter davantage de liquidités dans le système. L'adoption massive des outils numériques a également accru les risques de cybercriminalité et de fraude, nécessitant un renforcement constant des systèmes de sécurité informatique.

La croissance économique rapide du Cambodge alimente la demande en services bancaires et financiers. Les entreprises cherchent à financer leur développement, tandis que les particuliers – notamment une classe moyenne émergente – aspirent à l'accession à la propriété et à des produits financiers modernes. La mutation progressive du secteur, passant d'un recours important aux prêteurs privés non réglementés à un système encadré par des institutions financières agréées, a renforcé cette dynamique. On observe ainsi une augmentation de la demande en comptes d'épargne, paiements numériques, assurances, cartes de crédit et applications bancaires.

Cependant, le durcissement des conditions économiques en 2024 a entraîné un net ralentissement de la croissance des crédits, limitée à 4,4 %, contre une moyenne de 16,5 % les six années précédentes. Dans ce contexte, les investissements étrangers jouent un rôle structurant. Lorsqu'ils sont capitalistiques, ces apports extérieurs renforcent la solidité financière des institutions, facilitent leur solvabilité et leur capacité à octroyer des crédits. Ils permettent également de financer des projets d'infrastructures à long terme et accélèrent l'adoption des normes internationales en matière de gouvernance, de régulation et de responsabilité sociale.



I said: 'I'm looking for a bank that helps my business move forward.'

BRED said: 'Your growth is our mission. We support you with tailor-made solutions and local expertise backed by international experience.'

For innovative and tailored banking solutions dedicated to businesses, trust the best bank for business in Cambodia!

At BRED Bank Cambodia, we understand that choosing the right financial partner is key to your company's success. Backed by over 100 years of international expertise and trust, we support individuals and businesses every day in reaching their goals. Meet one of our Relationship Managers today and discover how we can help drive your business forward.

For details, visit bredcambodia.com.kh or call free 1800 20 1234



The smarter
way to bank.



Le gouvernement cambodgien, à travers la Banque Nationale, s'engage activement pour renforcer la sécurité et la réglementation du secteur. Il a adopté les normes Bâle II et III, augmenté les exigences de capital, développé un dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et mis en place

une cellule de renseignement financier. Ces efforts ont été reconnus à l'international, avec notamment la sortie du Cambodge de la liste grise du GAFI en février 2023. Le gouvernement a également instauré des règles strictes de protection du consommateur, des mécanismes de recours, des campagnes d'éducation financière et des exigences de transparence renforcées.

Sur le plan régional, le Cambodge s'intègre progressivement dans le système financier de l'ASEAN. Sa participation active à l'ASEAN Economic Community et au cadre d'intégration bancaire (ABIF) témoigne de cette volonté d'ouverture, malgré la spécificité d'une économie fortement dollarisée. Des avancées comme le système Bakong permettent de créer des passerelles de paiement entre les pays de la région, favorisant l'interconnexion des systèmes financiers asiatiques.

Enfin, avec la digitalisation croissante et l'internationalisation des services bancaires, les institutions cambodgiennes devront relever de nouveaux défis. La montée en puissance des néo-banques, la généralisation de l'intelligence artificielle et les exigences accrues en matière de cybersécurité imposent une transformation en profondeur des modèles traditionnels. Les établissements qui sauront intégrer ces innovations tout en s'adaptant à un cadre réglementaire en constante évolution seront les mieux positionnés pour affronter la concurrence régionale et mondiale.

La CCIFC tient à remercier la BRED Bank Cambodia pour sa contribution à la rédaction de ce chapitre.



+(855) 77 588 333

www.8sgroup.com

daravuth.doeuk@8sstar.com

5 Street 606, Sangkat Boeung Kak 2, Khan Toul Kork, 120408, Phnom Penh



Instant Lending

8S Star aims to expand digital lending services in Cambodia, by starting lending to factory workers, then transitioning to a fully digital lending platform to all customer segments (incl. MSMEs).

Our Products:

- Digital Loans
- Digitalized Loans
- Buy Now Pay Later
- Personal, Business & Group Loans
- Credit Risk Scoring
- White Loan App

Numérique

Vers un Cambodge connecté et innovant



Les chiffres de 2025 montrent que la population du Cambodge s'élève à presque 18 millions d'habitants, dont près de 70% sont âgés de moins de 30 ans. Le pays connaît aussi une croissance économique d'environ 7 % depuis près de 20 ans. Ces données en font un pays potentiellement très attractif pour le développement du marché numérique et du digital au cours des prochaines décennies. Aujourd'hui, le Cambodge a une capacité d'évolution au niveau du numérique très importante, particulièrement dû à sa jeune population toujours plus connectée et aux initiatives gouvernementales menées en faveur de son développement.

LES CHIFFRES MARQUANTS

- 10,8 millions d'utilisateurs internet, soit 56,7% de la population, et 24 millions de connexions mobiles (144%).
- Le nombre d'utilisateurs du réseau social Facebook est de 14 millions, soit environ 78% de la population totale du Cambodge.
- Un réseau 4G qui couvre 82% du territoire et 93% de la population et a pour objectif de couvrir l'ensemble du pays d'ici à 2027.

Ces chiffres démontrent que le potentiel du marché cambodgien offre des opportunités considérables aux entreprises pour s'y développer.

Il faut tout de même noter que le secteur du digital est assez paradoxal, à la fois en voie de développement avec une population jeune et

connectée mais avec des infrastructures en-deçà du niveau attendu malgré un avancement sur certains points comme avec l'adoption de la Fintech ou l'utilisation de QR code pour réaliser des paiements. Par ailleurs, le royaume peut s'appuyer sur l'expertise française dans ce domaine, notamment avec la présence de la French Tech et de plusieurs entreprises comme Confluences qui dispose de plusieurs compagnies spécialisées.

Le Cambodge est aujourd'hui sur la région ASEAN le premier pays en termes de taux de pénétration de services bancaires mobiles, avec plus de 60% de la population adulte l'utilisant. En comparaison, les pays complétant le podium sont la Thaïlande (30%) et le Vietnam (20%). Il en va de même pour le marché du commerce électronique, qui est nettement inférieur à celui de ses voisins, Thaïlande (35 milliards USD) et Vietnam (15 milliards USD) mais possède le taux de croissance le plus rapide. Enfin, il a été recensé que Phnom Penh est la seconde destination mondiale pour les nomades digitaux à travers le monde, notamment pour son coût de vie intéressant (environ 770\$ par mois), ainsi en 2024, on recensait pas moins de 40 millions de nomades digitaux.

LES INITIATIVES DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement cambodgien a beaucoup œuvré ces dernières années et œuvre encore aujourd'hui en faveur du développement numérique de l'économie et de la société. Cela passe notamment par la mise en place d'un

nouveau cadre politique d'ici à 2035, mettant en avant la digitalisation et le numérique à travers de nouveaux objectifs ambitieux : stimuler l'innovation technologique à travers le territoire, favoriser la croissance économique et améliorer la qualité de vie de la population cambodgienne.

PLUSIEURS DATES MARQUANTES

- En 2016, lancement par le gouvernement de la politique de l'économie digitale, ayant pour but de promouvoir la digitalisation par l'amélioration de l'infrastructure internet et le développement d'une main-d'œuvre spécialisée.
- En 2017, Le e-gouvernement Master Plan, ayant pour objectif de rendre les services gouvernementaux plus accessibles et plus efficaces en ligne, est mis en place.
- En 2018, le gouvernement a mis en œuvre l'initiative Digital Cambodia, afin de soutenir la digitalisation du Royaume, fournissant un soutien financier aux entreprises du secteur et permettant, notamment, la création d'une plateforme d'éducation en ligne et d'un système de paiement numérique.

Cette digitalisation menée par le gouvernement commence par le développement d'une administration présente sur Internet, avec la mise en place d'initiatives pour fournir des services administratifs en ligne aux citoyens comme les déclarations d'impôts ou les demandes de visa électronique.

Le gouvernement cambodgien a également mis en place des programmes éducatifs pour former des fonctionnaires hautement qualifiés, dotés de compétences technologiques et financières avancées. Ces programmes sont dispensés par des institutions telles que l'Institut national du ministère des Postes et des Télécommunications (NIPTIC), le Techo Start-up Center ou la BNC. Cette initiative a permis de créer une nouvelle génération de dirigeants et d'employés du secteur public désormais plus ouverts aux entrepreneurs du numérique, aux nouvelles technologies et aux initiatives du secteur privé.

De plus, le gouvernement a d'autres grands projets pour affirmer son ambition de croissance et d'expansion dans ce secteur d'activité. Le



premier est un projet de câble optique sous-marin à fibre optique reliant Hong Kong à Sihanoukville, d'un coût avoisinant les 165 millions de dollars et dont l'objectif est d'augmenter la capacité à fournir une connexion internet fiable et à haut débit sur l'ensemble du territoire. Le second projet est l'installation de mille antennes à Phnom Penh pour résoudre les problèmes de couverture téléphonique, notamment dans les zones urbaines densément peuplées.

Enfin, le gouvernement a créé la Fédération cambodgienne des technologies de l'information et de la communication (CICT) et le Fond cambodgien de développement des technologies de l'information (CIDFF), démontrant sa volonté de créer un environnement favorable au secteur de la technologie et du numérique.

Suivant la cinquième stratégie du Plan pentagonal concernant le développement de l'économie digitale et de la société, le gouvernement a pour objectif d'axer une partie de sa croissance sur la

tech et le numérique à travers divers aspects. Le plan va ainsi aborder le développement général de l'économie numérique, du e-commerce mais aussi la construction d'infrastructures digitales notamment pour améliorer les sources de télécommunications et étendre internet aux zones rurales, plus reculées. Cela doit donc passer par la construction d'une confiance en l'économie digitale et l'acceptation de cette évolution par la population et les institutions et se traduira par l'établissement d'un Centre National et d'un Comité de sécurité digitale mais aussi par l'établissement de lois, règles et procédures pour favorisant le développement des systèmes et infrastructures numériques.

LE E-COMMERCE

Le e-commerce au Cambodge connaît une croissance rapide et structurelle, porté par la digitalisation des comportements d'achat, l'essor des paiements numériques et l'usage massif des réseaux sociaux. En 2024, sa valeur a atteint 1,51 milliard USD, soit 6,68% du PIB, avec une projection à 1,78 milliard USD en 2025, représentant une croissance annuelle de près de 10%. Parallèlement, les paiements digitaux explosent. Le système Bakong, reposant sur la blockchain, a permis plus de 608 millions de transactions en 2024, représentant 330% du PIB. Les paiements via QR code (KHQR) gagnent du terrain, avec 47,15% des transactions, dépassant les paiements en espèces et favorisant une transition vers une économie sans espèces.

Cette dynamique est alimentée par une population connectée : 68,4% des Cambodgiens sont actifs sur les réseaux sociaux, et 56 % d'entre eux ont déjà effectué un achat en ligne. Porté par la mode, la beauté, l'alimentation, et les équipements électroniques, le e-commerce est en constant développement. Les réseaux sociaux et les marketplaces dominent le e-commerce notamment via les plateformes comme Facebook Marketplace, TikTok shop ou Khmer24 et Cambodia Trade. Les ventes en direct («live sales») et les influenceurs locaux jouent un rôle clé dans la conversion des ventes, en particulier auprès des jeunes urbains. Le e-commerce joue aussi un rôle d'inclusion économique permettant à des PME et micro-entrepreneurs de vendre en ligne sans infrastructures physiques coûteuses, servant de levier de modernisation et de compétitivité

pour les petits vendeurs.

Cependant, plusieurs obstacles subsistent comme la limitation des infrastructures logistiques en zones rurales qui allonge les délais de livraison, la méfiance envers le paiement en ligne, une partie des consommateurs préférant le paiement à la livraison (« cash on delivery »), ou encore l'absence d'un acteur logistique national empêchant la massification du e-commerce sur tout le territoire.

Pour renforcer la confiance, le gouvernement envisage la création d'un label « e-commerce Trustmark », afin de certifier la fiabilité des vendeurs en ligne. Les politiques de retour et les évaluations clients encouragent également de meilleures pratiques commerciales.

Le e-commerce est donc un accélérateur de transformation de la consommation cambodgienne : il élargit l'accès à une offre variée, pousse les entreprises à innover (livraison rapide, abonnements, offres personnalisées), et aligne le Cambodge sur les standards régionaux. À moyen terme, il pourrait devenir la forme dominante de commerce dans plusieurs secteurs, à condition de surmonter les défis d'infrastructure, de logistique et de confiance numérique.

LA FRENCH TECH AU CAMBODGE



LA
FRENCH TECH
PHNOM PENH

L'écosystème French Tech désigne l'ensemble des startups françaises ainsi qu'un réseau dynamique d'acteurs publics et privés favorisant la croissance entrepreneuriale, de la création au financement, jusqu'à la mise sur le marché.

Au Cambodge, la French Tech Phnom Penh a été fondée en 2015, avec le soutien du Service économique de l'Ambassade de France,

de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge (CCIFC) et de partenaires institutionnels tels que le Ministère des Postes et Télécommunications (MPTC).

Après une première labellisation officielle en tant que communauté French Tech en 2019, et une seconde en 2022, la French Tech Phnom Penh joue aujourd'hui un rôle actif dans l'écosystème numérique local. Elle fédère une communauté dynamique d'entrepreneurs, de startups et d'acteurs de l'innovation, à travers une collaboration multi-acteurs impliquant institutions publiques, secteur privé, et partenaires de l'écosystème tech local. La French Tech Phnom Penh vise à promouvoir une innovation bilatérale franco-cambodgienne et à renforcer les liens entre les écosystèmes technologiques des deux pays.

Aujourd'hui, cette dynamique s'amplifie : la Mission French Tech et les Conseillers du Commerce Extérieur (CCE) ont signé un partenariat visant à valoriser les technologies françaises et à renforcer les dialogues d'innovation à l'échelle multilatérale, contribuant ainsi activement à nourrir l'essor du secteur numérique au Cambodge.

La French Tech Cambodge organise régulièrement des rencontres et des événements pour soutenir la dynamique de l'écosystème local et favoriser les collaborations, à la fois au niveau national et régional.

Il est ainsi possible de retrouver la French Tech dans des conférences et ateliers qui permettent d'aborder des sujets divers dans le secteur du numérique aux côtés d'experts, investisseurs et acteurs de la tech cambodgienne, apportant expérience et bonnes pratiques.

La French Tech Phnom Penh participe régulièrement à des forums économiques et à des tables rondes organisées en collaboration avec les chambres de commerce, les entreprises et les représentants gouvernementaux, autour de thématiques telles que la digitalisation, l'innovation et les opportunités d'investissement au Cambodge.

Enfin, la French Tech réalise des collaborations avec des acteurs de la région de l'ASEAN, par



exemple avec la co-organisation de l'événement l'APAC Gathering avec la Cambodia Academy of Digital Technology (CADT), réunissant des acteurs de l'innovation de toute la région Asie-Pacifique ou encore des événements avec les différentes French Tech de la région, notamment celles du Vietnam, de la Thaïlande et de Singapour.

La French Tech Phnom Penh inscrit ses perspectives de développement dans une stratégie de valorisation des technologies françaises et de renforcement des dynamiques d'innovation. Le partenariat établi avec les Conseillers du Commerce Extérieur vise à soutenir cette ambition, en facilitant les échanges multilatéraux autour des solutions technologiques émergentes. En parallèle, la French Tech développe des partenariats avec des acteurs locaux, régionaux et internationaux afin de nourrir une innovation partagée, d'encourager les collaborations et de stimuler la création de valeur dans les écosystèmes technologiques. Cette approche s'inscrit dans une logique de co-construction entre les communautés, au service des intérêts croisés de la France et du Cambodge, et d'une innovation ouverte et collaborative.

L'ÉCOSYSTÈME STARTUP CAMBODGIEN : INCUBATEURS, ACCÉLÉRATEURS ET FONDS D'INVESTISSEMENT

L'écosystème startup cambodgien est en pleine expansion, étant passé de 98 startups à 177 startups entre 2022 et 2023, dont près de 129 startups font partie du secteur de la tech.

Soutenu par de nombreuses initiatives gouvernementales telles que «Le StartupCambodia National Program». Ce programme lancé en 2019 a pour but d'appuyer le développement des startups locales et de créer un écosystème

entrepreneurial dynamique, mettant à profit la vitalité du marché cambodgien.

Malgré un écosystème startup encore petit et jeune, il est porté par des secteurs ultra dynamiques comme la Fintech, le e-commerce, l'Agritech, Edtech & Healthtech.

Le premier secteur cité, la fintech, est un secteur en croissance rapide, porté par des innovations technologiques dans les paiements mobiles, les services bancaires numériques et les solutions de blockchain. Par exemple, les transactions numériques ont atteint 12 milliards de dollars, marquant l'adoption massive de cette technologie par la population cambodgienne.

Le e-commerce est un domaine tout aussi dynamique avec une demande croissante des services d'achat en ligne, favorisée par une population jeune et technophile en perpétuelle évolution.

Étant l'un des secteurs porteurs de l'économie cambodgienne, l'agriculture a un rôle à jouer dans le développement de startups innovantes. L'agritech est un des domaines où les startups innovent le plus, notamment pour trouver des solutions pour améliorer la productivité agricole via la gestion des ressources ou la chaîne d'approvisionnement, permettant la modernisation du secteur agricole dans de très nombreux aspects.

Enfin, l'edtech et la healthtech sont deux secteurs tout aussi dynamiques avec par exemple, le développement de l'apprentissage à distance concernant la edtech et des services de santé

accessibles en ligne, pour la healthtech, répondant principalement aux besoins des populations rurales, où l'accès à ces services peut être plus difficile.

Ce sont des secteurs porteurs au sein de l'écosystème cambodgien, fer de lance d'une économie qui veut se digitaliser et se moderniser mais doit faire face à des obstacles qu'il faudra franchir pour progresser.

Les entrepreneurs au Cambodge doivent en effet faire face à des obstacles et des défis structurels qui peuvent freiner la maturité de l'écosystème. L'accès au financement est un des principaux obstacles à la croissance du nombre de startups. Malgré une progression certaine, le manque d'investisseurs freine les personnes à se lancer pleinement dans l'aventure entrepreneuriale d'autant plus que les financements disponibles ne correspondent pas aux profils de startups développées au Cambodge. Enfin, le manque de standardisation en termes de gouvernance, de viabilité économique ou de possibilité de développement à l'international limite la capacité à attirer des investisseurs.

Le deuxième obstacle sur le plan réglementaire est la présence de zones d'incertitudes au niveau fiscal et sur la conformité réglementaire, freinant l'investissement, le développement et l'attractivité de l'entrepreneuriat ainsi que la création de startups pour les jeunes cambodgiens.

Le troisième obstacle rencontré est le manque de profils qualifiés au Cambodge dans ce secteur. Malgré une nouvelle génération formée aux nouvelles technologies, la formation reste



8S Platform & Application

+(855) 77 588 333

www.8sgroup.com

daravuth.doeuk@8sgroup.com

5 Street 606, Sangkat Boeung Kak 2, Khan Toul Kork, 120408, Phnom Penh

Build for the Future

We are a Cambodian forward-thinking technology company specializing in developing and/or distributing innovative platforms and applications designed to simplify lives and empower individuals, businesses, especially MSMEs.

Our Solutions:

- IT Ecosystems for Agriculture, Finance, Art & People
- Online Commerce SaaS
- ERP System Placement
- Managed IT Services
- Software Development
- IT Engineer Off-Shoring

encore très limitée et l'entrepreneuriat n'est pas encore entré dans les mœurs. Enfin et comme dit précédemment, la population cambodgienne a besoin d'être sensibilisée à la culture entrepreneuriale et à la compréhension des implications personnelles, familiales et sociales de l'entrepreneuriat. Cette appropriation est essentielle pour encourager la prise d'initiative, l'acceptation du risque et la création de projets d'envergure.

Le Cambodge s'impose aujourd'hui comme un acteur numérique émergent au cœur de l'Asie du Sud-Est. Fort d'une population jeune, connectée et avide d'innovation, le pays présente un potentiel de développement remarquable dans les secteurs du digital, du e-commerce et de la fintech. L'impulsion donnée par le gouvernement à travers une stratégie claire, des projets d'infrastructure ambitieux et une volonté de transformation digitale à l'échelle nationale, contribue à structurer un écosystème numérique en pleine mutation. Dans ce contexte dynamique, le rôle de la

French Tech Phnom Penh apparaît stratégique. En favorisant les échanges entre la France et le Cambodge, elle soutient la croissance d'un tissu entrepreneurial innovant, renforce les capacités locales et encourage la coopération régionale au sein de l'ASEAN. Cependant, si les opportunités sont nombreuses, les défis à relever demeurent significatifs : amélioration des infrastructures logistiques, accès au financement, cadre réglementaire stable, formation de talents qualifiés et promotion d'une culture entrepreneuriale.

L'avenir du digital au Cambodge dépendra donc de la capacité des acteurs publics et privés à collaborer, à innover ensemble et à faire émerger des solutions adaptées aux réalités locales. Une trajectoire prometteuse est en marche : celle d'un royaume connecté, inclusif et tourné vers l'avenir.

La CCIFC tient à remercier la French Tech Phnom Penh pour sa contribution à la rédaction de ce chapitre.



ASSURANCE CONSTRUCTION

WECARE conseille et accompagne les acteurs de la construction avec des solutions d'assurance sur mesure couvrant les bâtiments, le matériel, les équipes et la responsabilité civile. Une approche intégrée qui protège chaque partie prenante tout au long de la phase de construction.

#AssuranceConstruction



+855 766 900 800

Aquation Office Park, 540 Koh Pich St, Phnom Penh



Immobilier et construction

Des secteurs en restructuration face à de nouveaux défis



Photo Crédit : <https://www.ocic.com.kh/projects/koh-pich-construction-company>

Le secteur de la construction et de l'immobilier au Cambodge, longtemps moteur de la croissance économique du royaume, traverse une période charnière. Après plus d'une décennie d'expansion soutenue, marquée par des investissements massifs, notamment chinois, le pays doit aujourd'hui composer avec un ralentissement économique régional, des ajustements réglementaires et des ambitions de développement durable.

Selon le ministère cambodgien de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de la Construction, 1330 projets de construction ont été approuvés entre janvier et mai 2024, soit une baisse de 9% par rapport à la même période en 2023. La valeur totale des investissements a reculé de 20%, s'établissant à 1,81 milliard de dollars, contre 2,27 milliards l'année précédente. La superficie totale des projets enregistrés a également diminué de 22,6%, à environ 4,2 millions de mètres carrés. Ce ralentissement s'explique notamment par la crise immobilière persistante en Chine, qui reste l'un des principaux investisseurs dans le secteur cambodgien. Par ailleurs, Phnom Penh, cœur de l'activité immobilière, semble atteindre un certain niveau de saturation, avec un grand nombre de condominiums inoccupés et une baisse des rendements locatifs.

Face à cette conjoncture, le gouvernement cambodgien a introduit plusieurs mesures fiscales pour stimuler la demande intérieure. En 2025, les primo-accédants peuvent désormais bénéficier d'une exonération de taxe sur les transactions immobilières jusqu'à 210 000 dollars

US, pour peu que l'achat soit effectué auprès de développeurs dûment enregistrés et validés par les autorités fiscales. Par ailleurs, l'administration a renforcé les contrôles sur les projets non autorisés et les constructions illégales. Un projet de réforme foncière visant à clarifier les titres de propriété est également en cours, dans le but d'améliorer la transparence du marché et de renforcer la sécurité juridique des transactions.

L'un des projets les plus emblématiques de la stratégie de relance est le canal Funan Techo, un chantier d'une longueur de 151,6 kilomètres, conçu pour relier le Mékong au golfe de Thaïlande. Financé à hauteur de 1,7 milliard de dollars, principalement par la Chine via un modèle de partenariat public-privé, ce canal devrait permettre une réduction significative des coûts logistiques pour les exportateurs cambodgiens et créer jusqu'à 50 000 emplois directs et indirects. Outre le canal, d'autres infrastructures majeures sont en développement : le troisième périphérique de Phnom Penh, la zone économique spéciale de Preah Sihanouk, ou encore le nouvel aéroport Techo International Airport, dont le coût dépasse les 1,5 milliard de dollars.

Le gouvernement cambodgien, en collaboration avec des partenaires internationaux, a également lancé une série d'initiatives pour promouvoir un urbanisme durable. Il encourage notamment la construction verte, la certification énergétique des bâtiments, et la planification urbaine intelligente. Le ministère de la Construction a signé plusieurs partenariats pour renforcer la formation des



architectes, ingénieurs et urbanistes aux normes environnementales. De plus, les politiques en faveur d'un logement abordable pour les ménages à revenus modestes commencent à émerger, avec des projets pilotes soutenus par la Banque asiatique de développement (BAD) et des ONG internationales.

Malgré les vents contraires, les fondamentaux du marché restent solides. Le Cambodge bénéficie d'une croissance démographique dynamique, avec une population urbaine en forte augmentation, et d'un attrait croissant pour les investisseurs régionaux en quête de diversification. Cependant, plusieurs défis persistent: le risque de surcapacité dans

le segment des condominiums, le manque d'accès au crédit pour les classes moyennes, ou encore les pressions environnementales liées à l'étalement urbain. À moyen terme, la reprise du secteur dépendra de sa capacité à s'adapter à un nouveau paradigme : moins spéculatif, plus structuré, plus durable.

Le secteur de la construction et de l'immobilier au Cambodge est à la croisée des chemins. Face à un essoufflement du modèle basé sur l'investissement étranger intensif, le pays cherche désormais à bâtir un écosystème immobilier plus équilibré, orienté vers les besoins réels du marché local et les impératifs du développement durable.

Énergie

Un avenir plus vert



Le Royaume du Cambodge souhaite devenir un acteur majeur dans le domaine de la transition énergétique et a déjà commencé à y consacrer des investissements importants.

En 2024, le mix énergétique du Cambodge illustre clairement ses ambitions nationales en matière de transition énergétique : environ 61% de la capacité installée, soit 2672MW, provient de sources renouvelables. Parmi celles-ci, l'énergie hydraulique représente 41% (1796 MW), l'énergie solaire 19% (827 MW) et la biomasse 1% (49 MW). Les énergies fossiles complètent le mix énergétique avec une capacité totale d'environ 1700MW, répartie entre le charbon (environ 1300MW, soit 30%) et le fioul (environ 400MW, soit 9%). Le Cambodge bénéficie d'importations d'électricité, à hauteur de 672MW en 2024, en provenance de ses pays limitrophes (principalement le Vietnam (50%), la Thaïlande (42%) et le Laos (8%). Cette dépendance s'observe particulièrement dans les villages frontaliers et lors de la saison sèche. Ces dernières années, la dépendance du Cambodge à l'électricité importée a diminué, passant de 31% en 2020 à seulement 8% en 2024. En 2024, la capacité totale installée a atteint 5044MW et devrait augmenter d'environ 15% en 2025, avec une projection à 6044MW d'électricité produite.

La production d'électricité au Cambodge repose majoritairement sur des producteurs indépendants (IPP), qui assurent près de 98% de la production nationale. Cette situation reflète une forte implication du secteur privé, dominé par des entreprises chinoises et locales. Des

acteurs Cambodgiens, tels que SchneiTec et le Royal Group, contribuent au développement du secteur, notamment à travers de projets dans le solaire, le stockage d'énergie et le gaz naturel liquéfié (GNL). En matière de transport et de distribution, Électricité du Cambodge (EDC) est responsable de l'ensemble du réseau haute tension. La distribution est assurée conjointement par EDC et les entreprises rurales d'électricité (REE), qui exploitent leur propre réseau sous licence. Ces REE jouent également un rôle important en tant qu'investisseurs, puisqu'elles détiennent 63% des compteurs installés à l'échelle nationale, contre 37% pour EDC.

Le Cambodge a accompli de remarquables progrès en matière d'accès à l'électricité : sur environ 14 168 villages répartis sur l'ensemble du territoire, plus de 99% sont désormais électrifiés. Le gouvernement concentre actuellement ses efforts sur l'électrification des derniers villages restants, situés dans des zones isolées et difficilement accessibles.

Face à la croissance rapide de la demande énergétique et à une exposition croissante aux fluctuations des marchés internationaux, les prix de l'énergie au Cambodge ont connu une hausse. Pour en atténuer l'impact, le gouvernement royal a pris des mesures en absorbant une partie des coûts liés au carburant, au charbon et à l'électricité importée. Des subventions ciblées ont notamment été mises en place pour les ménages à faible revenu, assurant ainsi la continuité de l'accès à l'électricité pour les plus vulnérables.



Legrand is a global specialist in electrical and digital building infrastructures, dedicated to supporting technological, societal and environmental change around the globe.

Our purpose is to improve life by transforming the spaces where people live, work and meet by delivering electrical and digital infrastructures and connected solutions that are simple, innovative and sustainable.

With over **38,200** employees around the world, we work hard every day to make the buildings of tomorrow more sustainable for everyone.

Discover the excellence of Legrand's Wiring Devices

Innovation, design and functionality.

Legrand offers a wide range of wiring devices that designed to meet the highest standards of quality and safety, making them ideal for residential, commercial, and industrial applications.

Key Highlights:

- Modern and elegant designs to complement any interior
 - Easy installation and user-friendly interfaces
 - High durability and safety compliance
 - Wide variety of switches, sockets, and smart solutions
- Whether you're upgrading your home or outfitting a new building.

Legrand's wiring devices provide the perfect blend of style and performance.



Legrand Cambodia

Representative Office of Legrand (S) Pte Ltd
Aquation Office Park
#540, Koh Pich Street, Phum 14, Sangkat Tonle Bassac, Khan Chamkar Mon, Phnom Penh, Cambodia.

(+855) 016 647 737

(+855) 016 647 797

(Available on Telegram and WhatsApp)

www.legrand.com.kh



#LegrandImprovingLives

legrand

Le secteur agricole a pu bénéficier de tarifs réduits pour soutenir l'irrigation et les opérations agricoles. Le tourisme a obtenu une baisse des coûts d'exploitation des hôtels et des centres de villégiature. Enfin, une aide a été apportée à l'industrie, avec une réduction des prix de l'électricité afin d'améliorer la compétitivité des usines et réduire les coûts de production. Cela a permis aux ménages ainsi qu'aux différents secteurs d'activité de mieux faire face à la hausse des prix et de maintenir leur résilience économique.

LE CAMBODGE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Le Cambodge s'engage résolument sur la voie d'un modèle énergétique plus durable, inscrit dans une logique de développement d'une économie plus verte. Cet engagement se reflète dans les classements régionaux et mondiaux : en 2021, les énergies renouvelables représentaient 24,36 % de la consommation finale d'énergie, plaçant le pays au 4^e rang en Asie-Pacifique, derrière la Nouvelle-Zélande et le Laos, et à la 33^e position à l'échelle mondiale.

Cet élan est soutenu par la coopération française, notamment à travers l'Agence Française de Développement (AFD), qui accompagne activement la modernisation du réseau national de transmission et de distribution d'électricité. En mai 2022, l'AFD et Électricité du Cambodge (EDC) ont inauguré de nouvelles lignes à haute tension, dans trois provinces (Koh Kong, Kampong Cham et Kratie), afin de renforcer l'accès à l'électricité. Le renforcement du système contribuera directement à l'atteinte de l'objectif de 60 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2040.

Le gouvernement collabore également avec plusieurs partenaires internationaux pour promouvoir l'efficacité énergétique, notamment l'Union européenne, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le programme Cambodia Australia Partnership for Resilient Economic Development (CAPRED), ainsi que la Banque asiatique de développement (BAD), qui soutient le pays à travers des financements ciblés et un appui technique aux ministères.

ENJEUX ET OBJECTIFS ÉNERGÉTIQUES

Dans un contexte où le pays s'est fixé pour objectif la neutralité carbone à l'horizon 2050, le secteur de l'énergie s'impose comme l'un des plus prometteurs au Cambodge. Cette transition repose sur la mise en œuvre de nombreux projets structurants. Pour la période allant de 2024 à 2029, le gouvernement a approuvé 23 initiatives représentant un investissement total de 5,79 milliards de dollars, couvrant à la fois les énergies renouvelables et l'électrification des transports. Deux appels d'offres ont été lancés par Électricité du Cambodge, en septembre 2024 et mars 2025, pour la mise en place de systèmes de stockage par batteries (BESS) de 125 MWh et 200 MWh respectivement. Parmi les projets renouvelables figurent également 12 fermes solaires, un projet hybride biomasse-solaire, un projet hydroélectrique ainsi que 6 parcs éoliens totalisant 900 MW dans les provinces de Mondulkiri et de Kampot. Les projets éoliens marquent une première à l'échelle nationale et ouvrent la voie au développement de cette filière au Cambodge. Ce déploiement s'inscrit dans une perspective plus large, le potentiel éolien du pays étant estimé à 6 500 MW par le National Renewable Energy Laboratory (NREL). Parallèlement, le secteur solaire poursuit sa montée en puissance, avec un objectif de 3 155 MW de capacité installée d'ici 2040, contre 437 MW en 2023.

Les secteurs résidentiel, commercial et public jouent un rôle clé dans la transition énergétique, représentant 63,9 % de la consommation d'électricité du pays en 2022. Dans le cadre de la Stratégie nationale d'efficacité énergétique 2022-2030 (NEEP), le gouvernement s'est fixé pour objectif de réduire de 19 % la consommation énergétique totale d'ici 2030, avec des cibles spécifiques de 34 % pour le secteur résidentiel, 25 % pour le secteur commercial et 29 % pour le secteur des services publics. Le gouvernement a déjà lancé un projet nommé Asia Low Carbon Building Transition (ALCBT), dont l'objectif est d'engager une transition vers des bâtiments plus durables et sobres en énergie. Cela contribuera significativement à la réduction de l'empreinte carbone du secteur du bâtiment et à l'atteinte de l'objectif d'une économie verte à l'horizon 2050.



Plusieurs entreprises privées proposent des solutions pour améliorer l'efficacité énergétique au Cambodge. Les incubateurs EnergyLab et Impact Hub encouragent les entrepreneurs à développer des technologies propres et innovantes. Des PME locales, comme Sevea, fournissent des services et un accompagnement stratégique pour les projets dans ce secteur. Depuis 2021, Sevea organise chaque année un concours, devenu programme énergétique, d'efficacité énergétique reconnu d'utilité publique par le Ministère de l'Environnement et le Ministère des Mines et de l'Énergie. Des initiatives sectorielles telles que le programme SWITCH to Garment ont visé à améliorer les pratiques énergétiques des usines textiles en déployant des énergies renouvelables et en promouvant des mesures d'efficacité énergétique. En tant que distributeurs, installateurs d'équipements électriques ou opérateurs de maintenance, des entreprises telles qu'ATS, Comin Khmere,

Legrand et Schneider Electric sont également actives dans ce secteur.

Des projets prometteurs ont vu le jour pour soutenir l'ambition du gouvernement cambodgien en matière de transition énergétique. Dans le cadre du Plan directeur de développement de l'électricité (PDP) 2022-2040, le Cambodge prévoit notamment l'intégration de stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) pouvant être couplées à des installations solaires. Par ailleurs, des solutions innovantes impliquant l'hydrogène sont également à l'étude, tout comme des technologies émergentes visant à transformer les déchets en énergie. Des acteurs français sont impliqués dans ces dynamiques, notamment en menant actuellement des études de faisabilité.

La CCIFC tient à remercier SEVEA pour sa contribution à la rédaction de ce chapitre.

Environnement

Vers une économie verte et inclusive



Le Cambodge, afin de relever ses ambitions environnementales, doit structurer sa transition et saisir les opportunités existantes.

LE CAMBODGE À LA CROISÉE DES CHEMINS ENVIRONNEMENTAUX

Comme de nombreuses économies émergentes, le Cambodge doit concilier croissance économique rapide et préservation de son environnement. Le PIB du pays a connu une croissance moyenne annuelle de 7% entre 2010 et 2019 (Banque mondiale), mais cette dynamique s'est accompagnée d'une pression accrue sur les ressources naturelles : déforestation massive, urbanisation rapide (avec 24 % de la population vivant en zone urbaine en 2023, contre 19% en 2010), pollution croissante, et une gestion des déchets encore embryonnaire.

La qualité de l'air à Phnom Penh s'est nettement détériorée : selon IQAir, l'indice de qualité de l'air (AQI) a régulièrement dépassé les 150 (niveau « malsain ») en période sèche en 2024, accentuant la prise de conscience publique. Cette situation affecte directement la santé publique — les maladies respiratoires figurent parmi les premières causes de consultations hospitalières — mais aussi l'image du pays pour les investisseurs et les touristes.

UN CADRE INSTITUTIONNEL EN TRANSFORMATION

Trois ministères clés se partagent les leviers de l'action environnementale :

- Le ministère de l'Environnement pilote la Stratégie nationale sur le changement climatique (2013-2023, actuellement en révision).
- Le ministère des Mines et de l'Énergie (MME) est responsable de la transition énergétique, avec une ambition de 25% d'énergies renouvelables dans le mix d'ici 2030.
- Le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche gère 7,3 millions d'hectares de terres forestières et 4,6 millions d'hectares de terres agricoles.

Ces institutions bénéficient de l'appui technique et financier de partenaires comme l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Asiatique de Développement (BAD) et le Fonds Vert pour le Climat, avec plus de 90 millions USD engagés dans des projets environnementaux au Cambodge depuis 2016.

Mais le défi reste la mise en œuvre car seules 38% des entreprises interrogées en 2022 (Banque mondiale, Enterprise Surveys) estiment que les régulations environnementales sont appliquées de manière cohérente. Il n'existe pas encore de mécanismes fiscaux efficaces pour encourager les investissements verts (exonérations, tarifs différenciés, crédits carbone...).

L'EAU POTABLE : UNE RÉUSSITE EMBLÉMATIQUE

Le Phnom Penh Water Supply Authority (PPWSA) couvre plus de 90% de la capitale avec une eau



conforme aux standards de l'OMS. Les pertes en réseau sont passées de 72% en 1993 à moins de 10% en 2022. Ce succès repose sur un modèle de gestion autonome, des investissements soutenus, plus de 400 millions USD cumulés, principalement financés par l'AFD et l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), et une gouvernance transparente. Cette expérience réussie sert aujourd'hui de référence pour les autorités, qui cherchent à appliquer une logique similaire à la gestion des déchets urbains, avec une ambition de structurer le secteur par le biais de partenariats public-privé (PPP).

ÉNERGIE : UNE TRANSITION AMORCÉE, MAIS LENTE

Longtemps dominé par l'hydroélectricité et les importations régionales, le système énergétique cambodgien est à la recherche de nouveaux équilibres, plus durables et plus sécurisés.

Le charbon représente encore un tiers de la production d'électricité du pays, une proportion importante qui repose sur une ressource majoritairement importée, posant des enjeux en matière de dépendance énergétique et d'empreinte carbone. Par ailleurs, environ 30% de l'électricité consommée au Cambodge est importée, ce qui expose le pays à une certaine vulnérabilité structurelle.

Après une période où les autorités freinaient les nouveaux projets solaires privés, le marché est désormais ouvert et accueille de nouveau les investisseurs.

Le solaire représente désormais 7% de la production nationale d'électricité et constitue un axe de développement stratégique pour la transition énergétique. Ce potentiel est probablement plus important que celui de l'éolien, encore marginal.

Les besoins sont importants, aussi bien pour répondre à la croissance des zones urbaines que pour sécuriser l'approvisionnement des zones industrielles et rurales.

Au-delà du solaire, des opportunités émergent dans :

- La biomasse, notamment à partir des sous-produits agricoles;
- Le biogaz, issu des déchets organiques et des effluents d'élevage;
- La valorisation énergétique des déchets, une solution circulaire encore à construire;
- L'éolien, qui commence à être étudié, notamment sur les zones côtières.

Plusieurs grands groupes cambodgiens se positionnent déjà sur ces segments et sont en recherche active de partenaires techniques et financiers internationaux.

DÉCHETS : UN SECTEUR SOUS TENSION, AUX PERSPECTIVES IMMENSES

Le secteur des déchets reste l'un des moins avancés, mais sans doute l'un des plus stratégiques à structurer. Phnom Penh produit plus de 3 000 tonnes de déchets solides par jour (GGGI, 2023), dont moins de 10% sont recyclés. Le reste est enfoui dans des décharges à ciel ouvert, sans valorisation.

Toute stratégie de gestion des déchets devra impérativement intégrer une politique active de réduction des volumes produits. Sans maîtrise à la source, les solutions de traitement resteront insuffisantes.

Les autorités souhaitent désormais changer d'approche, en développant une gestion intégrée, allant de la collecte au recyclage, jusqu'à la valorisation énergétique. Cependant,

la valorisation énergétique des déchets doit être considérée comme une solution de dernier recours. La combustion des déchets soulève des enjeux sanitaires majeurs (émissions toxiques, résidus dangereux) et ne peut être envisagée qu'après réduction et recyclage. En outre, cette pratique génère d'importantes émissions de CO₂ — en grande partie issues de la combustion de plastiques — et ne saurait être assimilée à une source d'énergie renouvelable. Il convient de rester vigilant à l'effet pervers que pourrait induire une logique de type «plus de déchets pour plus d'énergie», et de veiller à ne pas créer une boucle contre-productive.

Les priorités actuelles sont la mise en place d'un système de tri à la source dans les grandes villes, le développement d'unités de valorisation énergétique (waste-to-energy) et la promotion des partenariats public-privé pour moderniser la collecte, comme le pilote en cours avec Cintri et le soutien de la JICA.

Enfin, la question des déchets plastiques, et notamment leur impact marin, doit être intégrée à la réflexion. Chaque jour, l'équivalent de 2000 camions-poubelles remplis de plastique sont déversés dans les océans. Le Mékong, qui traverse le Cambodge sur près de 480km, transporte à lui seul environ 40 000 tonnes de plastique par an vers les océans. En raison de la mauvaise gestion des déchets et de l'omniprésence du plastique, les pays d'Asie du Sud-Est, dont le Cambodge, figurent parmi les principaux contributeurs à cette pollution marine mondiale. L'urbanisation rapide et la croissance démographique de la dernière décennie ont aggravé la situation. Le gouvernement envisage une feuille de route nationale sur l'économie circulaire, qui pourrait ouvrir des opportunités pour les entreprises françaises expertes en ingénierie, recyclage, et biotechnologies.

AGRICULTURE ET PÊCHE : VERS UNE TRANSFORMATION DURABLE ET RÉSILIENTE

L'agriculture demeure un pilier fondamental de l'économie cambodgienne, représentant environ 32% du PIB et employant plus de 3,5 millions de personnes, soit près de 40% de la population active (Banque mondiale, 2023). Le pays est reconnu à l'international pour certains produits

de niche à forte valeur ajoutée, tels que :

- Le poivre de Kampot, protégé par une IG (Indication Géographique);
- Le riz jasmin (Phka Romduol), plusieurs fois primé au niveau mondial;
- Et des fruits tropicaux (mangue, longane, durian) en croissance sur les marchés d'export.

UNE TRANSITION AGRICOLE NÉCESSAIRE

Pour rester compétitif et répondre aux exigences des marchés internationaux, le Cambodge doit moderniser ses pratiques agricoles tout en réduisant son empreinte environnementale trois priorités émergent :

- Réduction des intrants chimiques : les agriculteurs utilisent en moyenne 50kg d'engrais chimiques par hectare et par an, soit plus du double des recommandations de durabilité de la FAO (20kg/ha/an). Cette sur-utilisation nuit à la biodiversité des sols et à la qualité de l'eau;
- Amélioration de l'irrigation : seuls 30% des exploitations agricoles ont accès à un système d'irrigation régulier, les autres dépendant des précipitations, ce qui accroît leur vulnérabilité face aux aléas climatiques;
- Diffusion de l'agroécologie : plus de 3000 coopératives agricoles sont actives (MAFF, 2024), et certaines expérimentent des pratiques agroécologiques (engrais organiques, rotations de cultures, haies vives), mais le passage à l'échelle reste limité sans appui technique structuré.

Des initiatives pilotes, soutenues par l'AFD et le GRET, visent à introduire des chaînes de valeur durables dans les filières riz, légumes, et fruits, en promouvant la certification bio et équitable.

PÊCHE ET AQUACULTURE : PRÉSERVER LE TONLÉ SAP ET STRUCTURER L'AQUACULTURE

Le secteur de la pêche, qui constitue une source essentielle de protéines pour la population cambodgienne, traverse une période critique :

- La production issue de la pêche intérieure a chuté de près de 30% entre 2015 et 2022 (PNUD), principalement à cause de la surpêche, des barrages hydroélectriques, et de la dégradation des zones humides du lac Tonlé Sap.
- Les écosystèmes aquatiques, qui abritent l'une des plus grandes biodiversités de poissons d'eau douce au monde, sont menacés.

Pour répondre à ces enjeux, le gouvernement, en partenariat avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la JICA et la Banque mondiale, a lancé plusieurs programmes d'envergure, visant à renforcer la régulation de la pêche (zones protégées, saisonnalité, contrôle des engins), moderniser les infrastructures portuaires, de transformation et de chaîne du froid, en particulier dans les provinces de Kampong Chhnang et Pursat et accélérer le développement de l'aquaculture durable : en 2023, on recensait plus de 1 500 fermes aquacoles, dont 15% certifiées selon des standards environnementaux (ASC ou équivalents).

UN TERRAIN D'OPPORTUNITÉS POUR LES SAVOIR-FAIRE FRANÇAIS

La modernisation du secteur agricole et halieutique offre un large spectre de collaboration possible avec des entreprises françaises, notamment dans :

- L'agroécologie et la réduction des intrants;
- Les technologies d'irrigation de précision et la gestion de l'eau;
- La traçabilité numérique des produits agricoles;
- La transformation agroalimentaire, en particulier pour les fruits, le riz, et les produits de la mer;
- La valorisation des co-produits agricoles ou piscicoles (compost, bioénergie, aliments pour animaux...).

Des partenariats public-privé, combinant expertise technique, financement de bailleurs et ancrage local, peuvent contribuer à faire émerger des modèles durables, adaptés aux réalités

cambodgiennes, tout en créant de la valeur pour toutes les parties prenantes.

UNE DYNAMIQUE COLLECTIVE ENCORE TROP MÉCONNUE

Les réseaux professionnels comme CCI France Cambodge et l'EuroCham jouent un rôle important pour fédérer les acteurs et stimuler les échanges entre les entreprises locales et les experts internationaux.

Des initiatives comme la compétition d'efficacité énergétique montrent qu'il est possible de mobiliser les entreprises locales autour de pratiques vertueuses. Cependant, les acteurs français restent encore peu présents, souvent dans une posture d'attente, alors même que les besoins sont immédiats et les partenaires locaux en demande.

UN SECTEUR PRIORITAIRE, DES OPPORTUNITÉS CONCRÈTES, UN APPEL À L'ACTION

Le Cambodge se positionne aujourd'hui comme un marché d'avenir pour les solutions environnementales. L'eau, l'énergie, les déchets, l'agriculture, la pêche... tous les secteurs sont ouverts aux partenariats et attendent des solutions concrètes, déjà disponibles chez les entreprises françaises. Le cadre économique libéral, la mobilisation croissante des autorités, et la présence des bailleurs de fonds internationaux, créent un environnement propice pour les acteurs qui sauront s'engager dès aujourd'hui dans une logique de co-développement et de long terme.

Il est temps de passer de l'observation à l'action, et de capitaliser sur les premiers succès pour faire du Cambodge un laboratoire de solutions durables adaptées aux réalités des économies émergentes. C'est le moment pour les entreprises françaises de passer à l'action, en proposant des solutions adaptées, co-développées avec des partenaires cambodgiens, pour faire du Cambodge un modèle d'écologie pragmatique dans les pays émergents.

La CCIFC tient à remercier Concorde pour sa contribution à la rédaction de ce chapitre.

Tourisme

L'heure du renouveau



Porté par la renommée d'Angkor, le Cambodge a connu une croissance continue jusqu'en 2019. La pandémie a toutefois fait chuter les arrivées internationales de plus de 80% en 2020-2021. Malgré la réouverture précoce des frontières, la reprise reste inégale : en 2024, la fréquentation d'Angkor demeure inférieure de 55% au niveau de 2019 et le nombre réel de visiteurs étrangers tourne autour de 2 millions, loin des années fastes.

Ce retard s'explique par une image de marque trop centrée sur Angkor et l'histoire des Khmers rouges. Le Cambodge, pourtant parmi les pays ayant le mieux géré la crise sanitaire, se retrouve aujourd'hui à la traîne dans la région. D'où la nécessité d'un regard critique sur les statistiques officielles et d'une révision des stratégies de promotion. L'État poursuit néanmoins ses investissements (infrastructures, allègements fiscaux, formation professionnelle) pour renforcer

la compétitivité du secteur.

DIVERSIFICATION ET NOUVELLES TENDANCES

Le tourisme cambodgien connaît aujourd'hui une dynamique de diversification portée par de nouvelles tendances. L'écotourisme, en plein essor, séduit une clientèle en quête de nature et d'authenticité, notamment dans des régions comme le Mondolkiri ou la chaîne des Cardamomes. Parallèlement, le tourisme balnéaire se développe rapidement, avec des destinations comme Koh Rong et Koh Rong Samloem qui offrent des plages préservées et une alternative plus tranquille aux stations balnéaires surfréquentées de la région.

Le tourisme communautaire et durable gagne également du terrain, grâce à une implication accrue des populations locales et à des initiatives

BLAZE EXPAT
EXPLOREZ,
INSTALLEZ-VOUS,
RAYONNEZ

NOS SERVICES

- Renouvellement visa d'affaires
- Permis de travail
- Permis de conduire
- Assistance administrative

BLAZE VOYAGE

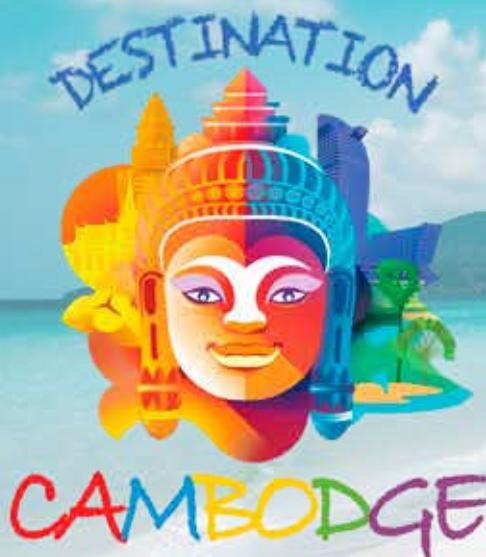
DES SOUVENIRS À
CRÉER, DES
MONDES À
DÉCOUVRIR

- NOS SERVICES**
- Billets d'avion
 - Circuits au Cambodge
 - Tours Europe et Asie
 - Assistance visas
 - Organisation transports

Contact

📞 +855 (76) 818 7484
📍 Urban Village, Hun Sen Blvd (60m), Sangkat Chak Angre Leu, Phnom Penh

SCANNEZ-MOI !



Et si on partait ensemble?

Depuis 2013, nous partageons notre passion du Cambodge avec chaque voyageur. Ici, tout commence par un sourire... le Sourire Khmer, vrai, sincère, inoubliable.

Déjà plus de 185 000 voyageurs ont vécu cette aventure unique.

Pourquoi pas vous?

Scannez le QR code et parlons de votre prochain voyage!



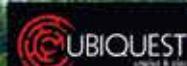
NATION BRANDING
COMMUNICATION D'INFLUENCE
STRATÉGIE CULTURELLE
PRODUCTION AUDIOVISUELLE
ÉVÈNEMENTIEL INTERNATIONAL

NOTRE VISION:
CATALYSER L'INNOVATION,
FÉDÉRER LES TALENTS ET FACONNER
L'IMAGE DES NATIONS POUR DEMAIN

PAVILLO
CAMBODGE



XIX^e SOMMET DE
LA FRANCOPHONIE
Villars-Cotterêches - 2024



TEAM BUILDING & ACTIVITÉS ORIGINALES SCÉNARISÉES
POUR ENTREPRISES & PARTICULIERS

PORTUGAL - CAMBODGE - VIETNAM

Ubiquestcambodia

cambodia@ubi-quest.com

www.ubi-quest.com



centrées sur la préservation de l'environnement. Enfin, la mise en valeur des expressions artistiques – musique, danse, théâtre, sculpture – s'impose comme un levier stratégique pour renforcer le soft power du pays et enrichir l'expérience culturelle des visiteurs.

Le Cambodge cible de nouveaux marchés (Inde, Indonésie, Malaisie) tout en consolidant sa présence européenne (campagne Destination Cambodge 2024). Sous la bannière « Tourism for All, All for Tourism », il vise 7,2 à 7,5 millions de visiteurs en 2025 et 8,5 millions en 2028.

Le Cambodge bénéficie de nombreux atouts qui façonnent son positionnement régional. Au-delà de ses temples emblématiques, le pays séduit les visiteurs par l'accueil chaleureux et la gentillesse sincère de sa population, perçue comme l'une de ses principales richesses humaines. Son patrimoine naturel, composé de plages, d'îles et de parcs nationaux, contribue à prolonger la durée des séjours et à ancrer le pays comme une destination montante de l'écotourisme en Asie

du Sud-Est.

Face à ses voisins, le Cambodge mise sur la singularité de son offre. Contrairement à la Thaïlande ou au Vietnam, il propose une expérience plus paisible et authentique. Par rapport au Laos, il bénéficie d'une meilleure accessibilité et d'infrastructures plus développées. Toutefois, la forte dépendance au site d'Angkor, bien qu'il représente un atout touristique majeur, constitue également une faiblesse : la majorité des visiteurs ne restent que trois à quatre jours, réduisant l'impact économique des séjours.

Le secteur touristique joue un rôle clé dans l'économie nationale, représentant environ 25 % du PIB. Depuis 2020, la baisse de fréquentation, notamment à Angkor, a entraîné un manque à gagner estimé à plus de 200 millions de dollars, impactant directement les finances publiques et fragilisant les petites et moyennes entreprises du secteur.



RÉUNIONS & ÉVÉNEMENTS

Que vous organisiez une réunion, un lancement de produit ou une réception privée, nos espaces s'adaptent à chaque occasion avec élégance et fonctionnalité.

Notre équipe vous accompagne avec attention et professionnalisme, pour faire de votre événement un moment unique et mémorable.

*Votre prochain
événement
commence ici*



Village No 14, Sam Dach Hun Sen Road, Tonle Bassac Commune, Chamkarmorn District, 120101 Phnom Penh, Cambodia

Tel (855) 23 913 888 E-mail: phnompenh@shangri-la.com
Website: www.shangri-la.com

GOUVERNANCE, DÉFIS ET PERSPECTIVES

La gouvernance du secteur touristique cambodgien connaît un tournant avec la création, en 2024, du Cambodia Tourism Board (CTB), réunissant acteurs publics et privés. Cette initiative suscite de grandes attentes : le secteur privé espère désormais une relance structurée et coordonnée pour repositionner le Cambodge sur la scène internationale.

Cependant, de nombreux défis subsistent. La compréhension du tourisme durable reste partielle et souvent limitée à l'écotourisme ou à des campagnes symboliques axées sur la pollution plastique. Ce déficit conceptuel s'accompagne d'un manque d'expertise locale, notamment chez les petits opérateurs, qui peinent à intégrer les dimensions sociales, environnementales et culturelles du développement durable.

Le travail informel, qui concerne près de 88% des emplois touristiques, complique la reconnaissance des compétences et limite l'adoption de pratiques professionnelles responsables. Par ailleurs, des inégalités structurelles persistent : les femmes et les jeunes sont encore trop peu représentés dans les postes qualifiés, en particulier dans les zones rurales. Enfin, la dépendance excessive au site d'Angkor rend le secteur vulnérable aux crises, comme l'a montré la pandémie.

Les infrastructures constituent également un frein. Si les axes principaux sont en amélioration, de nombreuses destinations secondaires restent difficilement accessibles, faute de routes praticables ou de liaisons aériennes efficaces. Les services publics essentiels (toilettes, gestion des déchets, signalisation) font souvent défaut hors des grands centres. La qualité des hébergements varie fortement et l'adoption des standards internationaux reste limitée, notamment en milieu rural.

Pour répondre à ces défis, plusieurs axes stratégiques sont en cours de déploiement : investissements ciblés dans les infrastructures clés (aéroports, routes secondaires, ports touristiques), élaboration de plans directeurs régionaux adaptés (Siem Reap, Mondolkiri, Kep), et développement de partenariats public-privé visant à encourager des infrastructures durables et



des hébergements écoresponsables. Ces efforts doivent s'inscrire dans une approche intégrée, combinant gouvernance partagée, renforcement des capacités et ancrage territorial.

ENJEUX ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Avant la crise sanitaire, le tourisme constituait l'un des piliers de l'économie cambodgienne. En 2019, il générait plus de 4 milliards de dollars de recettes annuelles et employait directement ou indirectement plus de 2 millions de personnes, représentant entre 20 et 25% de la population active. Ce secteur jouait un rôle de levier transversal, stimulant de nombreuses filières telles que l'hôtellerie-restauration, les transports, l'artisanat, l'agriculture, les services publics, la finance, la santé et les loisirs. Les femmes y occupaient une place centrale, notamment dans les métiers de l'accueil, de la vente et de la production artisanale.

Mais cette importance économique s'accompagne de faiblesses structurelles persistantes. Le décalage entre les formations proposées et les compétences réellement demandées freine l'employabilité. Le recours massif au travail informel prive de nombreux travailleurs de protection sociale et complique la structuration professionnelle du secteur. La prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux reste

encore limitée, malgré la montée en puissance du tourisme durable. Enfin, le secteur privé est peu impliqué dans les dispositifs de formation initiale et continue, ce qui limite l'adéquation entre offre éducative et besoins opérationnels.

Face à ces défis, le gouvernement a engagé plusieurs initiatives structurantes :

- La création de deux écoles hôtelières à Phnom Penh et Sihanoukville, soutenues par l'Agence française de Développement (AFD), pour renforcer la formation professionnelle;
- L'actualisation du Cadre national des qualifications, désormais aligné avec les standards de l'ASEAN, afin de mieux reconnaître et certifier les compétences acquises;
- L'intégration progressive de modules sur le tourisme responsable, la gestion environnementale et la valorisation du patrimoine dans les cursus

de formation;

- La promotion de segments alternatifs à fort potentiel : écotourisme, agrotourisme, tourisme communautaire et tourisme de bien-être.

L'avenir du tourisme cambodgien dépendra de sa capacité à se moderniser, à diversifier son offre, et à adopter des pratiques réellement durables. En renforçant la collaboration avec les ONG, les bailleurs de fonds et les acteurs locaux, le pays peut faire émerger un modèle touristique plus équilibré, qui concilie développement économique, inclusion sociale et préservation de l'environnement. Ce positionnement est essentiel pour assurer la résilience du secteur face aux crises futures et bâtir un tourisme à la fois compétitif et éthique.

La CCIFC tient à remercier All Dreams Cambodia et Millennium Destinations pour leurs contributions à la rédaction de ce chapitre.

PLANTATION

urban resort & spa



Business with breathing space, just steps from the Royal Palace
www.theplantation.asia

Santé

Entre progrès et inégalités



Au cours des dernières années, et notamment depuis la pandémie du Covid-19, le Cambodge a fait de nombreux progrès dans le domaine de la santé publique.

L'espérance de vie au Cambodge a connu une augmentation significative, passant de 65 ans en 2018 à 76 ans en 2022. Parallèlement, le taux de mortalité néonatale a chuté de 37 à 8 pour 1 000 naissances vivantes, et celui des enfants de moins de 5 ans est passé de 124 à 16 pour 1 000 naissances vivantes au cours des deux dernières décennies. Le pays a éradiqué la poliomyélite en 1997 et a enregistré des progrès significatifs dans la lutte contre le paludisme, avec une absence de mortalité due à cette maladie depuis 2018. Les taux d'incidence et de mortalité de la tuberculose ont diminué d'environ 50% entre 2000 et 2021. Ainsi, le Cambodge a réalisé les objectifs de développement Durable de l'ONU avec près de huit ans d'avance. L'amélioration du secteur de la santé a aussi été permise par les politiques du gouvernement mises en place avant 2020. Elles ont notamment permis de faire passer la couverture de soins de 24% en 2000 à 58% en 2021 et de faire baisser les dépenses de santé à la charge des patients de 70% en 2000 à 60% en 2020.

Cependant, le système de santé au Cambodge présente toujours de nombreuses lacunes et retards, notamment par rapport à ses voisins. Ainsi, en matière d'accès aux soins de qualité, une partie des Cambodgiens n'a pas accès aux soins, notamment zones rurales, où seulement

56% de la population a accès à l'eau potable, et 18% à des installations sanitaires améliorées. Ces conditions contribuent à des taux élevés de malnutrition et de maladies transmissibles. De la même manière, de nombreuses spécialités médicales (neurologie, chirurgie réparatrice de la main...) et d'équipements précis ne sont pas ou peu disponibles au Cambodge, le coût pour accéder à des soins de qualité est très élevé et le pays manque de personnel formé, notamment d'infirmières et de médecins spécialisés. De ce fait, une partie de la population ne se fait pas soigner tandis que certains partent à l'étranger pour se faire soigner. Enfin, la régulation pharmaceutique et médicamenteuse est encore très faible, entraînant une forte automédication.

Le Cambodge a mis en place des initiatives pour améliorer l'accès aux soins, notamment à travers le Fonds National de Sécurité Sociale (NSSF) déjà existant pour les travailleurs et employeurs du secteur formel, et qui devrait étendre la couverture santé au plus grand nombre, y compris les auto-entrepreneurs (chauffeurs de Tuk-tuks, livreurs, vendeurs de rue,...) qui représentent la majorité des actifs. Des efforts sont également déployés pour offrir une aide médicale gratuite aux populations les plus démunies. De plus, le gouvernement, à travers le Plan Pentagonal a fixé plusieurs objectifs afin d'améliorer le secteur de la santé d'ici 2028 dont la réduction du taux de mortalité de la population, le renforcement de la qualité des soins, la coopération interministérielle et finalement l'adoption de nouvelles lois sur le secteur de la santé.

UN MARCHÉ EN CONSTANTE ÉVOLUTION

Le marché pharmaceutique cambodgien est en pleine mutation. Toujours dominé par des officines traditionnelles, il voit cependant émerger depuis quelques années des chaînes de pharmacies modernes, qui misent sur la qualité, la transparence et l'expérience client comme Ucare ou encore la Pharmacie de la Gare. Le pays compte aujourd'hui environ 4 000 pharmacies, mais avec un niveau de qualité très hétérogène, tant en termes de formation des pharmaciens que de stockage ou de traçabilité des produits.

Fondée en 2004, UCare Pharmacy s'impose comme le leader de la pharmacie moderne au Cambodge. Avec 27 points de vente implantés dans 6 provinces, UCare propose un modèle reposant sur un large choix de produits de santé, de beauté et de bien-être, majoritairement français, européens, et généralement occidentaux, dans des environnements professionnels et contrôlés. La chaîne forme elle-même ses pharmaciens afin de garantir un niveau de compétence

élevé, dans un contexte où la formation initiale reste perfectible et représente un défi pour le gouvernement. Des distributeurs internationaux tels que DKSH et Zuellig Pharma et des institutions françaises comme l'Institut Pasteur, jouent un rôle clé dans l'approvisionnement en médicaments au Cambodge, en assurant la distribution de produits pharmaceutiques de qualité à travers le pays.

Les produits de santé représentent une part majeure des exportations de la France vers le Cambodge, et de nombreuses firmes françaises s'intéressent à la possibilité de venir sur le marché cambodgien, la population locale appréciant particulièrement la qualité des produits français. Ainsi, en 2023, le Cambodge a importé pour 415 millions de produits pharmaceutiques, soit environ 80% de ses besoins. Les produits français représentaient 27% des exportations françaises au Cambodge pour un montant de 51 millions de dollars (données de la Direction Générale du Trésor). Si la France brille par ses marques de cosmétiques de luxe et de dermo-pharmacie, les produits coréens ont également le vent en poupe



pharmacie-delagare.com



Scan for location



Main Branch

092 711 771
093 271 771

BKK Branch

011 618 258

Chaktomuk Branch

098 822 771

Chbar Ampov Branch

098 922 771

Pharmacie de la Gare

info@pharmacie-delagare.com



អេក្រីនស៊ី យុរើបក់ទែន មេដិក់យោ
Advance European Medicare Center

Advance European Medicare Center

General Physicians and Specialists
Consultation – Teleconsultation -Visit at home



Scan for location



european-medicare.com

3, Str. 240, Sangkat Chaktomuk

012 634 115 - 011 811 175

info@european-medicare.com

auprès des jeunes consommateurs attirés par leur technicité et leurs prix abordables.

Le marché cambodgien des produits de beauté et de soins personnels a atteint 116,5 millions USD en 2024, avec une croissance annuelle prévue de 3,49% entre 2024 et 2029. Cette expansion est stimulée par l'augmentation des revenus disponibles, l'urbanisation et une population jeune de plus en plus soucieuse de son apparence. Les consommateurs cambodgiens manifestent un intérêt croissant pour les produits naturels et locaux, notamment ceux à base d'ingrédients traditionnels et biologiques. Cette tendance offre des opportunités pour les marques locales et les produits respectueux de l'environnement.

AUTO-MÉDICATION ET CONTREFAÇON, DES FLÉAUX PERSISTANTS

Le pays est confronté à une circulation persistante de médicaments contrefaçons ou sous-standards, malgré un réel effort de lutte contre ce fléau. La difficulté d'obtenir une autorisation de mise sur le marché (AMM) pour de nouveaux produits pousse certains opérateurs à recourir à l'importation parallèle, souvent hors des canaux officiels. Cette situation complique le contrôle de qualité et la traçabilité des médicaments. Ainsi, les médicaments contrefaçons ou non conformes aux réglementations représentaient 13% du marché selon une enquête du Ministère de la Santé. Une nouvelle loi sur les produits pharmaceutiques, en cours de finalisation, devrait permettre d'accélérer les procédures d'enregistrement, notamment pour les médicaments déjà approuvés dans l'Union européenne, renforçant ainsi la sécurité sanitaire.

Le déficit de formation reste l'un des freins majeurs au développement du secteur. Chaque année, 700 à 1000 pharmaciens sortent des universités, mais le manque de pratique dans des conditions standards ne leur permet pas de jouer pleinement leur rôle, les cantonnant à une fonction de vendeurs de médicaments. Certaines chaînes comme UCare Pharmacy forment elles-mêmes leurs collaborateurs, en partenariat avec certaines universités et accueillent de nombreux étudiants en pharmacie pour des stages. Le Cambodge prévoit la création de centres hospitalo-universitaires et le développement de programmes d'échange avec des universités étrangères pour renforcer les compétences locales.

L'automédication reste largement répandue, en particulier dans les zones où les médecins sont rares. Une pratique particulièrement problématique est celle des « cocktails médicamenteux » : sachets vendus sans ordonnance contenant un mélange non identifié d'antibiotiques, corticoïdes et autres analgésiques. Ces pratiques présentent de graves risques pour la santé publique (résistance aux antibiotiques, effets secondaires, interactions). Le ministère de la Santé et les universités locales travaillent à sensibiliser les professionnels et la population sur les dangers de ces habitudes.

LES HÔPITAUX, UN MANQUE POUR LA POPULATION CAMBODGIENNE

Enfin, le secteur hospitalier représente environ 760 millions de dollars en 2024 avec une croissance annuelle prévue de 5% d'ici 2029, notamment grâce à l'amélioration des infrastructures et le



CHIROPRACTIE

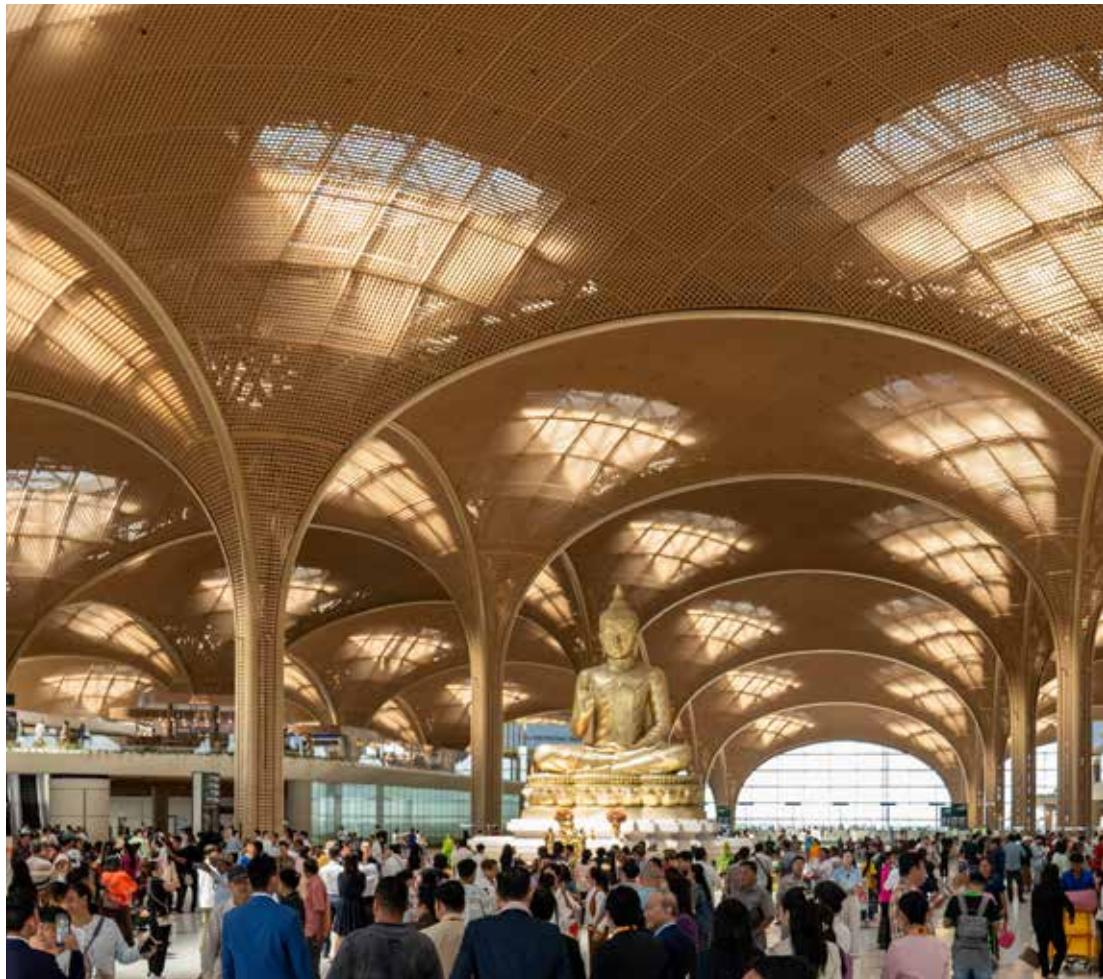
Christophe Savouré D.C. • Kevin Mernissi D.C. • Suresh Courousse D.C.
Hugo Fuchs D.C. • Margaux Douay D.C.

Cinq Chiropracteurs à votre service. Première clinique Chiropractique, ouverte en 2012.

- Mal de cou & lumbago
- Problèmes de disques, sciatiques, cruralgies
- Maux de tête, Problèmes d'épaules
- Blessures sportives
- Class IV thérapeutique LASER
- DTS décompression disque vertébraux
- Électrothérapie
- Semelles orthopédique sur mesure

#4A St.228, Sangkat Chaktomuk, Phnom Penh 099 888 240
#55 St.566 (7e ét. Biomedic building), Toul Kork 093 233 999
info@cambodiachiropactic.com www.cambodiachiropactic.com





meilleur accès aux soins de qualité. Actuellement le pays compte douze hôpitaux nationaux mais attire aussi de nombreux investissements privés et parfois étrangers (Japon, Singapour, Thaïlande...). Ainsi, le Cambodge compte plusieurs hôpitaux privés conformes aux normes internationales et gérés par des entreprises étrangères comme le Royal Angkor International Hospital ou le Royal Phnom Penh Hospital opérés par Bangkok Dusit Medical Services Public. Malgré cela, une partie de la population n'a pas accès aux soins fournis par les hôpitaux à cause de leurs coûts, mais aussi du manque d'infrastructures dans les zones rurales. Pour pallier ce manque d'accès, des organisations internationales ou ONG ont créé des hôpitaux et centres médicaux pour permettre à toute la population d'avoir accès à des soins de façon gratuite, comme le Angkor Hospital for

Children (AHC) basé à Siem Reap ou les Hôpitaux Kantha Bopha, permettant d'améliorer la situation dans certaines zones du pays.

Le Cambodge s'engage à poursuivre ses efforts pour améliorer le système de santé, avec des investissements dans les infrastructures, la formation du personnel et la régulation du secteur pharmaceutique pour faire face aux nouveaux défis notamment l'augmentation des maladies non transmissibles (diabète, asthme, cancer), responsables de 39% des décès. La collaboration entre les secteurs public et privé sera essentielle pour assurer un accès équitable aux soins de qualité pour l'ensemble de la population.

La CCIFC tient à remercier Ucare Pharmacy pour pour sa contribution à la rédaction de ce chapitre.

CHAPITRE IV

ENTREPRENEURIAT ET LEADERSHIP



Portraits d'entrepreneurs français : Leçons et stratégies



PASCAL CATRY ET UCARE PHARMACY, AU SERVICE DE LA SANTÉ DES CAMBODGIENS

Introduction

Ucare Pharmacy est la première chaîne de pharmacies modernes au Cambodge, avec 27 points de vente sur 6 provinces, plus de 95 pharmaciens et 220 employés au total. Les pharmacies Ucare, aujourd'hui référence au Cambodge, se sont différenciées des officines traditionnelles par les produits proposés, en majorité importés de France et de l'international, et un service de qualité. La clientèle est majoritairement composée de Cambodgiens désireux de prendre soin de leur santé et une clientèle d'expatriés et touristes.

Né au Cambodge et y ayant grandi jusqu'à l'âge de ses 7 ans, Pascal Catry va vivre une période au Japon avant de venir en France, où il a notamment réalisé ses études de pharmacie à la faculté de Grenoble, afin d'obtenir un doctorat. Il fait ses classes dans différentes officines dans le sud de la France avant d'acheter lui-même sa première pharmacie en 2000 près d'Arles. Après 12 ans d'exercice et une belle croissance, il décide de vendre son officine et de rentrer dans la grande distribution en devenant adhérent Intermarché. C'est en 2016 que Pascal Catry décide de rentrer au Cambodge et rachète avec l'aide de son père la marque et l'ensemble de la chaîne de magasins Ucare Pharmacy.

Les premiers pas en tant qu'entrepreneur au Cambodge

Pour Pascal Catry, devenir entrepreneur n'était pas une vocation, il l'a construit grâce à ses nombreuses expériences en tant qu'employé.

Sa première expérience en tant qu'entrepreneur fut une réussite, en développant son officine

pendant près de 12 ans, améliorant la qualité du service et surtout en triplant le chiffre d'affaires de la pharmacie. Cette première expérience en tant que gérant de sa pharmacie l'a grandement inspiré et aidé dans le développement de la marque et des officines Ucare au Cambodge.

Racheter Ucare Pharmacy, ce n'était pas partir de zéro, c'était reprendre la chaîne leader de pharmacies au Cambodge, mais qui peinait à s'imposer comme incontestée. Pascal Catry, grâce à ses 30 années d'expériences, a pu apporter une valeur ajoutée à cette marque qui manquait encore de rigueur et en faire un vrai leader de la pharmacie à travers le pays.

En qualité de dirigeant, il a pu, non seulement, apporter son expérience et son savoir-faire en tant que pharmacien mais aussi au niveau administratif, comptable, marketing ou encore concernant le service client.

Pascal Catry a dû s'entourer d'une équipe compétente pour faire grandir Ucare en tant que marque mais aussi par le nombre de magasins physiques à travers le pays. Par ailleurs, il n'a pas hésité à former lui-même son personnel, permettant de créer une vraie culture d'entreprise.

Être entrepreneur, c'est quoi ?

Selon Pascal Catry, être entrepreneur c'est : « la compétence, l'attention portée au client, et le désir de toujours avancer. Au quotidien, cela se traduit par les formations (nous formons en interne nos pharmaciens), les multiples projets que nous lançons, et bien sûr notre plan d'expansion avec l'ouverture de plusieurs nouvelles pharmacies chaque année.».

Pascal Catry privilégie un leadership fondé sur l'exemple et la collaboration, en restant proche

de l'ensemble des équipes. Son parcours varié, allant de la pharmacie à la gestion d'entreprise, a renforcé sa légitimité managériale. Au Cambodge, il constate que le respect s'acquiert en démontrant concrètement l'efficacité de ses choix.

Pour Pascal Catry, la réussite est une notion incertaine, sans garantie que ce qui fonctionne aujourd'hui reste valable demain. Il voit dans la réputation de son enseigne, autant auprès des expatriés que des Cambodgiens — qui représentent désormais plus de 60 % de la clientèle — un véritable marqueur de succès. Cette image forte attire de nombreux fournisseurs, locaux comme internationaux, notamment français, qui souhaitent référencer leurs produits dans le réseau Ucare Pharmacy.

Pascal Catry a su bâtir un modèle solide et différent dans la région, loin des chaînes asiatiques misant sur une expansion rapide mais peu rentable. Il privilégie au contraire une croissance maîtrisée, fondée sur la rentabilité, la qualité de service et une vision à long terme.

Ucare Pharmacy, en pleine expansion

Pascal Catry positionne Ucare Pharmacy comme une enseigne premium, grâce à une offre de produits de qualité et des services soignés. Les pharmaciens, formés en interne et multilingues, suivent des protocoles stricts pour garantir une expérience client irréprochable. Ucare Pharmacy

se distingue aussi par un agencement soigné, un marketing innovant et des outils technologiques avancés, qui lui assurent une longueur d'avance sur la concurrence au Cambodge.

Bien que Ucare Pharmacy soit aujourd'hui leader sur le marché des pharmacies d'officine au Cambodge, le secteur reste largement dominé par des officines traditionnelles aux pratiques souvent éloignées des standards requis. Le manque de contrôle sur le stockage, la qualité des médicaments, ou encore la délivrance non encadrée de traitements soulève de réels enjeux de santé publique.

L'avenir de Ucare Pharmacy passe par une contribution active à l'évolution du système de santé : partenariats avec les universités, accueil de centaines de stagiaires chaque année, collaboration avec le ministère de la Santé et engagement dans des actions de prévention, de dépistage ou de vaccination.

Pour répondre aux enjeux actuels, Ucare Pharmacy s'engage dans la santé digitale à travers la télémédecine et le développement de l'e-pharmacie avec livraison à domicile. L'intégration au futur système de sécurité sociale cambodgien est également une priorité, afin de permettre le remboursement des traitements.

L'objectif reste clair : rendre accessibles des soins et services de qualité au plus grand nombre.



Portraits d'entrepreneurs français : Leçons et stratégies



CONFLUENCES : SOREASMEY KE BIN, UN TRAIT D'UNION ENTRE LES AMBITIONS FRANÇAISES ET LES OPPORTUNITÉS CAMBODGIENNES

Introduction

Fondateur de Confluences, un cabinet de conseil spécialisé dans l'accompagnement des entreprises étrangères au Cambodge, Soreasmey Ke Bin partage sa vision du pays, son parcours entrepreneurial, et ses ambitions pour les années à venir.

Né en France dans une famille franco-khmère, il découvre le Cambodge adolescent, lors de séjours familiaux qui deviendront plus fréquents. Il s'y installe définitivement au début des années 2000, après son service militaire en France.

« J'ai commencé au début des années 2000 sans spécialisation ni expérience, mais avec l'envie d'entreprendre. Grâce à plusieurs rencontres clés, je me suis lancé dans différents projets, souvent en m'associant à des profils plus expérimentés. Informatique, médias, distribution, communication : ces quinze années de terrain m'ont formé. Elles m'ont permis de comprendre les codes, de construire des réseaux, et d'identifier ce qui manquait, à savoir une structure capable de faire le lien entre les standards attendus par les acteurs internationaux et les réalités du terrain cambodgien. Confluences est née de cette conviction. »

Le Cambodge, encore méconnu, est pourtant l'une des success stories les plus impressionnantes des dernières décennies: une croissance soutenue, une population jeune dont 70% a moins de 30 ans, et une vraie ouverture sur le monde. L'un des défis majeurs rencontrés par Confluences est justement de faire connaître ce marché et ses opportunités, encore trop souvent sous-estimées.

« L'objectif premier a été de construire la crédibilité du Cambodge comme destination économique. »

Fondée en 2015 à Phnom Penh, Confluences accompagne les entreprises françaises, européennes et asiatiques dans leur compréhension du marché cambodgien, leurs démarches commerciales, leurs implantations locales et le développement de leurs activités. Dès le départ, la mission est claire : structurer le métier de partenaire local pour en faire une véritable expertise. L'entreprise propose aujourd'hui une offre complète : études de marché, prospection, représentation commerciale, gestion administrative, portage salarial, mais aussi accompagnement RH via Convergences, aide au développement via Concorde, M&A via Confluences Capital, et projets d'investissement sous la bannière Tandem, groupe auquel Confluences appartient. Cette approche intégrée permet un accompagnement à 360°, quels que soient la taille ou le secteur des projets. Pour Confluences, il n'y a pas de petits clients : chaque initiative mérite la même rigueur et le même engagement.

« Le Cambodge ne m'a pas simplement accueilli : il m'a fait devenir entrepreneur. »

Confluences a dû faire face à de nombreux défis dans son développement. Il a fallu structurer une offre crédible avec peu de moyens, convaincre des clients dans un marché encore peu visible, et s'adapter à une croissance rapide. Ce cheminement a mené à une transformation progressive de l'organisation interne, notamment par la mise en place d'outils RH, d'une culture managériale structurée, et par la création d'entités spécialisées. Le recrutement et la fidélisation des équipes ont aussi été centraux.

« Aujourd’hui encore, nous poursuivons cette dynamique, avec l’ambition de construire un petit groupe cohérent de projets et d’entreprises. »

Confluences emploie aujourd’hui plus de 40 collaborateurs, avec un encadrement majoritairement franco-khmer. L’entreprise a structuré une communauté d’acteurs - partenaires, entreprises résidentes, institutions - qui collaborent et partagent les opportunités. Elle agit comme un catalyseur de projets et comme un espace d’échanges.

« Cette culture du partage est au cœur de notre fonctionnement. Elle nous permet d’accueillir des projets très divers, et de créer les conditions d’une croissance collective. »

Les valeurs de Confluences sont simples : loyauté, exigence, adaptabilité, et sens du service. « Ces principes se vivent au quotidien dans la manière dont nous collaborons, recrutons, accompagnons nos clients et construisons nos partenariats. » La loyauté s’exprime dans l’engagement à long terme ; l’exigence dans la qualité des livrables ; l’adaptabilité dans la capacité à traiter des projets très différents ; et le sens du service dans l’attention constante aux besoins des clients et partenaires.

L’entreprise joue également un rôle actif dans la structuration de son environnement économique. Elle travaille en étroite collaboration avec les autorités cambodgiennes, mais aussi avec l’écosystème français : CCI France Cambodge, Ambassade de France, Business France (dont elle est le partenaire référencé), Bpifrance, plusieurs Régions françaises, ainsi que les réseaux French Tech, French Founders ou encore l’Alliance des Patronats Francophones. Elle collabore aussi avec Investissement Québec, l’AWEX pour la Wallonie, et d’autres institutions. Confluences agit souvent, de fait, comme un ambassadeur économique du Cambodge.

Etre actif, pour Confluences, c’est aussi participer aux espaces de dialogue entre acteurs publics et privés, promouvoir le pays à l’international, faire émerger de nouveaux projets et soutenir les jeunes entreprises. « Le Cambodge est un formidable terrain de jeu entrepreneurial. Nous avons su en profiter. Aujourd’hui, notre ambition est d’en faire profiter d’autres. »

L’objectif de Confluences reste inchangé : contribuer activement au développement socio-économique du Cambodge à travers des projets utiles, crédibles et à fort impact. L’ambition est également régionale : faire du Cambodge une porte d’entrée stratégique, mais aussi une plateforme de déploiement vers l’ensemble de la région du Grand Mékong.





EXECUTIVE SEARCH · CONSULTING RH · SERVICES RH EXTERNALISÉS

Expertise locale, Portée régionale

MEMBRE DU RÉSEAU ESAP



CONTACTEZ-NOUS contact@convergences.asia | +855 (0)97 240 4597 [Visitez notre site internet](#)

Convergences - Aquation Office Park, Bâtiment F, 540, rue Koh Pich, Phnom Penh 120201 - Royaume du Cambodge



Conseil sur l'implantation

LANCER SON ACTIVITÉ AU CAMBODGE: LES CLÉS POUR RÉUSSIR

Le Cambodge attire de plus en plus d'entrepreneurs et d'investisseurs séduits par son dynamisme, sa population jeune, son positionnement stratégique en Asie du Sud-Est et un cadre fiscal attractif. Mais comme tout marché émergent, réussir son implantation nécessite de bien s'entourer, de comprendre l'écosystème local et d'activer les bons leviers dès le démarrage.

ÉTUDE DE MARCHÉ

Avant de s'implanter, il est essentiel de bien comprendre l'environnement dans lequel on souhaite se développer. Pour cela, une étude de marché approfondie est indispensable afin de poser les bases d'un projet solide et adapté au contexte local.

Cette étude doit permettre à l'entrepreneur de cerner les différentes dimensions du marché ciblé. D'abord, le cadre juridique, souvent très différent de celui de la France, doit être bien maîtrisé. Il est vivement recommandé de faire appel à un cabinet d'avocats local, qui saura fournir les conseils appropriés. Ensuite, l'analyse doit inclure les spécificités culturelles et sociales de la population : modes de consommation, pratiques culturelles, niveaux de revenus, etc.

Pour mener à bien cette démarche, deux structures de référence peuvent vous accompagner : la Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge (CCIFC) et Confluences. Leur connaissance approfondie du marché cambodgien et l'expertise de leurs équipes constituent un atout précieux pour toute entreprise souhaitant s'implanter durablement dans le pays.

En résumé, réussir son implantation passe par une bonne compréhension de son environnement, une offre adaptée, une communication pertinente et des partenariats stratégiques.

CHOISIR UN PARTENAIRE LOCAL

L'un des premiers défis auxquels se heurte tout entrepreneur souhaitant s'implanter au Cambodge est le choix du partenaire local. Dans un environnement où les codes culturels, les pratiques commerciales et les cadres juridiques peuvent différer sensiblement de ceux auxquels sont habituées les entreprises françaises, s'appuyer sur un partenaire local solide, compétent et digne de confiance représente un atout stratégique majeur. Un partenaire local ne doit pas être considéré uniquement comme un actionnaire ou un fournisseur : il peut être un véritable levier de réussite. Un bon partenaire joue souvent un rôle décisif dans la compréhension des usages et spécificités locales, l'interprétation des normes informelles, l'identification des bons interlocuteurs, et l'instauration d'un climat de confiance avec les autorités administratives ou les communautés d'affaires. Il peut également faciliter l'accès à des réseaux essentiels au développement commercial, accélérer les démarches d'enregistrement ou d'obtention de licences, et permettre d'éviter certaines erreurs liées à une méconnaissance du terrain.

Toutefois, il convient d'aborder ce choix avec la plus grande rigueur. Il est impératif de procéder à une vérification approfondie (*due diligence*), qui portera à la fois sur la solidité financière de l'entité partenaire, son historique, sa réputation sur le marché, ses relations éventuelles avec des institutions publiques ou privées, et sa capacité réelle à accompagner le développement de l'entreprise. Il est également conseillé de privilégier une relation fondée sur une réciprocité équilibrée des engagements, sur des objectifs partagés, et sur des mécanismes clairs de gouvernance. Tous les accords doivent être formalisés par écrit, dans des contrats rédigés de manière précise, éventuellement en deux langues.

INTÉGRER UN RÉSEAU

Dans un environnement d'affaires en constante

évolution comme celui du Cambodge, l'intégration à un réseau structuré et actif constitue un levier incontournable pour réussir son implantation. Développer une entreprise ne se fait jamais en vase clos : comprendre les dynamiques locales, identifier les bons interlocuteurs, capter les signaux faibles du marché ou simplement bénéficier de retours d'expérience d'autres professionnels sont des atouts considérables. C'est précisément ce que permet l'intégration au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge (CCIFC).

En rejoignant la CCIFC, les entreprises accèdent à une communauté forte de plus de 230 membres, composée d'entreprises françaises, cambodgiennes et internationales opérant dans une grande diversité de secteurs : industrie, services, agroalimentaire, distribution, BTP, énergies, tourisme, technologies, etc. Cette richesse sectorielle favorise les synergies, les opportunités de collaboration interentreprises et l'émergence de projets communs. La CCIFC fait également partie du réseau mondial des Chambres de Commerce et d'Industrie françaises à l'international, présent dans 95 pays avec plus de 120 chambres, offrant un maillage exceptionnel pour toute entreprise souhaitant s'internationaliser ou développer des partenariats à l'échelle régionale. À cela s'ajoute une adhésion automatique à EuroCham Cambodia, qui donne un accès direct à un réseau élargi d'entreprises européennes, renforce la visibilité auprès des institutions locales et permet de participer aux dialogues public-privé sur des thématiques stratégiques (fiscalité, douanes, droit du travail, etc.).

Mais intégrer la CCIFC, c'est aussi bénéficier d'un accompagnement actif au quotidien. La Chambre joue un rôle central dans la mise en relation ciblée entre entreprises, grâce à sa connaissance fine de l'écosystème local et à sa capacité à recommander des partenaires, prestataires ou clients potentiels. Elle assure également une visibilité accrue à ses membres à travers des outils de communication performants : annuaire des membres, newsletter mensuelle, relais sur les réseaux sociaux, mise en avant dans les événements ou encore possibilités de sponsoring ou de publication dans les supports de communication de la Chambre. Les événements de networking organisés régulièrement par la

CCIFC sont autant d'occasions privilégiées pour développer son carnet d'adresses, échanger avec d'autres dirigeants et s'inscrire dans la dynamique du tissu économique local. Qu'il s'agisse de petits-déjeuners thématiques, de conférences sectorielles, de CEO Dinners ou de soirées de networking interchambres, ces rencontres permettent de tisser des liens durables, de mieux comprendre les enjeux du marché cambodgien, et de faire rayonner son activité auprès d'un public ciblé et influent.

BÉNÉFICIER D'UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ

S'implanter dans un nouveau pays implique bien souvent de naviguer dans un environnement complexe, marqué par des différences culturelles, réglementaires et opérationnelles. Pour sécuriser chaque étape du processus, il est essentiel de pouvoir compter sur un accompagnement de proximité, réactif et adapté aux spécificités locales. C'est précisément ce que propose la Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge (CCIFC) à travers une gamme complète de services d'appui aux entreprises, conçus pour répondre aux besoins concrets des entrepreneurs, qu'ils soient en phase d'exploration, d'installation ou de développement.

Dès les premiers échanges, la CCIFC met à disposition son expertise du marché cambodgien pour aider les porteurs de projets à affiner leur stratégie d'entrée. Elle peut organiser des missions de prospection personnalisées, comprenant l'identification de partenaires ou clients potentiels, la préparation d'agendas de rendez-vous qualifiés et la coordination de rencontres ciblées. Ce service permet de gagner un temps



précieux, d'éviter les contacts inopportun et de maximiser les chances de succès dès les premiers pas. La mise en relation B2B constitue l'un des piliers de l'action de la CCIFC. Grâce à son réseau dense et multisectionnel, la Chambre facilite l'accès aux bons interlocuteurs dans les milieux économiques, institutionnels et professionnels. Que ce soit pour trouver un fournisseur fiable, un distributeur local, un prestataire de services ou un investisseur, la CCIFC joue un rôle d'intermédiaire de confiance, capable de créer les connexions utiles au développement de votre activité.

La barrière linguistique et culturelle pouvant représenter un obstacle dans les premiers mois d'activité, la Chambre met aussi à disposition des services de traduction et de communication, afin de garantir une compréhension fluide des documents administratifs, des supports marketing, ou des échanges avec les parties prenantes locales. Il convient de souligner que plusieurs membres de la CCIFC sont eux-mêmes

prestataires spécialisés dans des domaines clés tels que le droit des affaires, la fiscalité, la logistique, la distribution ou encore le portage administratif. La Chambre agit donc aussi comme un facilitateur d'accès à des compétences spécialisées, en orientant les entrepreneurs vers les experts les plus adaptés à leur projet, tout en assurant une continuité de suivi et de coordination si nécessaire.

En s'appuyant sur l'expertise de la CCIFC, les entrepreneurs bénéficient d'un accompagnement sur mesure, à la fois ancré dans la réalité du terrain et orienté vers l'efficacité opérationnelle. Cet appui global permet non seulement de poser des bases solides pour leur implantation, mais aussi de gagner en agilité, en réactivité et en visibilité. Intégrer cet écosystème, c'est faire le choix de la confiance, de la sérénité et d'un développement structuré dans un environnement encore en pleine évolution.

MELON
ROUGE
AGENCY



FINANCER SON ACTIVITÉ

Le financement constitue un pilier central de toute stratégie d'implantation, et le Cambodge offre aujourd'hui un environnement bancaire en pleine expansion, marqué par la coexistence d'acteurs locaux dynamiques et d'institutions financières internationales bien établies. Cette diversité permet aux entreprises de trouver des solutions adaptées à leur profil, à leur taille et à la nature de leur projet, tout en bénéficiant d'un cadre réglementaire de plus en plus structuré. Dans ce paysage, la BRED Bank Cambodia, filiale de la banque coopérative française BRED, occupe une position privilégiée pour les entreprises françaises et francophones. Forte de sa double culture franco-cambodgienne, elle propose un accompagnement sur mesure, fondé sur une compréhension fine des besoins spécifiques des investisseurs étrangers au Cambodge. La BRED Bank Cambodia se distingue par sa capacité à conjuguer standards bancaires européens et réactivité locale, tout en maintenant une proximité relationnelle avec ses clients. Elle met à disposition une gamme complète de solutions de financement, incluant des crédits à moyen et long terme pour accompagner les investissements initiaux, des lignes de trésorerie pour soutenir la gestion opérationnelle, ou encore des garanties bancaires utiles dans le cadre d'appels d'offres ou de contrats commerciaux. Elle facilite également les opérations de change et les transferts internationaux, éléments indispensables pour les entreprises implantées dans un pays à forte dépendance extérieure et aux flux commerciaux internationaux intenses.

Outre les services bancaires traditionnels, la BRED Bank Cambodia joue un rôle de partenaire stratégique, en orientant ses clients vers les bonnes pratiques de gestion, en soutenant les projets structurants et en participant activement à l'écosystème entrepreneurial francophone du pays. Sa collaboration étroite avec la CCIFC et sa participation aux événements économiques organisés par la communauté d'affaires renforcent encore sa légitimité et son implication dans le développement du tissu économique local.

RECRUTER LES BONS TALENTS

Le recrutement constitue l'un des défis majeurs pour les entreprises s'implantant au Cambodge.



Si le pays bénéficie d'une population jeune, dynamique et désireuse d'apprendre, les entreprises étrangères peuvent parfois être confrontées à une inadéquation entre les profils disponibles et leurs besoins spécifiques, notamment dans les fonctions d'encadrement, les métiers techniques ou les postes exigeant un bon niveau de langue étrangère. Pour répondre efficacement à ces enjeux, il est indispensable de structurer sa démarche de recrutement et de s'appuyer sur des relais fiables.

C'est précisément dans cette optique que la CCI France Cambodge (CCIFC) propose à ses membres un service de recrutement sur mesure. Ce service permet aux entreprises d'être accompagnées tout au long du processus : définition du poste, rédaction de l'offre, diffusion ciblée, réception et tri des candidatures, voire organisation des entretiens. En confiant leur recherche à l'équipe de la CCIFC, les entreprises bénéficient d'un interlocuteur unique, à la fois proche du terrain et rompu aux attentes des entreprises internationales. En complément de ce service, la CCIFC met également à disposition, sous conditions, une CVthèque riche et régulièrement mise à jour. Cette base de données comprend une grande variété de profils – francophones, anglophones et khmers – couvrant un large éventail de secteurs et de niveaux d'expérience. Bien qu'elle ne fasse pas partie de l'offre de recrutement standard, cette ressource peut être consultée selon des modalités spécifiques, en fonction du besoin exprimé par l'entreprise.

Pour renforcer leurs effectifs, les entreprises peuvent également recourir à des dispositifs

français de mobilité internationale, comme le Volontariat International en Entreprise (VIE) ou le Volontariat de Solidarité Internationale (VSI). Ces programmes permettent d'intégrer des jeunes professionnels qualifiés au sein des équipes locales, pour des durées de mission allant généralement de 12 à 24 mois. Enfin, le recours aux plateformes locales de recrutement comme BongThom.com reste une pratique courante pour la diffusion d'annonces. Ces canaux permettent de toucher un large public, bien qu'ils nécessitent souvent un filtrage rigoureux des candidatures reçues, ce que le service de la CCIFC peut justement contribuer à optimiser. En combinant un accompagnement professionnel, des outils spécialisés et une bonne connaissance du marché local, les entreprises ont toutes les cartes en main pour constituer des équipes performantes, en phase avec leurs ambitions de développement au Cambodge.

ÉVOLUTION DES COMPORTEMENTS DE CONSOMMATION

Pouvoir d'achat

Malgré la diminution de la pauvreté — le nombre de personnes vivant en situation de pauvreté étant passé de 5,6 millions à 2,8 millions entre 2014 et 2022 — les inégalités économiques restent fortement présentes au Cambodge. En conséquence, la majorité de la population reste très attentive aux prix des biens et services, et privilégie les marchés locaux, où les tarifs sont plus abordables que dans les supermarchés. Ces derniers, plus onéreux, sont principalement fréquentés par les classes moyennes et supérieures ainsi que par les expatriés.

Comparés à ceux des pays voisins, les supermarchés au Cambodge pratiquent des prix plus élevés, en raison d'une production locale insuffisante, obligeant à recourir massivement à l'importation, de coûts logistiques élevés, de l'usage généralisé du dollar américain, et d'une concurrence encore limitée dans le secteur de la distribution.

Il convient toutefois de ne pas négliger le pouvoir d'achat des ménages les plus aisés, comme en témoigne le développement de quartiers résidentiels haut de gamme, de centres commerciaux accueillant des boutiques de luxe,

ou encore la demande croissante pour les produits importés, notamment français, souvent perçus comme synonymes de qualité et d'exclusivité.

Mode de paiement

L'argent liquide (riels et dollars) est encore utilisé quotidiennement au Cambodge, notamment sur les marchés ou par les touristes. Toutefois, depuis la pandémie, son usage a fortement diminué (-22% en 2021), laissant place au développement des transactions bancaires. La possibilité de payer par carte bancaire dans les commerces ou les hôtels s'est accrue, mais des frais (souvent compris entre 3% et 5%) sont généralement appliqués lors des transactions.

L'inclusion bancaire dans le pays repose principalement sur la plateforme de paiement Bakong, basée sur un système de blockchain et développée par la Banque nationale du Cambodge. Elle permet l'interopérabilité entre les différentes institutions financières et garantit aux utilisateurs des transferts sécurisés entre les plateformes du réseau. Ainsi, en 2024, les paiements par QR code représentaient 47,15% des transactions au Cambodge, et le volume de transactions sur la plateforme s'élevait à 104,8 milliards USD, soit une augmentation de 95 % par rapport à 2023.

Commerce électronique

Le commerce électronique s'est considérablement développé et a connu plusieurs mutations au Cambodge ces dernières années, notamment pendant et après la période du Covid-19, en raison de l'essor de l'accès à Internet et de son adoption croissante par la population. Les achats en ligne sont majoritairement réalisés via Facebook, Instagram ou Taobao, avec une fréquence d'environ une commande par mois, pour un montant compris entre 11 et 50 USD. D'autres plateformes spécialisées ont également contribué à l'essor du commerce en ligne, telles que FoodPanda et Grab pour la vente et la livraison de nourriture ainsi que pour les transports urbains, les achats alimentaires et les courses, ou encore BookMeBus pour les réservations de bus en ligne. Ainsi, les achats en ligne, notamment de nourriture, sont devenus une habitude de consommation.



Ces dernières années, le gouvernement a agi sur différents volets réglementaires et incitatifs afin de créer un cadre de confiance et de favoriser le développement du commerce en ligne. La loi de 2019 sur le commerce électronique définit les règles et réglementations applicables aux activités commerciales en ligne, tandis que la loi sur la protection des consommateurs encadre les rôles et responsabilités des acheteurs et des vendeurs afin de garantir un environnement numérique sécurisé. Par ailleurs, le ministère du Commerce, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Cadre Intégré Renforcé (CIR), a mis en place la stratégie Go4eCam, destinée à promouvoir le commerce électronique. Ce programme prévoit notamment l'octroi de subventions et la mise en place de formations pour les petites et moyennes entreprises, pour un montant total de 2,5 millions USD.

Enfin, le cadre fiscal régissant les entreprises de commerce électronique au Cambodge a été considérablement réformé pour s'adapter à l'économie numérique. Les activités de commerce électronique sont désormais soumises à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), et les entreprises concernées doivent s'immatriculer à la TVA dès lors que leur chiffre d'affaires annuel dépasse un seuil fixé par la Direction générale des impôts (GDT).

Selon le bulletin iTrade de mars 2025, les revenus issus du commerce électronique devraient dépasser 1,78 milliard USD d'ici la fin de l'année, signe d'une forte croissance du secteur et d'un potentiel de développement important pour le pays. Cependant, sa contribution au PIB reste modeste, estimée entre 4 et 5 %, un chiffre nettement inférieur à celui observé dans d'autres pays de l'ASEAN comme la Thaïlande ou la Malaisie, où le commerce électronique peut représenter jusqu'à 25 % du PIB.

Cadre juridique et environnement des affaires

Depuis plusieurs années le Cambodge met en place de nouveaux mécanismes juridiques afin de permettre la création de nouvelles entreprises, l'installation de structures étrangères mais aussi pour attirer les investisseurs étrangers. Les principales lois cambodgiennes sur l'investissement, la Loi sur les entreprises commerciales et la Loi sur l'investissement, ne discriminent pas les investisseurs étrangers et offrent des conditions attrayantes pour de nombreux investisseurs. Le Cambodge cherche à se démarquer par une politique volontariste en faveur de l'accueil des entreprises étrangères et locales.

Parmi les mesures phares, on peut citer la modernisation du cadre juridique et fiscal qui passe par des exemptions d'impôts sur les bénéfices, la simplification des procédures douanières pour les importations ou encore la mise en place d'un guichet unique en ligne pour simplifier les démarches administratives nécessaires à l'enregistrement des entreprises.

De plus, au cours des dernières années, l'utilisation de l'arbitrage a connu une augmentation avec la création du Centre Nationale d'Arbitrage (NCAC), résultat de la volonté du Cambodge à faciliter le règlement des litiges commerciaux. En effet pour les investisseurs l'arbitrage est souvent préféré en raison de sa flexibilité et de sa rapidité, permettant notamment aux parties d'exécuter la décision arbitrale au Cambodge mais aussi dans tous les pays signataires de la Convention de New York (156 pays au total). De plus, le gouvernement a signé en février 2023 un protocole avec la Banque Asiatique de Développement (BAD) pour établir un tribunal de commerce au Cambodge afin de faciliter tous les litiges liés au commerce et en novembre de la même année, le gouvernement a achevé le projet de loi visant à rendre le tribunal opérationnel.

Concernant les droits de la propriété intellectuelle, le Cambodge en devenant membre de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle en 1995 a mis en place plusieurs

mécanismes de protection. Ainsi, les découvertes, les inventions, les noms de marques ou encore les droits d'auteurs sont protégés par les différents mécanismes existants au Cambodge. De plus, le pays reconnaît les brevets européens, faisant de lui le premier pays asiatique à protéger les brevets émis en UE.

Le Cambodge lutte également contre la contrefaçon, notamment dans les secteurs de l'industrie textile et pharmaceutique, en mettant en place de nouveaux mécanismes. Le comité de lutte contre les contrefaçons a, au cours des années précédentes, saisi et détruit plusieurs centaines de tonnes de produits contrefaçons, souvent en collaboration du secteur privé et de l'aide étrangère.

Finalement, le Cambodge agit également pour réduire la corruption dans le secteur public depuis plusieurs années, appliquant les mesures prévues par la Convention des Nations Unies contre la corruption et les missions d'évaluation onusiennes. Le pays reste classé à la 158^e place (sur 180 pays) en termes de corruption en 2024, selon l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International, un résultat stable par rapport aux années précédentes. Plusieurs lois ont été adoptées comme par exemple la loi sur la protection des consommateurs en 2020 pour promouvoir l'intégrité de la concurrence et du commerce tout en réduisant les pratiques commerciales déloyales au Cambodge. De plus, l'Anti-Corruption Unit, l'organisation publique chargée de la répression de la corruption, a mis en place des mesures clés pour faire face à la corruption, passant par la sensibilisation, le contrôle et l'application stricte de la loi. .

DROIT DES SOCIÉTÉS ET ENREGISTREMENT

Les différentes formes de sociétés

Il est essentiel pour tout entrepreneur souhaitant lancer un projet commercial au Cambodge de bien comprendre les différentes formes juridiques

de société existantes avant de faire un choix. La structure juridique doit être choisie en fonction du projet, et non l'inverse, puisque c'est «l'enveloppe légale» de l'entreprise, encadrant ses activités, ses responsabilités et son développement.

Les formes juridiques de société au Cambodge sont peu nombreuses. Les plus communes sont :

- La société à responsabilité limitée, qui englobe également la filiale;
- La succursale;
- Le bureau de représentation commerciale;
- L'entreprise individuelle.

La société à responsabilité limitée (SARL) est la forme de société la plus courante (« limited liability company ») qui peut être créée par un actionnaire unique, personne physique ou morale, étranger ou cambodgien. La responsabilité du ou des associés est limitée au montant de ses/leurs apports. Quant à la responsabilité du gérant, elle peut être engagée au-delà du montant des apports, en cas de faute de gestion.

La filiale, englobée dans la SARL, est une société enregistrée au Cambodge dont au moins 51% du capital social est détenu par une société étrangère. La filiale a sa propre personnalité juridique distincte de celle de la société mère et peut exercer toutes les activités à l'exception des activités interdites aux personnes physiques ou morales étrangères selon les lois cambodgiennes.

La succursale est une entité légale établie par la société mère pour exercer des activités commerciales spécifiques au Cambodge. Elle porte obligatoirement le même nom que la société mère, laquelle reste responsable de ses pertes et dettes, la succursale ne disposant pas de personnalité juridique propre. Sa procédure d'enregistrement est comparable à celle d'une société à responsabilité limitée. Son champ d'activités est plus étendu que celui d'un bureau de représentation, puisqu'elle peut à la fois exercer les fonctions de ce dernier et mener des activités commerciales génératrices de revenus dans tous les secteurs ouverts aux investisseurs étrangers. Elle est également soumise aux obligations fiscales locales. Enfin,

son enregistrement commercial est effectué auprès du ministère du Commerce (MOC).

Le bureau de représentation commerciale constitue une option pour les entreprises étrangères souhaitant explorer le marché cambodgien avant de s'engager dans la création d'une structure juridique plus lourde. Toutefois, cette forme d'implantation est soumise à certaines restrictions. En effet, le bureau de représentation ne peut pas exercer d'activités commerciales ni fournir de services, vendre, acheter, fabriquer, transformer ou construire au Cambodge. Il n'a pas de personnalité juridique distincte de sa société mère.

En revanche, il est autorisé à :

- Réaliser des études de marché;
- Promouvoir les produits et services de la société mère;
- Louer un bureau et employer du personnel local;
- Conclure des contrats avec des clients locaux au nom de la société mère.

Quant à l'entreprise individuelle, l'entrepreneur ou l'entrepreneuse est personnellement responsable : ses biens personnels peuvent être engagés, car il n'y a pas de séparation avec son patrimoine personnel. Il, elle en tant que dirigeant unique, est responsable sur l'ensemble de son patrimoine professionnel au titre des dettes nées de son activité indépendante, contrairement aux sociétés où les dirigeants n'agissent pas pour leur propre compte mais au nom et pour le compte de la société.

Enregistrement d'une société

Pour pouvoir démarrer légalement ses activités au Cambodge, toute société doit être enregistrée.

L'enregistrement d'une société se fait tout d'abord auprès du Ministère du Commerce (MOC) et du Département général des taxes (GDT), puis auprès du Ministère du Travail (MLVT). Si nécessaire, l'enregistrement se poursuit auprès d'un autre ministère, en fonction de la licence requise pour l'activité exercée.

Parmi les documents à fournir figurent notamment, pour la SARL, les statuts de la société à créer, généralement rédigés en anglais et en cambodgien. Ces statuts constituent les règles sociales, fiscales et juridiques de la société et définissent son capital social, son objet social, selon une liste et une nomenclature précises fournies par le MOC. Dans le cas où la société est une filiale, les statuts de la société mère, certifiés par un notaire de son pays d'établissement, devront être fournis. Seules les activités inscrites dans l'objet social sont autorisées; il est donc essentiel de bien les formuler.

Une fois que le MOC approuve l'enregistrement et délivre un certificat d'immatriculation (en cambodgien et en anglais), la société est juridiquement reconnue. Ce certificat, équivalent au Kbis français, contient des informations essentielles : numéro d'immatriculation, activités, siège social, forme juridique, capital, ainsi que les noms des administrateurs et des actionnaires.

L'étape suivante se déroule auprès du GDT, où la présence physique d'un(e) administrateur(trice) ou de l'un(e) des actionnaires est requise pour une prise de photo et d'empreinte. La société devra également s'acquitter, entre autres, d'une taxe dite « patent tax » (taxe professionnelle), calculée selon l'objet social choisi. Une fois l'enregistrement terminé, un numéro de TVA est attribué à la société.

Enfin, si aucune licence spécifique n'est requise, la dernière étape consiste à enregistrer la société auprès du MLVT. Cela permet de déclarer son ouverture ainsi que ses employés. Cette démarche est également nécessaire pour que les employés étrangers – soumis à un quota – puissent obtenir leur permis de travail.

Pour les autres formes de société, les documents requis sont globalement similaires à ceux exigés pour une société à responsabilité limitée.

Obligations des entreprises

Dès l'enregistrement de la société, plusieurs obligations doivent être respectées, en fonction de sa forme juridique. Pour les sociétés à responsabilité limitée (SARL), il existe des obligations continues en matière de secrétariat

juridique, de fiscalité et de comptabilité. En voici quelques exemples :

1. Obligations de secrétariat juridique

Les obligations incluent notamment :

- La tenue d'une assemblée générale des actionnaires;
- Une réunion du conseil d'administration tous les trois mois;
- Le dépôt d'une déclaration annuelle auprès du Ministère du Commerce (MOC), visant à informer toute mise à jour relative à la société (même en l'absence de changements).

2. Obligations fiscales

Les obligations fiscales concernent principalement la déclaration et le paiement des impôts, notamment : la déclaration fiscale mensuelle, comprenant :

- L'acompte sur l'impôt sur le revenu (PTOI);
- La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et le mécanisme d'autoliquidation (reverse charge);
- L'impôt sur les salaires et les avantages en nature (TOS et TOFB);
- La retenue à la source (WHT).

Ces déclarations doivent être transmises au Département général des taxes (GDT), accompagnées du règlement des montants dus, avec ou sans l'assistance d'un conseiller fiscal.

3. Obligations comptables

Sur le plan comptable, la société doit tenir une comptabilité mensuelle, comprenant :

- L'enregistrement des opérations comptables;
- La saisie des écritures relatives aux charges payées d'avance, aux amortissements et aux dépréciations;
- L'établissement des états financiers mensuels;

- La succursale et le bureau de représentation doivent respecter les obligations fiscales.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET BREVET

Propriété Intellectuelle :

Le Cambodge est devenu membre de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) en 1995. Plus récemment, le pays a également rejoint le système de La Haye pour l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, qui est entré en vigueur le 25 février 2017.

Brevet

Doté d'un mécanisme interne de traitement des demandes de brevet relativement récent, le Ministère du Commerce (MOC) a reconnu le premier brevet en 2015.

Une invention peut faire l'objet d'un brevet dès lors qu'elle est nouvelle, innovante et susceptible d'être industrialisée. Le brevet, détenu par l'inventeur et transmissible aux héritiers, confère à l'inventeur une exploitation exclusive. Le dépôt de brevets répond à la règle « premier arrivé, premier servi » et doit donc être fait avant la mise en vente des produits ou services sur le marché cambodgien.

Le coût de l'enregistrement d'un brevet est de 80 USD. A cela s'ajoutent les frais de délivrance d'un certificat de publication (180 USD). Des frais d'avocat peuvent être nécessaires pour les entreprises qui ne sont pas présentes au Cambodge.

Une fois le brevet enregistré et le certificat délivré, le titulaire devra verser chaque année une somme allant de 20 USD la deuxième année et la troisième année à 890 USD pour la vingtième année de protection (montants progressifs).

Le Cambodge a été le premier pays asiatique à reconnaître les brevets européens sur son territoire en 2017. Les titulaires de brevets de l'UE peuvent demander la protection de leur brevet au Cambodge sans la contrainte de déposer un brevet dans le pays.

Il est cependant important de noter que les brevets européens pour les produits pharmaceutiques ne sont pas valides au Cambodge. Le pays bénéficie actuellement de la dérogation de l'OMC permettant aux pays les moins avancés (PMA) d'éviter d'accorder et de faire respecter les droits de propriété intellectuelle sur les produits pharmaceutiques jusqu'en 2033.

Marques

Le nombre de demandes d'enregistrement de marques a considérablement augmenté au Cambodge ces dernières années. Les demandes doivent être déposées auprès du Ministère du Commerce (MOC) et ont une durée de validité de 10 ans, renouvelable. Les propriétaires de marques doivent fournir une déclaration d'utilisation ou de non-utilisation de la marque après la sixième année. Une fois que la demande d'enregistrement nationale est approuvée, un certificat d'enregistrement est délivré et la marque est publiée dans le Journal Officiel des marques du ministère de la Justice. Selon la loi cambodgienne, il n'y a aucune restriction pour un non-résident souhaitant enregistrer et protéger ses biens.

Par la suite, le demandeur peut soumettre une demande internationale auprès de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle pour l'inscription de sa marque dans le registre international et sa publication dans la Gazette des marques internationales de l'OMPI. Le coût de cette demande d'enregistrement est de 105 USD (pour une seule marque) et sa validité est de 10 ans, après quoi, le renouvellement de la marque déposée est requis.



L'enregistrement d'une marque est néanmoins un processus qui n'est pas toujours simple: outre les délais très longs (en moyenne 6 à 9 mois), les demandes de dépôt de marque sont fréquemment rejetées pour de multiples raisons. Pour maximiser ses chances de déposer une marque avec succès, il est recommandé de faire appel à un cabinet d'avocats.

Droits d'auteur

Les droits d'auteur protègent les œuvres des auteurs, artistes, producteurs de musique, opérateurs de radiodiffusion et de télédiffusion. Ils sont enregistrés auprès du ministère de la Culture et des Beaux-Arts (MCFA) qui, délivre un certificat d'enregistrement.

La loi relative à la protection des droits d'auteur est entrée en vigueur en 2003. Le MCFA peut autoriser, sur demande, la mise en place d'une gestion collective des droits d'auteur d'une œuvre et des droits connexes détenus par d'autres personnes.

Indications géographiques (IG)

Les IG permettent de protéger l'origine et l'identité de produits particuliers. Elles ne concernent que certains produits : agricoles, alimentaires et artisanaux.

La loi relative aux IG, entrée en vigueur en janvier 2014, a mis en place un régime juridique pour l'enregistrement et la protection des IG. Le demandeur doit déposer un dossier définissant le cahier des charges du produit à protéger (description du produit, de la zone géographique et du savoir-faire employé) auprès du département de la propriété intellectuelle du MOC.

Contrefaçons

La lutte contre les contrefaçons est soutenue par le gouvernement cambodgien. Le comité de lutte contre la contrefaçon fait état de plusieurs descentes dans des entrepôts de production de contrefaçons dans des secteurs variés : médicaments, vêtements et chaussures, alcool, cosmétiques... Ainsi, en 2019, ce sont plus de 100 tonnes de marchandises contrefaites qui ont été détruites par les autorités cambodgiennes et en 2020, ce sont 130 tonnes de médicaments et de

produits médicaux qui ont été saisis et détruits.

Cette lutte bénéficie de l'appui du secteur privé (on note même le développement d'entreprises spécialisées dans le soutien aux entreprises concernées par ce problème) et de l'aide étrangère. En 2019, la Chambre de Commerce Européenne (EUROCHAM) et le Comité de lutte Contre la Contrefaçon au Cambodge (CCCC) ont signé un protocole d'accord (MoU) afin d'optimiser le partage d'informations, d'informer les consommateurs, les producteurs et les importateurs des risques liés aux produits contrefaçons et d'améliorer les règles et réglementations concernant les produits contrefaçons, illégaux et non autorisés.

Malgré ces efforts, la contrefaçon demeure très présente au Cambodge, notamment sur les marchés et parfois dans les centres commerciaux modernes.

Formation et exécution des contrats commerciaux

Il y a de nombreux éléments à prendre en compte dans un contrat ; c'est pourquoi nous recommandons qu'il soit rédigé par un cabinet d'avocats cambodgien. De manière générale, les points les plus importants à inclure dans un contrat écrit sont les suivants :

- L'identité des parties et leur capacité juridique à contracter (âge légal, aptitude mentale, pouvoir de représentation pour les entreprises);
- Une clause de résolution des différends (recours aux tribunaux cambodgiens ou à un arbitrage tel que le NCAC);
- Une clause de force majeure;
- Une clause prévoyant le paiement de dommages-intérêts forfaitaires, par exemple en cas de retard ou de non-paiement;
- Une clause de confidentialité;
- La détermination du droit applicable (notamment si ce n'est pas le droit cambodgien);
- La langue du contrat.

Fiscalité

Le Cambodge dispose d'un système fiscal qui s'applique aussi bien aux sociétés qu'aux particuliers. Les obligations sont précises et reposent sur un ensemble de règles encadrées par l'administration fiscale. Les points suivants détaillent les principaux impôts et taxes en vigueur, leurs modalités d'application ainsi que les obligations déclaratives qui en découlent.

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

L'impôt sur les sociétés au Cambodge est fixé à 20%. En règle générale, les dépenses sont déductibles si elles sont payées ou engagées au cours d'un exercice fiscal dans le cadre de l'activité de l'entreprise. Toute dépense raisonnablement liée à l'exploitation de l'entreprise peut être déduite, y compris les pertes de change réalisées. Cependant, l'article 33 du Prakas 098 précise que certaines charges ne sont pas fiscalement déductibles : les dépenses liées à une gestion anormale, celles procurant des avantages à des tiers, les dépenses à des fins personnelles et les dépenses excessives.

Sous certaines conditions, les pertes peuvent être reportées sur une période maximale de cinq ans. Elles ne peuvent pas être reportées rétroactivement et doivent être déduites dès le premier exercice bénéficiaire suivant. Si le bénéfice n'est pas suffisant pour absorber la totalité de la perte, le solde non déduit peut être reporté sur les exercices suivants, dans la limite de cinq ans. En cas de pertes sur plusieurs exercices, celles-ci doivent être déduites dans l'ordre chronologique.

En droit cambodgien, une dépense n'est déductible au titre de l'impôt sur le revenu que si elle est effectivement supportée par la société. Ces dépenses se classent en deux catégories :

- Les charges d'exploitation, déduites des revenus de la période au cours de laquelle elles ont été engagées;
- Les dépenses en capital, inscrites à l'actif du bilan dans le compte correspondant puis amorties sur leur durée d'utilité.

Les obligations déclaratives des entreprises sont nombreuses. Les retenues à la source, l'impôt sur les salaires et avantages en nature, le prépaiement de l'impôt sur les bénéfices, la TVA et la taxe d'éclairage public doivent être déclarés au plus tard le 25^e jour du mois suivant, via le système d'e-déclaration. L'impôt annuel sur le revenu et l'impôt minimum doivent être réglés dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice. La taxe sur la patente, quant à elle, doit être payée avant le 31 mars de chaque année.

Les entités soumises à l'audit externe conformément au Prakas 563 doivent transmettre leurs états financiers audités à l'Autorité de Régulation de la Comptabilité et de l'Audit (ACAR) au plus tard six mois et 15 jours après la clôture de l'exercice comptable, soit généralement avant le 15 juillet. Conformément à l'Instruction 002, les entités non soumises à audit doivent néanmoins déposer leurs états financiers non audités dans les trois mois et 15 jours suivant la clôture de l'exercice, soit généralement avant le 15 avril.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

Le taux standard de TVA au Cambodge est de 10% et s'applique aux livraisons de biens et de services, y compris les activités hôtelières et les résidences avec services. Le mécanisme de TVA repose sur un système de TVA collectée et de TVA déductible. Les contribuables enregistrés peuvent compenser la TVA collectée auprès de leurs clients avec la TVA payée à leurs fournisseurs. Toutefois, certaines dépenses ne donnent pas droit à déduction, notamment les frais de divertissement, l'achat ou l'importation de certains produits pétroliers, l'acquisition ou l'importation de véhicules de tourisme, ainsi que les appels téléphoniques mobiles.

Les contribuables enregistrés à la TVA doivent reverser aux autorités fiscales la TVA nette due, après compensation entre TVA collectée et TVA déductible. Lorsque la TVA déductible excède la TVA collectée au cours d'un mois, l'excédent peut être reporté sur les périodes suivantes afin de compenser de futures dettes de TVA. Ce mécanisme de report de crédit de TVA s'applique uniquement aux contribuables classés dans la catégorie des moyens ou grands.

Certaines opérations bénéficient d'un taux zéro. Cela concerne, d'une part, les biens et services exportés depuis le Cambodge, y compris le transport international de passagers ou de marchandises et les services qui y sont liés ; et, d'autre part, les industries de soutien ou les sous-traitants fournissant certains biens et services aux exportateurs (notamment dans les secteurs du textile, de la confection et de la fabrication de chaussures), sous réserve de critères spécifiques.

IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS

Les contribuables résidents sont imposés sur les salaires perçus au Cambodge et à l'étranger, tandis que les non-résidents sont imposés uniquement sur les revenus de source cambodgienne. Les contribuables résidents percevant des revenus salariaux étrangers peuvent bénéficier de crédits d'impôt pour les impôts payés à l'étranger.

La résidence fiscale est déterminée en fonction du lieu de résidence, du lieu principal d'habitation ou de la durée de présence au Cambodge. Est considéré comme résident tout individu qui y réside, y a son foyer principal ou y séjourne plus de 182 jours sur une période de 12 mois se terminant dans l'année fiscale en cours. Les non-résidents sont ceux qui ne remplissent pas ces conditions.

Le salaire soumis à l'impôt comprend l'ensemble des rémunérations, indemnités, primes, heures supplémentaires, compensations et autres paiements en espèces ou en nature versés à l'employé ou pour son bénéfice direct ou indirect.

Les résidents sont soumis à un barème progressif de l'impôt sur les salaires (TOS) allant de 0 % à 20 % :

Riel Khmer (KHR)	USD	Taux
De 0 KHR à 1 500 000 KHR	0 – 375	0 %
De 1 500 001 KHR à 2 000 000 KHR	375 – 500	5 %
De 2 000 001 KHR à 8 500 000 KHR	500 – 2 125	10 %
De 8 500 001 KHR à 12 500 000 KHR	2 125 – 3 125	15 %
Plus de 12 500 000 KHR	Plus de 3 125	20 %

Les contribuables non-résidents sont soumis à un taux fixe de 20 %. Certaines déductions sont possibles. Une déduction de 150 000 riels est accordée pour chaque enfant à charge, à condition qu'il soit âgé de 14 ans ou moins, ou de moins de 25 ans s'il poursuit des études à temps plein. La même déduction est accordée pour un conjoint sans emploi s'occupant exclusivement du foyer. Les résidents étrangers au Cambodge sont soumis aux mêmes obligations fiscales que les résidents cambodgiens. Ils sont imposés sur leurs revenus mondiaux, qu'ils soient de source locale ou étrangère.

Le système fiscal cambodgien repose sur des règles relativement claires : un impôt sur les sociétés de 20 %, une TVA au taux standard de 10 %, et un impôt sur le revenu des particuliers progressif pouvant atteindre 20 %. Toutefois, la complexité réside dans le respect scrupuleux des obligations déclaratives et des délais, qui exigent une gestion rigoureuse de la part des entreprises et des particuliers. Les expatriés doivent également garder à l'esprit que s'ils sont considérés comme résidents fiscaux, ils sont soumis à l'imposition sur l'ensemble de leurs revenus mondiaux.

LA FISCALITÉ DES PLUS-VALUES

Le Cambodge a introduit un régime spécifique d'imposition des plus-values à travers le Prakas 496 MEF.PRK, publié le 18 juillet 2025. Cette nouvelle réglementation marque une évolution importante : les gains issus des biens immobiliers, des actions et des actifs financiers ne sont désormais plus hors du champ fiscal. Le taux d'imposition fixe est de 20%. La mise en œuvre du dispositif débute le 1^{er} septembre 2025 pour les baux, biens d'investissement (y compris les actions), fonds de commerce, propriété intellectuelle et devises étrangères, et concernera l'immobilier à partir du 1^{er} janvier 2026.

La taxe sur la plus-value s'applique à deux grandes catégories de contribuables. Elle concerne d'une part les personnes physiques résidentes fiscales, c'est-à-dire celles qui résident au Cambodge ou qui y passent au moins 182 jours par an. Elle vise d'autre part les personnes physiques ou morales non-résidentes, dès lors qu'elles perçoivent des plus-values provenant d'actifs situés au Cambodge.

ACTIFS CONCERNÉS

Les actifs concernés par cette imposition sont clairement définis par le Prakas 496. Il s'agit :

- Des biens immobiliers (terrains, bâtiments et constructions selon les règles de l'impôt foncier);
- Des baux et sous-baux;
- Des biens d'investissement tels que les actions, obligations et valeurs mobilières;
- Des fonds de commerce (inclusant licences, marques ou listes de clients);
- De la propriété intellectuelle (brevets, œuvres littéraires et artistiques, logos ou dessins commerciaux);
- Et des devises étrangères (toute monnaie autre que le riel cambodgien).

Le gain imposable est reconnu lors du transfert de propriété ou de droits, de l'enregistrement ou d'une déclaration judiciaire.

MÉTHODES DE CALCUL

Le taux d'imposition est fixé à 20% du gain net en capital. Pour les biens immobiliers, deux méthodes sont possibles :

- La méthode standard, qui permet de déduire 80% du produit de la vente pour calculer le gain imposable;
- La méthode du coût réel, qui autorise la déduction des dépenses effectivement supportées et justifiées (prix d'acquisition, taxes d'enregistrement, frais juridiques, honoraires de conseil, impôt foncier, frais d'entretien, intérêts de prêts liés à la période de détention).

Pour les actions et autres actifs, les dépenses déductibles comprennent le capital libéré ou le coût d'achat, les frais d'évaluation, les commissions, les frais de conseil et les coûts directs. En l'absence d'accord ou de preuve documentaire, c'est la valeur de marché qui s'applique.

Certaines opérations échappent à cette imposition, notamment :

- La vente de terres agricoles par un agriculteur résident exerçant effectivement une activité agricole (sous réserve d'approbation de l'autorité compétente);
- La vente d'une résidence principale occupée pendant au moins cinq ans;
- Les contribuables résidents ayant déjà payé une taxe sur la plus-value à l'étranger (avec crédit d'impôt possible);
- Les transferts de biens immobiliers par succession entre proches parents biologiques;
- Le premier don entre proches parents biologiques;
- Les transactions impliquant des institutions publiques, des missions diplomatiques ou relevant de l'intérêt public.

Par ailleurs, l'émission d'actions dans le cadre d'une augmentation de capital social n'est pas considérée comme une cession et n'est donc pas imposable. Enfin, un transfert d'actions soumis

à la taxe sur la plus-value est automatiquement exempté de retenue à la source sur les dividendes réputés.

La déclaration fiscale doit être déposée dans un délai de trois mois après la réalisation de la plus-value. Dans le cas d'un transfert d'actions, la société cambodgienne concernée doit agir en qualité d'agent de retenue et s'acquitter de la taxe auprès de l'administration fiscale. Tout transfert effectué sans certificat de taxe sur la plus-value est juridiquement invalide.

L'administration fiscale conserve un droit d'inspection et de réévaluation. Les contribuables relevant du régime d'auto-déclaration doivent respecter les règles générales de l'impôt sur le revenu. Les transactions liées aux plus-values sont également soumises aux conventions fiscales bilatérales en vigueur.

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

La taxe sera appliquée en deux étapes :

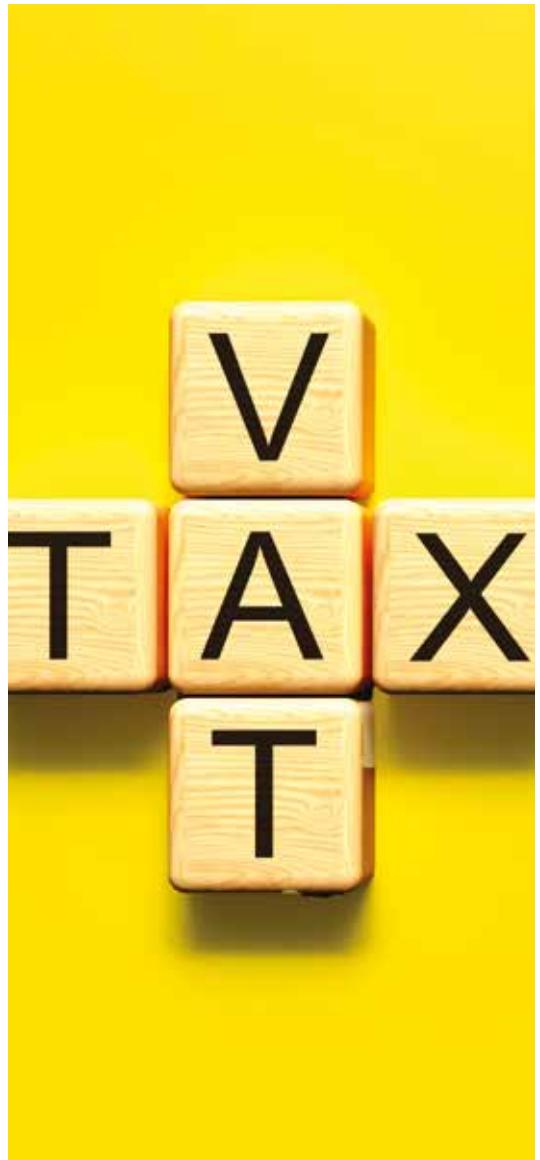
- **1^{er} septembre 2025** : baux, actifs d'investissement, fonds de commerce, propriété intellectuelle et devises;
- **1^{er} janvier 2026** : transactions immobilières.

Les transferts indirects via des structures de holding ou des entités offshore ne sont pas encore encadrés, mais devraient l'être ultérieurement, comme c'est déjà le cas au Vietnam.

POINTS DE VIGILANCE

Certaines situations nécessitent une attention particulière, notamment les restructurations de groupe, qui peuvent déclencher la taxe dès lors qu'il y a perte de contrôle ou de propriété, même sans vente formelle. L'administration dispose également d'une marge de manœuvre pour réévaluer le prix de vente déclaré, en s'appuyant sur des évaluations officielles ou des accords alternatifs.

Les conventions fiscales bilatérales (DTA) peuvent également limiter ou transférer le droit d'imposition. Par exemple, avec Singapour, le Cambodge conserve le droit d'imposer les biens immobiliers et les sociétés immobilières,



tandis que Singapour garde l'imposition des autres sociétés, sous réserve des règles anti-abus. L'entrée en vigueur de la taxe sur les plus-values impose aux investisseurs et entreprises une préparation rigoureuse. La documentation (contrats, évaluations professionnelles, justificatifs des dépenses) devient essentielle, car les contrôles fiscaux seront renforcés. Cette réforme rapproche le Cambodge des standards fiscaux internationaux et aura un impact direct sur les stratégies d'investissement, de détention et de restructuration dans le pays.

Réglementation douanière

Toute entreprise résidente souhaitant se livrer à l'importation ou à l'exportation de marchandises à des fins commerciales au Cambodge doit être enregistrée auprès du Ministère du Commerce (MOC), avoir un numéro de TVA délivré par la Direction Générale des Impôts (GDT), et être enregistrée auprès de la Direction Générale des Douanes et Accises (GDCE).

Des enregistrements supplémentaires peuvent être requis si l'entreprise opère dans une Zone Économique Spéciale ou dans le cadre de dispositions spéciales avec le gouvernement cambodgien. Les particuliers et les non-résidents ne sont généralement pas autorisés à exporter des marchandises à des fins commerciales.

Les entreprises doivent également s'enregistrer dans le Système automatisé de données douanières (ASYCUDA), un système de gestion automatisée destiné à superviser l'ensemble des procédures de dédouanement. Ce système permet le traitement électronique des déclarations, la gestion des risques, les opérations de transit, ainsi qu'un dédouanement accéléré des marchandises. Il facilite également la collecte de données statistiques précises et en temps opportun à des fins de politique fiscale et commerciale. Veuillez noter que tous les nouveaux importateurs ou exportateurs sont tenus de s'enregistrer dans ce système auprès du Bureau de gestion des risques de la GDCE avant de commencer les procédures de dédouanement.

La réglementation douanière est supervisée par la Direction Générale des Douanes et Accises (GDCE) du Cambodge, relevant du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF). En pratique, les procédures douanières sont régies par un ensemble de politiques nationales, de protocoles d'accord (MoU) avec des pays de la région, et d'accords commerciaux internationaux.

Le Cambodge a adhéré à l'Organisation mondiale des douanes (OMD) en 2001 et a ensuite mis en œuvre plusieurs accords internationaux relatifs au commerce, notamment la Convention sur la nomenclature du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises ainsi que la Convention de Kyoto révisée.

Le Cambodge a également rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2004 et, en 2016, le pays a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC (AFE-OMC), ce qui a conduit à la création du Comité national pour la facilitation des échanges (CNFE) en 2020. Le CNFE est chargé de la mise en œuvre de l'AFE-OMC et de la coordination avec les acteurs publics et privés concernés afin de promouvoir la conformité.

La loi sur les douanes, promulguée en 2007, constitue le cadre juridique des opérations douanières dans le pays. En pratique, les droits de douane dépendent du type, de la valeur et de l'origine des marchandises. Les taux tarifaires peuvent varier et des frais supplémentaires peuvent être appliqués pour couvrir les coûts administratifs.

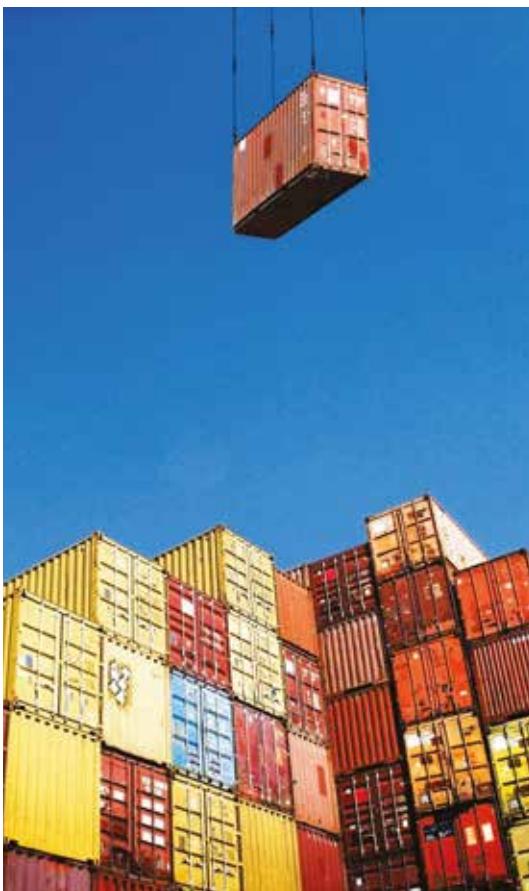
La loi sur les normes, également promulguée en 2007, définit les paramètres de qualité des produits et services autorisés à être commercialisés au Cambodge. Différents ministères définissent les normes applicables aux biens et/ou services relevant de leur champ de compétence, par exemple le Ministère de la Santé (MoH), qui fixe les exigences en matière d'étiquetage pour les produits pharmaceutiques.

Le Conseil national des normes, créé en 2009 et présidé par le Ministère de l'Industrie, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (MISTI), est chargé de réglementer les normes proposées par les autres ministères et agences gouvernementales.

Lancée le 1^{er} janvier 2024, la Stratégie de réforme et de modernisation des douanes 2024-2028 vise à renforcer la facilitation des échanges et à améliorer l'environnement commercial et d'investissement dans le pays. Cette stratégie met l'accent sur l'efficacité de l'administration douanière, en particulier en matière de collecte fiscale, tout en garantissant la transparence et l'équité. Elle souligne également l'importance de la coopération internationale et des partenariats avec diverses institutions de l'État, y compris le Ministère du Commerce (MOC) et le secteur privé, pour atteindre ces objectifs.

Le Cambodge a entrepris ces dernières années de moderniser ses procédures douanières, en numérisant et en simplifiant certains processus de base, tout en adoptant le Système automatisé de données douanières (ASYCUDA) à tous les points de contrôle internationaux. Bien que des progrès aient été constatés récemment (traitement avant l'arrivée, guichet unique national), la mise en œuvre d'un véritable guichet unique intégral n'a pas encore été atteinte, et certains éléments de l'ancien système persistent, notamment des retards bureaucratiques et des demandes de documents parfois incohérentes.

L'importation et l'exportation de marchandises sont soumises aux procédures normales de déclaration en douane, que les marchandises soient ou non éligibles à une exonération de droits ou de taxes. Les propriétaires ou leurs représentants autorisés sont tenus de déclarer ces marchandises auprès de la Direction Générale des Douanes et Accises (GDCE).



TAXES APPLICABLES AUX IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

Le Cambodge applique plusieurs taxes sur les produits importés et exportés :

Taxe	Taux Applicable
Droit de douane à l'importation	Variable selon le code SH (Système harmonisé)
Remarque : Dépend de la classification des marchandises	
Droit de douane à l'exportation	Variable selon le code SH
Remarque : Moins couramment appliqué, mais existe pour certaines marchandises	
Taxe spéciale	10%
Remarque : Appliquée sur certains produits spécifiques	
Taxe supplémentaire	Variable
Remarque : Dépend de la nature du produit	
TVA (Taxe sur la valeur ajoutée)	10%
Remarque : Appliquée sur la plupart des biens et services	

Ces taux peuvent varier en fonction des accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

Les procédures d'importation varient en fonction du mode de transport — maritime, aérien ou terrestre. Cela comprend :

- Les formalités portuaires pour les importations maritimes;
- Les formalités aéronautiques pour les importations par avion;
- L'entreposage des marchandises;
- Le scan des conteneurs;
- Le processus de déclaration en douane;
- Et les inspections.

Par ailleurs, des procédures spéciales peuvent s'appliquer si l'importateur ou le propriétaire

bénéficie d'incitations ou d'exonérations, comme détaillé dans la Section 3 (Procédures spéciales).

En général, les documents suivants sont requis pour l'importation de marchandises au Cambodge :

- Facture commerciale;
- Liste de colisage (packing list);
- Connaissance (Bill of Lading) ou lettre de transport aérien (Airway Bill);
- Copie du dernier certificat de patente et certificat de TVA de l'importateur;
- Certificat d'origine des marchandises importées (si applicable);
- Copie du permis ou de la licence d'importation délivré(e) par les ministères ou autorités compétentes pour les marchandises interdites ou restreintes (si nécessaire);
- Tout autre document pertinent selon les exigences spécifiques des marchandises importées.

Il existe trois types de droits et taxes que tout importateur doit payer avant que les marchandises importées ne soient libérées par les Douanes :

Droits de douane ou droits d'importation

Les marchandises importées au Cambodge sont soumises aux droits de douane. Le taux applicable dépend de la nature des marchandises et du pays d'origine. Les taux en vigueur figurent dans le Tarif douanier du Cambodge, qui est régulièrement révisé. Les droits de douane sont perçus sur toutes les marchandises franchissant la frontière, quel que soit le point d'entrée, à un taux variant de 0 % à 35 % en fonction de la valeur d'évaluation/valeur en douane, sauf exemption spécifique prévue par la loi ou accordée par les autorités compétentes.

Des tarifs préférentiels peuvent s'appliquer à condition que les marchandises soient couvertes par un taux préférentiel dans le cadre d'un accord de libre-échange (ALE) pertinent avec le



Cambodge. Les tarifs préférentiels sont accordés pour l'importation de marchandises originaires d'un pays de l'ASEAN vers un autre État membre. Les taux réduits de droits d'importation s'appliquent également dans le cadre des ALE conclus entre l'ASEAN et la Corée, le Japon, l'Inde, la Chine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, bien que chaque État de l'ASEAN mette en œuvre ces accords à des moments différents, en particulier les pays CLMV (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam). Il convient de noter que les membres de l'ASEAN peuvent bénéficier du régime de l'ATIGA (Accord sur le commerce des marchandises de l'ASEAN) à condition de satisfaire aux règles d'origine (c'est-à-dire qu'au moins 40 % du contenu des marchandises, en valeur par rapport au prix CAF, doit provenir d'un État membre de l'ASEAN).

Taxe spécifique (« ST »)

La taxe spécifique s'ajoute aux droits d'importation sur certaines marchandises importées, avec des taux variant de 0 % à 45 % selon les produits concernés. Ces produits sont listés dans le Tarif douanier annuel, bien que cette liste

puisse être modifiée. La ST est calculée sur la valeur d'importation (incluant toutes les taxes et droits applicables, à l'exception de la TVA) des marchandises importées et est perçue par les autorités douanières à l'entrée des marchandises sur le territoire cambodgien.

TVA à l'importation

Toutes les marchandises importées sont soumises à une TVA de 10%. La TVA est calculée sur la base de la valeur d'importation, incluant l'assurance, le fret, les droits de douane et la taxe spécifique. La TVA sur l'importation est exigible et doit être payée dès l'entrée des marchandises au Cambodge.

Le Cambodge a conclu plusieurs accords de libre-échange (ALE) avec divers pays et blocs économiques. Ces ALE visent généralement à simplifier les flux commerciaux et d'investissement entre les pays membres, à réduire ou éliminer les barrières commerciales, et à stimuler la croissance économique.

Le RCEP (Partenariat économique régional global) est considéré comme le plus grand ALE, couvrant 15 pays de la région Asie-Pacifique. Il est composé des dix pays de l'ASEAN (y compris le Cambodge) ainsi que de cinq pays non membres de l'ASEAN : Chine, Japon, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande.

L'Accord de Partenariat Économique Global Cambodge-Émirats arabes unis (CAM-UAE CEPA) est le troisième ALE bilatéral conclu par le Cambodge ces dernières années. Les deux autres sont le CCFTA (Accord de libre-échange Cambodge-Chine) et le CKFTA (Accord de libre-échange Cambodge-Corée), tous deux entrés en vigueur en 2022.

Exonérations, exonérations partielles et remboursement des droits et taxes

Les droits et taxes à l'importation ne sont pas appliqués aux marchandises introduites sur le territoire douanier en transit ou en transbordement, sous réserve du respect de certaines conditions.

Une exonération des droits et taxes à l'importation sera accordée dans les cas suivants :

a. Marchandises destinées aux missions diplomatiques ou consulaires étrangères, aux organisations internationales et aux organismes de

coopération technique d'autres gouvernements, dans le cadre d'activités officielles;

b. Marchandises à usage personnel des fonctionnaires mentionnés au point (a) ci-dessus;

c. Marchandises originaires du Cambodge, ou qui ont déjà été soumises aux droits et taxes avant leur exportation, et qui reviennent sur le territoire sans avoir été modifiées ni valorisées;

d. Marchandises exonérées en vertu des lois cambodgiennes en vigueur.

Par ailleurs, une exonération partielle des droits et taxes à l'importation peut être accordée pour :

a. Les marchandises et matériaux couverts par une exonération partielle prévue par la législation cambodgienne en vigueur;

b. Les semences et animaux reproducteurs destinés à l'agriculture;

c. Les marchandises destinées à être réparées, transformées ou testées, les marchandises réimportées dans le même état, les marchandises importées par le gouvernement cambodgien à des fins d'intérêt public, les marchandises admises temporairement, ainsi que d'autres marchandises définies par le ministère de l'Économie et des Finances (MEF).



Les zones économiques au Cambodge : un levier stratégique pour l'investissement

Le Cambodge a renforcé son attractivité pour les investisseurs étrangers en développant un réseau de zones économiques spéciales (ZES) implantées sur l'ensemble du territoire. Conçues comme des environnements favorables aux affaires, elles offrent des incitations fiscales et logistiques, tout en proposant un cadre organisé qui fluidifie l'installation et le développement des entreprises. Ces dispositifs soutiennent la transformation industrielle du pays et son intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

UN RÉSEAU EN EXPANSION

En 2024, le Conseil pour le Développement du Cambodge (CDC) a approuvé 10 nouveaux projets de ZES, représentant un capital investi total d'environ 850 millions de dollars. Ces nouvelles zones s'ajoutent aux 24 déjà opérationnelles, portant le nombre total de ZES à 34.

Les ZES sont stratégiquement situées dans des provinces clés telles que Sihanoukville, Bavet, Poipet, Phnom Penh et Kampong Cham, facilitant l'accès aux marchés régionaux et internationaux.

DES SECTEURS PORTEURS

Les investissements dans les ZES se concentrent principalement dans les secteurs suivants :

- **Textile et habillement** : principal moteur des exportations cambodgiennes, avec une main-d'œuvre abondante et compétitive.
- **Électronique et automobile** : attirant des entreprises chinoises et asiatiques, notamment dans les ZES de Sihanoukville.
- **Agro-industrie** : soutenant la transformation des produits agricoles locaux.
- **Technologies de l'information et de la communication (TIC)** : notamment dans les zones frontalières avec la Thaïlande et le Vietnam.

En 2024, les ZES ont attiré 835 projets pour une valeur totale dépassant 11,7 milliards de dollars, représentant environ 40 % des investissements directs étrangers (IDE) du pays.

AVANTAGES FISCAUX ET RÉGLEMENTAIRES

Pour tirer pleinement parti des avantages d'une zone économique spéciale (ZES), il est crucial de veiller à leur application effective.

Les principales incitations comprennent :

- Exonération de la TVA : sur les exportations.
- Exonération des droits de douane : pour les matières premières importées destinées à la production.
- Exonération de l'impôt sur les sociétés : jusqu'à 9 ans, selon la localisation et le type d'investissement.
- Procédures simplifiées : formalités douanières et administratives allégées, ce qui facilite l'installation et le fonctionnement de l'entreprise.

Ces avantages sont renforcés par des infrastructures modernes (routes, ports, services logistiques) qui permettent de gagner du temps et de sécuriser les opérations quotidiennes.

DÉFIS ET PERSPECTIVES

Malgré ces atouts, plusieurs défis subsistent :

- **Qualité de la main-d'œuvre** : nécessité de renforcer les compétences techniques et managériales.
- **Logistique** : besoin d'améliorer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement.

Pour répondre à ces défis, le gouvernement

cambodgien a mis en place des réformes législatives, telles que la loi sur les partenariats public-privé (PPP) de 2022, visant à améliorer l'environnement des affaires et à attirer davantage d'investissements.

Les zones économiques spéciales du Cambodge représentent un levier stratégique pour le

développement industriel et l'attraction d'investissements étrangers. Elles offrent des opportunités significatives pour les entreprises souhaitant s'implanter dans un environnement dynamique et en pleine croissance. Toutefois, une attention particulière doit être portée aux défis structurels pour assurer une compétitivité durable à long terme.



Droit du travail et conformité des entreprises

CONTRATS DE TRAVAIL

Deux types de contrat de travail sont prévus par la loi cambodgienne : les contrats à durée déterminée et indéterminée.

Les Contrats à Durée Déterminée (CDD)

Les CDD ne peuvent être conclus que pour une période ne dépassant pas deux années, renouvellement inclus. Une période d'essai est prévue et se limite à une durée de 3 mois maximum selon le degré de spécialisation du salarié. Le CDD peut être renouvelé sans limite, à la condition qu'un délai de rupture d'un mois entre chaque CDD soit observé, faute de quoi le CDD sera automatiquement requalifié en Contrat à Durée Indéterminée.

Les CDD peuvent être résiliés par écrit d'un commun accord, en présence d'un inspecteur du travail, ou sans accord mutuel en cas de faute grave. Les employeurs doivent respecter un préavis s'ils n'ont pas l'intention de renouveler un contrat à son expiration, sous peine de prendre le risque de voir le CDD requalifié en CDI. Que le CDD arrive à expiration, soit rompu ou non-renouvelé, l'employeur se doit d'observer les délais de préavis suivants en fonction de la durée du contrat. Une instruction du Ministère du Travail (MLVT) datée du 14 août 2020 rappelle la nécessité d'un préavis écrit de la partie souhaitant mettre fin ou ne pas renouveler le contrat.

Ancienneté	Délais du préavis
moins de 6 mois	non exigé
6 mois à 2 ans	10 jours
de 2 à 5 ans	15 jours

Lorsqu'un CDD prend fin, l'employé a droit à une indemnité de départ d'au moins 5 % de la valeur des salaires perçus.

Les Contrats à Durée Indéterminée (CDI)

La résiliation d'un CDI est strictement réglementée. Les motifs de résiliation doivent correspondre à des raisons valables de l'employeur liées notamment à la compétence et au comportement de l'employé.

En cas de rupture d'un CDI, un délai de préavis est exigé en fonction de l'ancienneté du salarié comme suit :

Ancienneté	Délais du préavis
moins de 6 mois	7 jours
6 mois à 2 ans	15 jours
de 2 à 5 ans	1 mois
de 5 à 10 ans	2 mois
Plus de 10 ans	3 mois

Des primes d'ancienneté sont également prévues pour les salariés. Cette indemnité correspond à 15 (7,5 acquis par semestre) jours de salaires et droits sociaux acquis par an à titre de prime d'ancienneté. La plupart des entreprises ont commencé à payer cette indemnité d'ancienneté à partir de 2022, à l'exception des usines et de l'industrie textile où elle a été mise en place dès le premier trimestre 2021.

Il est également prévu que les salariés bénéficient d'une indemnité rétroactive pour l'ancienneté acquise avant le 1^{er} janvier 2019. Le principe est le même, (15 jours d'indemnité basée sur le salaire par an pour l'industrie textile, 6 jours pour les autres secteurs).

En cas de licenciement, l'employeur devra payer au salarié licencié l'ensemble des indemnités d'ancienneté. Toutefois, en cas de licenciement pour faute grave, ces indemnités ne seront pas dues.

Salaire

- Un salaire minimum légal a été défini par le gouvernement Cambodgien au départ pour l'industrie du textile, de la chaussure et des articles de voyage. Celui-ci a été revalorisé à 208 dollars US en 2025. Cela s'applique à tous les travailleurs et les employeurs sont tenus de verser au moins ce montant mais, il n'est pas rare de voir des salaires bien supérieurs en fonction du secteur d'activité et des compétences requises.
- Le paiement des salaires deux fois par mois est largement appliqué pour tous les employés. Le paiement doit être effectué directement à l'employé en dollars ou en monnaie locale, le riel. Les employeurs ne peuvent effectuer des retenues sur le salaire des employés que dans des cas spécifiques prévus par la loi comme les cotisations de sécurité sociale et retraite ou d'autres retenues autorisées.

Congés

- Les employés ont droit à des congés annuels payés, généralement au moins 18 jours par an, après une période de travail d'un an soit 1,5 jour par mois travaillé.
- Les femmes enceintes ont droit à un congé de maternité de 90 jours, dont au moins 45 jours doivent être pris après l'accouchement, avec une indemnité versée pendant cette période.
- Les employés ont droit à des congés pour maladie, bien que le droit à une rémunération pendant ces congés puisse dépendre de la politique de l'entreprise.
- Les jours fériés nationaux, au nombre de 22 jours par an, doivent être accordés aux salariés et sont définis chaque année par un Prakas. En cas de travail lors de ces jours fériés, une prime devra être accordé en plus du salaire habituel.

Notre portail de recrutement **BongThom.com**



Temps de travail

- La durée légale du travail est de 48 heures par semaine, soit 8 heures par jour pour une semaine de six jours. Pour une semaine de cinq jours, la durée quotidienne peut être de 9,6 heures.
- Les heures de travail supplémentaires au-delà de la durée légale doivent être rémunérées à un taux supérieur (par exemple, 150 % du salaire horaire normal pour les heures supplémentaires de jour et 200 % pour celles effectuées pendant la nuit ou les jours de repos).
- Les travailleurs ont droit à un jour de repos par semaine, généralement le dimanche mais, cela dépend du secteur d'activité.

Stagiaires

Il n'existe pas de contrat de stage à proprement parler. Dans la pratique, la plupart des stagiaires signent un CDD classique. Les stages peuvent être rémunérés, mais ce n'est pas obligatoire. Si le stagiaire n'est pas rémunéré, il sera considéré comme un volontaire et il n'y aura pas de démarches particulières à entreprendre concernant le permis de travail.

Freelance

Il n'y a pas de statut spécifique pour les travailleurs indépendants (freelance) au Cambodge, ce qui signifie qu'ils doivent suivre la procédure habituelle pour obtenir un contrat de travail et un visa à long terme. La seule solution légale est de créer une entité juridique qui permet d'obtenir une preuve d'emploi et de facturer les services fournis.

Au Cambodge, la rupture d'un contrat de travail est régie par le Code du travail, qui établit les procédures et les droits relatifs à la résiliation des contrats. Voici un aperçu des principales étapes et indemnités liées à la rupture d'un contrat de travail au Cambodge :

Types de rupture de contrat

- Rupture à l'initiative de l'employeur.

L'employeur peut mettre fin au contrat pour divers motifs, y compris pour des raisons économiques

ou des performances insatisfaisantes. Cependant, il doit suivre un processus disciplinaire en cas de licenciement pour faute.

- Rupture à l'initiative de l'employé.

Un employé peut également mettre fin à son contrat en donnant un préavis. Le préavis de démission est généralement d'au moins 30 jours, mais cela peut varier en fonction de la durée d'emploi et du type de contrat.

Indemnités dues aux employés

1. Indemnité de préavis.

Si l'une des parties met fin au contrat sans respecter le préavis requis, l'autre partie peut avoir droit à une indemnité équivalente à la rémunération correspondant à la période de préavis non respectée.

2. Indemnité de licenciement.

En cas de licenciement pour motifs économiques ou autres (non liés à une faute grave), l'employé a droit à une indemnité de licenciement, qui est généralement équivalente à un mois de salaire pour chaque année de service, avec un minimum d'indemnité garanties.

3. Indemnité de congés non pris.

Les employés ont droit à des indemnités pour les congés payés non pris au moment de la rupture du contrat.

Processus

1. Notification

L'employeur doit notifier l'employé de la rupture du contrat, en fournissant les raisons en cas de licenciement.

2. Documentation

Il est important de conserver des documents écrits tout au long du processus de rupture ; cela inclut l'avis de licenciement et tout accord de séparation.

3. Règlement

Tous les paiements dus à l'employé doivent être

RECRUTEMENT

par la CCI France Cambodge

En partenariat avec des professionnels du secteur, la CCIFC vous propose les services suivants pour vous accompagner :

- Comprendre le marché de l'emploi dans votre industrie.
- Rédaction et publications de vos annonces de recrutement.
- Conseils pour rendre vos offres d'emploi aussi attractives que possible.

Nous assurons un suivi complet des candidatures :

- Réception, évaluation et transmission des candidatures selon votre recherche.
- Communications avec les candidats pour répondre à leurs interrogations.
- Organisation d'entretiens avec nos équipes avant une entrevue finale avec l'employeur potentiel.



directeur@ccifcambodge.org



092 493 852



ccifcambodge.org

effectués au moment de la rupture du contrat, incluant les salaires, les indemnités et les congés payés.

SÉCURITÉ SOCIALE :

Les employeurs sont tenus de contribuer à un système de sécurité sociale, Fonds National de Sécurité Sociale (NSSF), pour leurs employés, ce qui inclut des protections en matière de santé, d'accidents du travail, et de retraite.

En ce qui concerne la protection pour les risques professionnels, un employeur comptant au moins huit employés doit s'enregistrer ainsi que tous ses employés auprès du NSSF. L'employeur est tenu de contribuer à la Protection pour les risques professionnels à hauteur de 0,8% du salaire mensuel moyen d'un employé sur le compte du NSSF.

En plus du paiement de la contribution au NSSF pour les risques professionnels, l'employeur est également tenu de collecter, contribuer et verser les contributions pour la santé et la pension au NSSF sur une base mensuelle. La contribution à la santé est requise à la fois des employeurs et des employés à hauteur de 1,3% (chacun) du salaire mensuel moyen des employés. Cependant, depuis le 1er janvier 2018, l'obligation de payer la contribution à la santé mentionnée dans le paragraphe ci-dessus est entièrement à la charge (100%) de l'employeur.

Pour la contribution à la pension, elle est requise tant des employeurs que des employés comme suit :

Pension de vieillesse (PV)

Dans les cinq premières années, le taux de contribution à la pension est de 4% du salaire contributif du travailleur/employé. L'employeur contribue à hauteur de 2%, tandis que les 2% restants proviennent du travailleur. Ce taux de contribution devient progressif à la 6^e année, passant à 8%, puis augmentera de 2,75% à la 11^e année et subira la même augmentation tous les 10 ans.

Comme il a été mentionné dans le paragraphe précédent sur la couverture maladie, les risques professionnel et la retraite, le système de

protection sociale au Cambodge, le NSSF, vise à fournir une couverture sociale aux travailleurs, en particulier ceux du secteur formel. Voici un aperçu de son fonctionnement et des avantages qu'il offre :

Fonctionnement du système

1. Contributions

Le NSSF est financé par des contributions des employeurs et des employés. Les employeurs sont tenus de cotiser un pourcentage des salaires de leurs employés, tandis que les employés font également des contributions salariales. Ces cotisations servent à alimenter les différents programmes de sécurité sociale.

2. Programmes de couverture

Le NSSF comprend plusieurs programmes, notamment :

- Assurance maladie : Pour couvrir les frais médicaux des travailleurs et de leurs familles.
- Assurance vieillesse : Pour assurer un revenu de remplacement aux travailleurs âgés au moment de la retraite.
- Assurance accidents du travail : Pour indemniser les travailleurs en cas de blessures liées à leur travail.

3. Gestion

Le NSSF est administré par le ministère du Travail et de la Formation professionnelle, en collaboration avec d'autres organismes gouvernementaux. Les fonds sont gérés pour garantir la durabilité et la solvabilité du système.

Avantages pour les travailleurs

Sécurité financière : Les travailleurs bénéficient d'une certaine sécurité financière en cas d'accident ou de maladie, ce qui réduit l'impact économique de ces événements sur leur vie et celle de leur famille.

Accès aux soins de santé : Grâce à l'assurance maladie, les travailleurs peuvent accéder à des services de santé entièrement gratuits dans les

centres de soins agréés par le système NSSF, ce qui est crucial pour maintenir un bon état de santé et éviter les dépenses imprévues liées aux soins médicaux.

Retraite : Le programme d'assurance vieillesse permet aux travailleurs de disposer d'une pension à la retraite, garantissant un revenu même après avoir cessé de travailler.

Enjeux et défis

Bien que le système de protection sociale au

Cambodge ait connu des avancées, il fait face à plusieurs défis, notamment :

- Le faible taux de couverture des travailleurs, en particulier dans le secteur informel.
- La nécessité d'améliorer la gestion et l'efficacité des fonds.
- L'augmentation de la sensibilisation et de l'éducation des travailleurs concernant leurs droits et les bénéfices offerts par le NSSF.

Coûts du NSSF et du régime de retraite

	Risques professionnels	Frais de santé	Pensions de retraite	Contribution mensuelle maximale
Employeur	0,8%	2,6%	2%	64 800 KHR (\$16)
Salarié	-	-	2%	24 000 KHR (\$6)
Total	7,4% du salaire brut (5,4% à la charge de l'employeur et 2% à la charge du salarié)			

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ET RESPECT DES QUOTAS

L'embauche de travailleurs étrangers au Cambodge est possible, mais elle est soumise à des restrictions et à l'obtention de documents spécifiques. Le ministère du Travail et de la Formation professionnelle impose un quota maximum de 10% pour l'emploi de travailleurs étrangers. Ce quota de 10% est réparti en fonction des types d'employés: pour les employés travaillant dans les bureaux de l'entité cambodgienne, le seuil ne peut pas dépasser 3% ; pour les travailleurs qualifiés, le seuil est de 6% ; et pour les travailleurs non qualifiés, le seuil est limité à 1%. L'entreprise doit soumettre une demande de quota au ministère du Travail (généralement entre octobre et novembre) pour obtenir l'approbation de ses projets d'embauche de travailleurs étrangers pour l'année suivante et ainsi obtenir un permis de quota. Si l'entreprise dépasse le quota, des motifs spécifiques doivent être fournis, tels que le besoin d'expertise. Dans ce cas, une demande de permis de quota supplémentaire doit être soumise, en expliquant les raisons précédemment mentionnées.

PERMIS DE TRAVAIL

Outre la demande de permis de quota annuel, un permis de travail est également nécessaire pour les ressortissants étrangers à l'embauche. Après avoir reçu le permis de quota annuel, il faut alors demander des permis de travail en ligne via le système de gestion centralisée de la main-d'œuvre étrangère (www.fwcm.s.mvt.gov.kh). Le passeport et le visa du demandeur doivent être en cours de validité lors de la demande de permis de travail. Les frais officiels d'un permis de travail s'élèvent à 130 USD.

BIEN-ÊTRE DE L'EMPLOYÉ

L'entreprise doit respecter les règles de sécurité en vigueur sur l'hygiène. Les accidents du travail doivent avoir fait l'objet d'un rapport. Les réglementations en la matière peuvent être nombreuses. L'une des dernières en date est le Prakas N° 429/20 sur l'examen médical des employés cambodgiens. Auparavant, les examens ne pouvaient être effectués seulement dans des établissements de santé du Département de la Sécurité et de la Santé (DOSH en anglais). Le



Prakas n° 429/20 clarifie la procédure d'obtention du certificat d'examen médical en ligne auprès du DOSH. Les employés cambodgiens doivent effectuer un examen médical avant de commencer à travailler, lors d'un changement d'emploi et/ou d'entreprise/usine et ce, tous les deux ans s'ils ne relèvent pas des deux cas précédents.

VISAS

Il est important de noter que l'évolution de la situation sanitaire a fortement impacté toutes les règles relatives aux visas. Nous vous invitons à consulter le site internet de l'ambassade de France au Cambodge pour trouver les informations les plus à jour sur ce sujet.

Au Cambodge, les visas de catégorie E permettent à leurs titulaires d'exercer une activité professionnelle, notamment en qualité de salarié. Lors de la procédure d'obtention de ce visa, le candidat doit fournir une lettre d'embauche de son futur employeur au Cambodge ou son contrat

de travail préalablement signé. De manière générale, le demandeur doit être en mesure de présenter son contrat de travail avec l'entreprise cambodgienne (qui doit être une entité légale dûment enregistrée au Cambodge) ou au moins une promesse d'embauche en l'absence de contrat.

Le Visa de type E est valable pour une durée de trois mois, à compter de sa date de délivrance. Une fois sur le territoire du Cambodge, il est valide pour une durée d'un mois. Il est donc impératif de demander rapidement une extension de son visa type E (business) après son arrivée. Les extensions peuvent être de 1, 3, 6 ou 12 mois. Le visa peut ensuite être étendu à nouveau pour les mêmes périodes et sans limitation quant au nombre de renouvellements.

Un visa de type A, B ou C (diplomates et personnes travaillant dans des organisations internationales, ONG) permet également de travailler au Cambodge.

GOLDEN VISA

En juillet 2022, le Cambodge a lancé un programme de résidence par investissement, connu sous le nom de «My Second Home» (CM2H). Avec un investissement de 100 000 USD (minimum) dans l'immobilier, les investisseurs peuvent obtenir un visa renouvelable d'une durée de validité de dix ans. Après cinq ans de résidence, il est possible de demander un passeport cambodgien. Il n'y a pas d'obligation de séjour minimum pour conserver le visa. Le Cambodge propose également un programme direct de citoyenneté par l'investissement, qui exige des investisseurs qu'ils fassent un don gouvernemental de 245 000 USD (plus les frais), ou qu'ils investissent un minimum de 305 000 USD dans un projet approuvé par le gouvernement (Source : <https://www.goldenvisas.com/cambodia> + <https://cm2h.com/>)

La CCIFC tient à remercier HR Code et Convergences pour leur contribution à la rédaction de ce chapitre.



ANANT
LAW FIRM

> YOUR PARTNER FOR
DEVELOPMENT

A large, ornate pagoda is illuminated from within, casting a warm glow on its tiered structure and the surrounding area. The sky is dark, making the lights stand out. At the bottom right, there is a QR code and the text: > Together We Can Deliver New Possibilities.

Régime foncier et immobilier

Cadre légal, pratiques courantes et fiscalité du secteur

Lorsqu'un investisseur envisage d'acheter ou de louer un terrain au Cambodge, il est essentiel de prendre certaines précautions. La première étape consiste à effectuer une recherche approfondie sur le titre foncier afin de s'assurer de la régularité du bien. Cette vérification permet de confirmer l'identité du ou des propriétaires, de s'assurer qu'aucun litige n'est en cours, de vérifier l'existence éventuelle d'une hypothèque ou de restrictions particulières, ainsi que de confirmer la surface enregistrée du terrain. En d'autres termes, il s'agit de s'assurer de la validité juridique du titre et de la pleine disponibilité du bien avant tout engagement.

La rédaction du contrat de vente ou de location revêt également une importance capitale. Un contrat clair et détaillé permet non seulement de définir avec précision les droits et obligations respectifs de chaque partie, mais aussi de réduire les risques de litiges ou de mauvaises interprétations. Ce document doit encadrer les modalités de paiement – qu'il s'agisse du montant, des échéances ou des conditions de

réglement – et inclure des clauses de résolution en cas de non-respect, des pénalités éventuelles, ainsi que des dispositions relatives à la résiliation dans le cadre d'un bail. Un contrat mal rédigé ou incomplet peut, à l'inverse, entraîner une insécurité juridique et financière, compromettant ainsi la sécurité de l'investissement.

Le Cambodge connaît principalement trois types de titres fonciers. Le « hard title » ou titre définitif constitue le niveau le plus élevé de reconnaissance légale, puisqu'il est enregistré au niveau national et confère une sécurité juridique renforcée. Le « soft title » ou titre provisoire est, quant à lui, enregistré uniquement auprès des autorités locales (commune ou district) et n'offre pas le même degré de garantie, même s'il reste une forme légale de propriété. Enfin, le « strata title » ou titre en copropriété, introduit pour encadrer le marché des condominiums, permet aux étrangers d'acquérir directement des unités dans des immeubles collectifs, sous réserve de respecter certaines conditions. Dans le cadre d'un contrat de bail, il est également possible de prévoir une période de gratuité destinée à couvrir des travaux de construction, de rénovation ou d'aménagement. Cette période, appelée « lease free period », ne peut cependant excéder 10% de la durée totale du bail.

En ce qui concerne la propriété foncière par les étrangers, la loi foncière de 2001 et la Constitution sont claires : l'acquisition directe de terrains leur est interdite. Néanmoins, plusieurs mécanismes existent pour permettre aux investisseurs étrangers de sécuriser leurs projets immobiliers. Le premier repose sur la conclusion de baux à long terme, d'une durée pouvant aller jusqu'à 50 ans et renouvelables, à condition qu'ils soient enregistrés auprès des autorités afin de garantir leur opposabilité. Une autre solution consiste à recourir au trust immobilier, introduit par la loi de 2019. Ce dispositif permet de transférer la propriété légale du bien à un fiduciaire agréé, qui en assure la gestion pour le compte de l'investisseur étranger, lequel conserve la propriété bénéficiaire. Ce mécanisme est particulièrement apprécié car il



assure la conformité avec la loi cambodgienne tout en offrant une sécurité renforcée. Les étrangers peuvent également constituer une société immobilière dans laquelle un actionnaire cambodgien détient 51% du capital, ce qui permet ainsi de respecter les exigences légales. Enfin, pour les projets de très grande envergure, il est possible de solliciter une Concession Économique de Terrain (CET). Il s'agit d'un bail à

nature du bien. La taxe foncière annuelle est fixée à 0,1% de la valeur imposable du bien, avec une exonération pour les propriétés d'une valeur inférieure à 100 millions de rius (environ 25 000 USD). La taxe de transfert, due lors du changement de propriétaire, correspond à 4% de la valeur transactionnelle du bien. La taxe sur les terrains non utilisés s'élève à 2% de la valeur marchande et concerne les terrains vacants ou



long terme accordé par l'État sur ses biens fonciers privés, destiné à favoriser des projets agricoles, industriels ou économiques jugés stratégiques. L'attribution de telles concessions est toutefois soumise à des conditions strictes, notamment le respect des normes environnementales et la conformité aux plans d'aménagement foncier.

La fiscalité constitue un autre aspect important du secteur immobilier cambodgien. Plusieurs taxes s'appliquent selon les opérations ou la

laissés inexploités. Les revenus générés par la location de biens immobiliers sont, quant à eux, imposés à hauteur de 10% pour les résidents cambodgiens et de 14% pour les non-résidents. Enfin, une taxe sur la plus-value est applicable en cas de revente d'un bien immobilier, venant compléter le cadre fiscal.

La CCIFC tient à remercier DFDL pour sa contribution à la rédaction de ce chapitre.

ACRONYMES

A

ABIF

ASEAN Banking Integration Framework
Cadre d'Intégration Bancaire de l'ASEAN

ACSEP

Agricultural Value Chain Competitiveness and Safety Enhancement Project

ACU

Anti-Corruption Unit
Unité Anti-Corruption

AEC

Asean Economic Community
Communauté économique de l'ASEAN

AFD

Agence Française de Développement

AFE - OMC

Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation Mondiale du Commerce

AFTA

ASEAN Free Trade Area

AJCEP

ASEAN-Japan Comprehensive Economic Partnership
Accord de libre-échange entre le Japon et l'ASEAN

ALCBT

Asia Low Carbon Building Transition

ALE

Accord de Libre - Échange

AMM

Autorisation de Mise sur le Marché

AQI

Air Quality Index
Indice de Qualité de l'Air

ARISE

ASEAN Regional Integration Support
Soutien à l'intégration régionale de l'ASEAN

ASEAN

Association of Southeast Asian Nations
Association des nations de l'Asie du Sud-Est

ASPIRE-AT

Agriculture Services Program for an Inclusive Rural Economy and Agriculture Trade

ASYCUDA

Automated System for Customs Data
Système Automatisé de Données Douanières

ATIGA

ASEAN Trade in Goods Agreement

B

BAD

Banque Asiatique de Développement

BESS

Battery Energy Storage System
Systèmes de Stockage d'Énergie par Batterie

BNC

Banque Nationale du Cambodge

C

CADT

Cambodia Academy of Digital Technology
Académie Cambodgienne de Technologie Digitale

CAF

Cambodia Accounting Forum

CAIF

Cambodia Automotive Industry Federation
Fédération de l'Industrie Automobile du Cambodge

CAISAR

Climate Adaptive Irrigation and Sustainability Agriculture for Resilience

CAM - UAE - CEPA

Cambodia - United Arab Emirates Comprehensive Economic Partnership Agreement
Accord de Partenariat Économique Global Cambodge-Émirats arabes unis

CAPRED

Cambodia Australia Partnership for Resilient Economic Development
Partenariat Cambodge-Australie pour un développement économique résilient

CATA

Comprehensive Air Transport Agreements
Association des agents de voyage du Cambodge

CaWSIP

Cambodia Water Security Improvement Project

CCCC

Comité de lutte Contre la Contrefaçon au Cambodge

CCE

Conseillers du Commerce Extérieur

CCFTA

Cambodia-China Free Trade Agreement
Accord de libre-échange Cambodge-Chine

CCIFC

Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge

CDC

Conseil pour le Développement du Cambodge

CDD

Contrats à Durée Déterminée

CDI

Contrat à Durée Indéterminée

CEPT

Common Effective Preferential Tariff
Tarif Préférentiel Effectif Commun

CIDF
Cambodian Information Technology Development Fund
Fonds cambodgien de développement des technologies de l'information

CIR
Cadre Intégré Renforcé

CKFTA
Cambodia-Korea Free Trade Agreement
Accord de libre-échange Cambodge-Corée

CLMV
Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam

CM2H
Programme de résidence par investissement, connus sous le nom "My Second Home"

CNFE
Comité national pour la facilitation des échanges

CNUCED
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

COSOP
Country Strategic Opportunities Programme
Programme d'options stratégiques pour le pays

CTB
Cambodia Tourism Board

D

DAU
Document Administratif Unique

DOSH
Department of Occupational Safety and Health
Département de la Sécurité et de la Santé

E-F

EDC
Electricité du Cambodge

Eurocham
Chambre de Commerce européenne

EVP
Twenty-foot Equivalent Unit (TEU)
Equivalent Vingt Pieds

FIDA
Fonds international de développement agricole

G

GAFI
Groupe d'action financière

GDCE
Département général des douanes et de la régie

GRC
Gouvernement Royal du Cambodge

GDT
General Department of taxation
Département général des taxes

I-J

IDE
Investissement Direct Etranger

IG
Indication Géographique

IGP
Indication Géographique Protégée

IMF
Institution de Microfinance

IRD
Institut de Recherche pour le Développement

ITC
Institut Technologique du Cambodge

JICA
Japan International Cooperation Agency
Agence japonaise de coopération internationale

K

KFW
Banque allemande de développement

KHR
Riel

KICPAA
Institut des experts comptables et des commissaires aux comptes du Kampuchéa

KOICA
Korea International Cooperation Agency

L

LBC/FT
Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

LCE
Law on Commercial Enterprises

LOT
Law on Taxation

M-N

M
Million

MAFF
Ministère de l'Agriculture, des Forêts et Pêches

MCFA
Ministère de la Culture et des Beaux-Arts

Md(s)
Milliard(s)

MIDL
Cadre national de compétences en matière de médias, d'information et de culture numérique Media, Information and Digital Literacy

MLVT
Ministère du Travail

MOC

Ministère du Commerce

MPTC

Ministère de la Poste et des Télécommunications

MPWT

Ministère des Travaux publics et des Transports

NIPTC

Institut National du ministère des Postes et des Télécommunications

NSSF

Fonds national de sécurité sociale (National Social Security Fund)

O**OIT**

Organisation Internationale du Travail

OMC

Organisation Mondiale du Commerce

OMPI

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

ONG

Organisation Non Gouvernementale

ONU

Organisation des Nations Unies

ORC

Cotisation pour les risques professionnels Occupational Risks Contribution

P-Q**PIB**

Produit Intérieur Brut

PME

Petites et Moyennes Entreprises

PMA

Pays les Moins Avancés

PNUD

Programme des Nations Unies pour le Développement

PPC

Parti du Peuple Cambodgien

QIP

Projet d'Investissement Qualifié (Qualified Investment Project)

R-S-T**RCEP**

Partenariat économique global régional (Regional Comprehensive Economic Partnership)

RID4CAM

Rural Infrastructure Development for Cambodia

SADIF

Smart Axiata Digital Innovation Fund

SARL

Société à Responsabilité Limitée

SIDA

Agence suédoise de coopération internationale au développement

TRT

The Rice Trade

TSA

Tout Sauf les Armes

TVA

Taxe sur la Valeur Ajoutée

U...Z**UE**

Union européenne

UUE

Union économique eurasiatique

UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

USAID

United States Agency for International Development

Agence des États-Unis pour le développement international

USD

United States Dollar

VIE

Volontariat international en Entreprise

VSI

Volontariat de solidarité internationale

WHT

Withholding Tax

ZES

Zone Economique Spéciale

Pour être de suite mieux accompagné(s)

Plus de 300 entreprises et projets accompagnés avec succès au Cambodge

www.confluences.asia

contact@confluences.asia

+855 (0)12 537 289



ក្រសួង
confluences

access operations capital

Conformité RH - Étude de marché - Portage salarial - Mission commerciale - Recrutement - Identification commerciale - Comptabilité - Fusions & acquisitions - Recherche de distributeurs - Solutions de bureaux - Finances - Accompagnement logistique - Étude de faisabilité - Co-working - Levée de fonds - Prospection - Fusions de bureaux - Gestion de paie - Finance d'entreprise - Fiscalité - Accompagnement administratif - Étude de management administratif - Conseil stratégique - Identification de partenaires - Conformité RH - Accompagnement

CCI FRANCE CAMBODGE

Étage 3, BRED Building
N° 30 Boulevard Preah Norodom
Khan Daun Penh, Phnom Penh, Cambodge

Email : ccifc@ccifcambodge.org

Site internet : ccifcambodge.org

